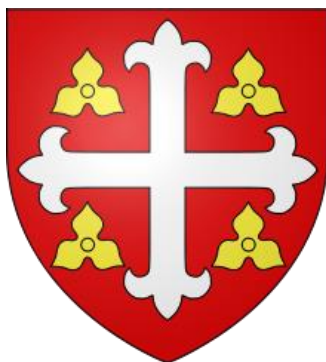


DEPARTEMENT DES YVELINES

BOISSY-SANS-AVOIR



Plan Local d'Urbanisme

1. Rapport de présentation

1^{ère} PARTIE

**EXPOSE DU DIAGNOSTIC
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

SOMMAIRE

A. Diagnostic territorial

I. SITUATION	7
1.1. Situation régionale	7
1.2. Situation intercommunale.....	8
1.3. Situation communale	9
II. ACCESSIBILITE DU TERRITOIRE	10
2.1. Le réseau routier	10
2.2. Inventaire des capacités de stationnement	13
2.2.1. Le stationnement motorisé	13
2.2.2. Le stationnement des véhicules hybrides et électriques	14
2.2.3. Le stationnement des vélos.....	14
2.2.4. Les possibilités de mutualisation des capacités de stationnement	14
2.3. Réseau ferré et transports en commun	15
2.4. Les chemins ruraux.....	17
III. MORPHOLOGIE URBAINE	18
3.1. Boissy-sans-Avoir d’hier à aujourd’hui	18
3.1.1. Histoire de la commune	18
3.1.2. Répartition du bâti au fil du temps	18
3.2. La structure urbaine actuelle	20
3.2.1. L’occupation du sol.....	20
3.2.2. La morphologie urbaine existante.....	21
3.2.3. Bâti remarquable de la commune.....	33
3.2.4. Disponibilités foncières, capacités de densification et de mutation des ensembles bâtis	39
IV. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES.....	40
4.1. Croissance démographique	40
4.1.1 Evolution de la population	40
4.1.2. Taux démographiques : solde naturel et solde migratoire	41
4.2. Structure et caractéristiques de la population.....	43
4.2.1 Structure par âge de la population.....	43
4.2.2. Evolution des ménages.....	44
V. Logement et caractéristiques.....	46

5.2. La typologie du parc de logements	47
5.2.1. L'ancienneté du parc résidentiel	47
5.2.2. Typologie du parc de logements	48
5.2.3. Statut d'occupation des logements.....	50
5.2.4. Taux d'occupation des logements.....	51
VI. CARACTERISTIQUES SOCIO ECONOMIQUES	52
6.1. Population active.....	52
6.2. Taux d'emploi et taux de chômage	52
6.3. Statut de la population active	53
6.4. Emplois sur le territoire communal.....	54
6.6. Mobilité domicile-travail	56
VII. ACTIVITE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE	57
VIII. EQUIPEMENTS PUBLICS	58
IX. RESEAUX ET EQUIPEMENTS SANITAIRES.....	60
9.1. Assainissement.....	60
9.2. Epuration	60
9.3. Eau potable.....	60
9.3. Ordures ménagères	60
I. DONNEES NATURELLES	63
1.1. Topographie	63
1.2. Géologie.....	65
1.3. Hydrographie.....	66
1.4. Hydrogéologie	67
1.4.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).....	67
1.4.2. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	71
1.4.2.1. SAGE de la Mauldre	71
1.5. Climat.....	74
1.6. Qualité de l'air	75
1.6.1. Indicateurs de pollution	75
1.6.2. Un air de bonne qualité.....	75
1.6.3. Facteurs de pollution.....	77
1.6.4. Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)	78
1.6.5. Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)	78
1.6.6. Le Plan Climat - Energie territorial des Yvelines.....	78

1.6.7. Le Schéma Régional du Climat Air et Energie (SRCAE)	79
1.7. LES RESSOURCES NATURELLES	81
1.7.1. Potentiel solaire.....	81
1.7.2. Géothermie	82
2. PATRIMOINE NATUREL.....	83
2.1. Grand paysage naturel	83
2.2. Espaces boisés	84
2.3. Espaces agricoles	85
2.4. Les arbres remarquables	86
2.5. Trame verte et bleue et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)	87
2.5. Les protections du patrimoine paysager	90
2.5.1. Les documents ou protections existantes	90
2.6. Evolution des espaces naturels, forestiers et agricoles au cours des dernières années	93
2.6. Le traitement des entrées communales.....	94
3. RISQUES ET NUISANCES	97
3.1 Les risques naturels	97
3.1.1. L'aléa retrait-gonflement des sols argileux	97
3.1.2 Le risque d'inondation.....	98
3.1.3. Zones humides et milieux aquatiques.....	100
3.1.4. Zones de ruissellement et coulées de boues	102
3.1.5. Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)	103
3.1.6. Cavités souterraines	103
3.1.7. Autres risques.....	105
3.2. Les risques technologiques	106
3.2.1. Lutte contre le saturnisme	106
3.2.2. Les risques liés à l'amiante	106
3.2.3. La pollution des sols	106
3.2.4. Le transport de matières dangereuses.....	106
3.3. Les nuisances acoustiques.....	107
4. DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX, SERVITUDES ET CONTRAINTES.....	108
4.1. Le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF)	108
4.2. Le Schéma Départemental d'Aménagement pour un Développement Equilibré des Yvelines (SDADEY).....	111
4.3. Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN)	112

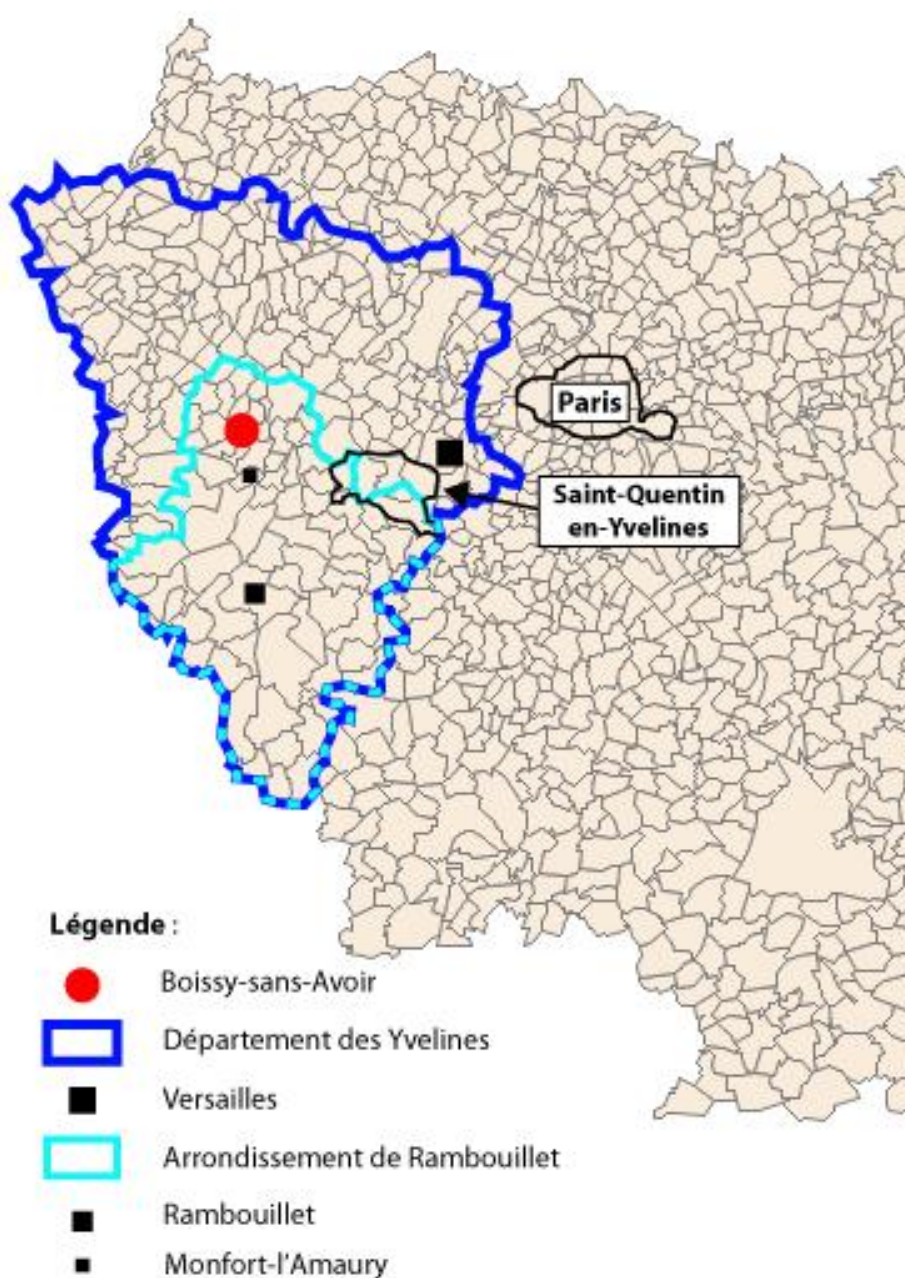
4.4. Le PDUIF (le Plan de Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France)	112
4.5. Servitudes d'utilité publique	113
4.5.1. Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine (A4)	113
4.5.2. Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements (I1)	114
4.5.3. Les servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz (I3)	114
4.5.4. Les servitudes de protection relatives au stockage souterrain de gaz combustible dans les formations naturelles (I7).....	114
4.5.5. Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques	115
4.5.5. Autres prescriptions : secteurs archéologiques	116

A. EXPOSE DU DIAGNOSTIC

I. SITUATION

1.1. Situation régionale

La commune de Boissy-sans-Avoir est située à l'Ouest de l'Île-de-France, au cœur du **département des Yvelines**. Implantée dans la **plaine de Montfort**, elle est distante de 25 kilomètres de Versailles (préfecture du département), de 20 km de Rambouillet (sous-préfecture) et d'environ 40 km de Notre-Dame de Paris. La principale zone d'emploi de l'Ouest parisien, Saint-Quentin-en-Yvelines, se situe à une quinzaine de kilomètres.



1.2. Situation intercommunale

Au niveau administratif, Boissy-sans-Avoir est situé dans l'**arrondissement de Rambouillet** et fait partie du **canton d'Aubergenville** qui compte 42 communes.

La commune fait également partie de la **Communauté de Communes Cœur d'Yvelines**, qui regroupe 31 communes. Initialement, cette structure intercommunale, créée le 8 novembre 2004, ne comprenait que 6 communes (Beynes, Jouars-Pontchartrain, Neauphle-le-Château, Saint-Germain de la Grange, Saulx-Marchais, Thiverval-Grignon) puis 7 suite à l'adhésion de Villiers-Saint-Frédéric le 1^{er} janvier 2007.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les communes suivantes ont rejoint l'intercommunalité pour porter le nombre de membres à 31 : Auteuil-le-Roi, Autouillet, Bazoches-sur-Guyonne, Béhoust, Flexanville, Galluis, Gambais, Garancières, Goupillières, Grosrouvre, les Mesnuls, Marcq, Mareil-le-Guyon, Méré, Millemont, Montfort-l'Amaury, Neauphle-le-Vieux, la Queue-lez-Yvelines, Saint-Rémy-l'Honoré, Thoiry, le Tremblay-sur-Mauldre, Vicq, Villiers-le-Mahieu ainsi que Boissy-sans-Avoir.

L'extension de périmètre résulte de la mise en œuvre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) des Yvelines, qui fait suite à la loi du 16 décembre 2010 prévoyant de couvrir le territoire d'intercommunalités plus cohérentes.

La Communauté de Communes Cœur d'Yvelines s'étend ainsi aujourd'hui à toutes les communes de l'ancien canton de Montfort-l'Amaury, élargie à la commune de Gambais et de Thiverval-Grignon, jusqu'alors isolées. Le territoire intercommunal forme un ensemble d'environ 48 000 habitants.

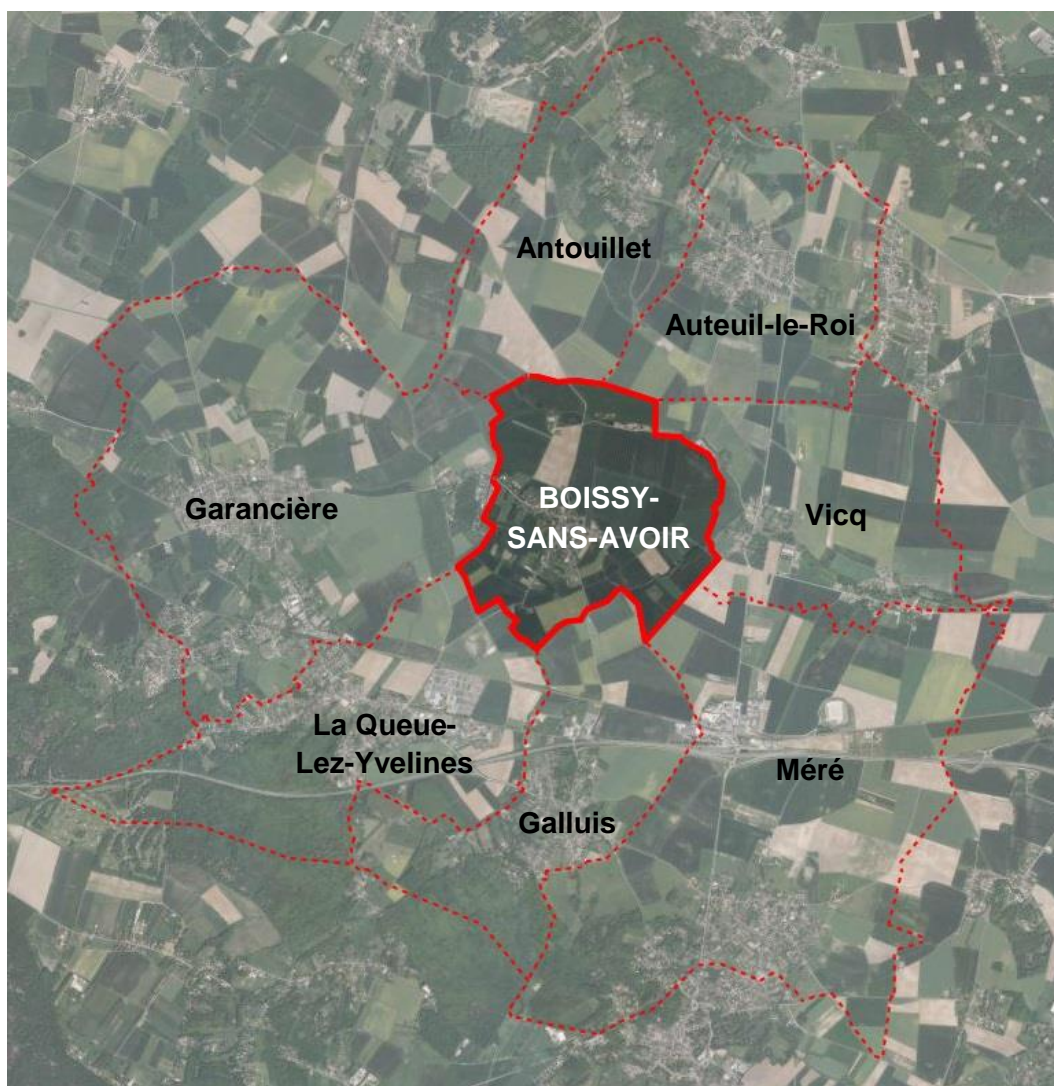


1.3. Situation communale

Au recensement de 2011, Boissy-sans-Avoir comptait 583 habitants, soit une densité moyenne de 147 habitants/km², contre 618,8 habitants/km² pour le département des Yvelines et 986,7 habitants/km² pour la région Île-de-France.

Le territoire communal, d'une superficie de près de 400 hectares, est limitrophe des communes yvelinoises suivantes :

- Garancières à l'Ouest,
- Autouillet au Nord,
- Auteuil-le-Roi au Nord-Est,
- Vicq à l'Est,
- Méré au Sud-Est,
- Galluis au Sud,
- La Queue-Lez-Yvelines au Sud-Ouest.



II. ACCESSIBILITE DU TERRITOIRE

2.1. Le réseau routier

Le territoire communal, bien qu'à l'écart des grands axes de communication, bénéficie d'une bonne desserte routière, permettant son insertion à l'échelle locale, intercommunale et régionale.

Boissy-sans-Avoir s'inscrit dans un maillage viaire structuré par **la RN12** au Sud, à environ 2 km du centre-bourg de la commune. La proximité de cette voie express limitée à 110 km/h offre aux habitants une très bonne accessibilité vers Saint-Quentin-en-Yvelines, Versailles et Paris à l'Est, et vers Houdan et Dreux à l'Ouest. Pour se rendre à Boissy-sans-Avoir depuis cet axe d'importance nationale, il faut emprunter la sortie La Queue-Les-Yvelines / Galluis.

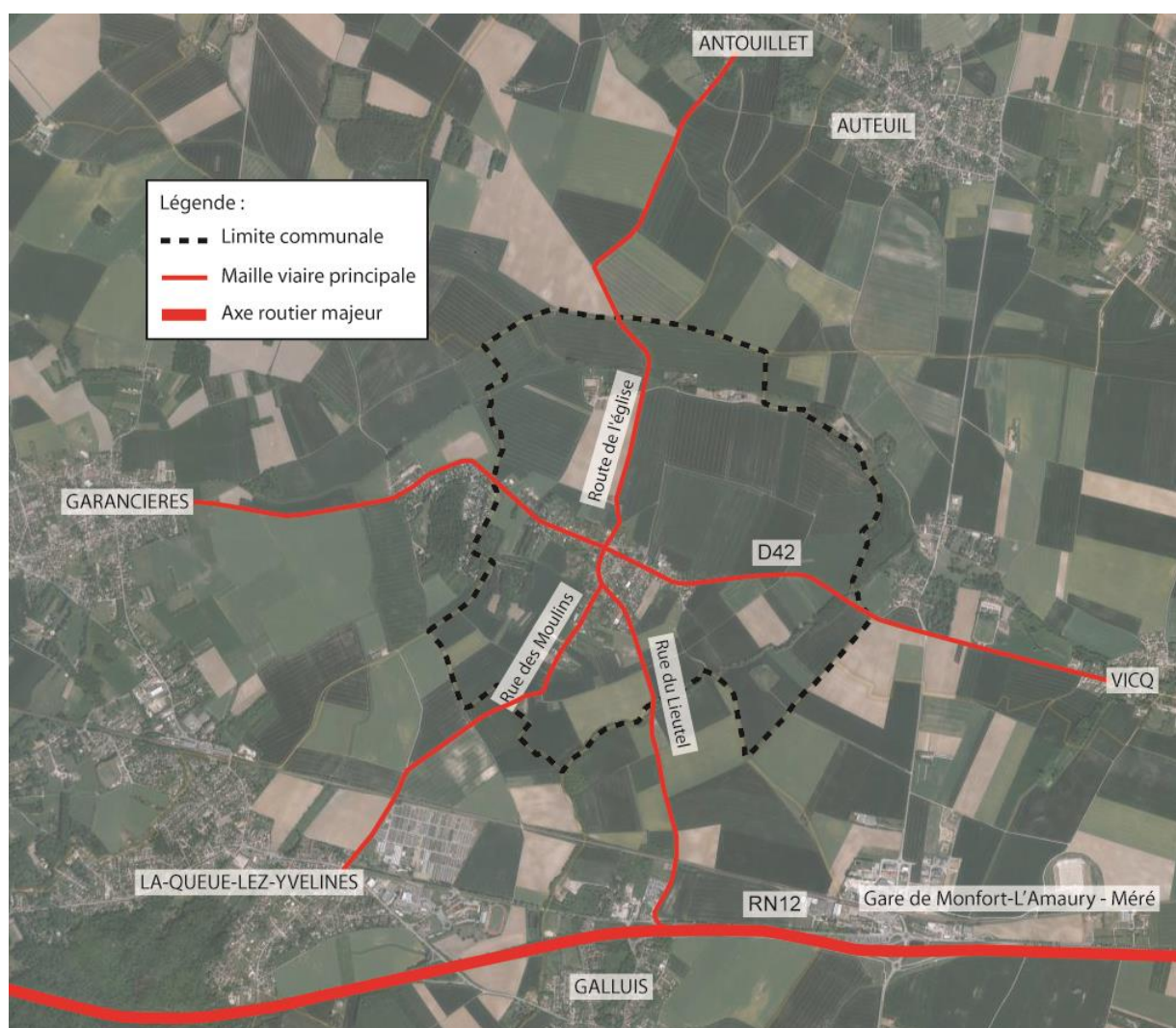
En termes de desserte autoroutière, l'autoroute A13, qui relie Paris à Caen, est accessible en prenant la RD11 puis la RD65 au niveau de Mantes-la-Jolie. Au Sud, l'accès à l'autoroute A11 en direction de Nantes se fait via la RD191 puis la RN10, à une bonne trentaine de kilomètres du territoire communal.

A l'échelle communale, le réseau viaire principal de Boissy-sans-Avoir, connecté à ces grandes infrastructures nationales et régionales, est composé de deux axes principaux se croisant au centre du village. Ces deux axes constituent également le réseau viaire secondaire, dans la mesure où ils assurent les liaisons à l'échelle communale et intercommunale (liaisons vers les communes voisines).

La RD42, axe d'intérêt local sans encombrement, traverse ainsi la commune en son centre selon un axe Est-Ouest. A l'Est, elle relie le territoire à la RD76, près du hameau de Bardelle, puis à la RD191, au niveau de Neauphle-le-Vieux. A l'Ouest, elle relie la commune à des villes voisines telles que Garancière ou Béhoust.

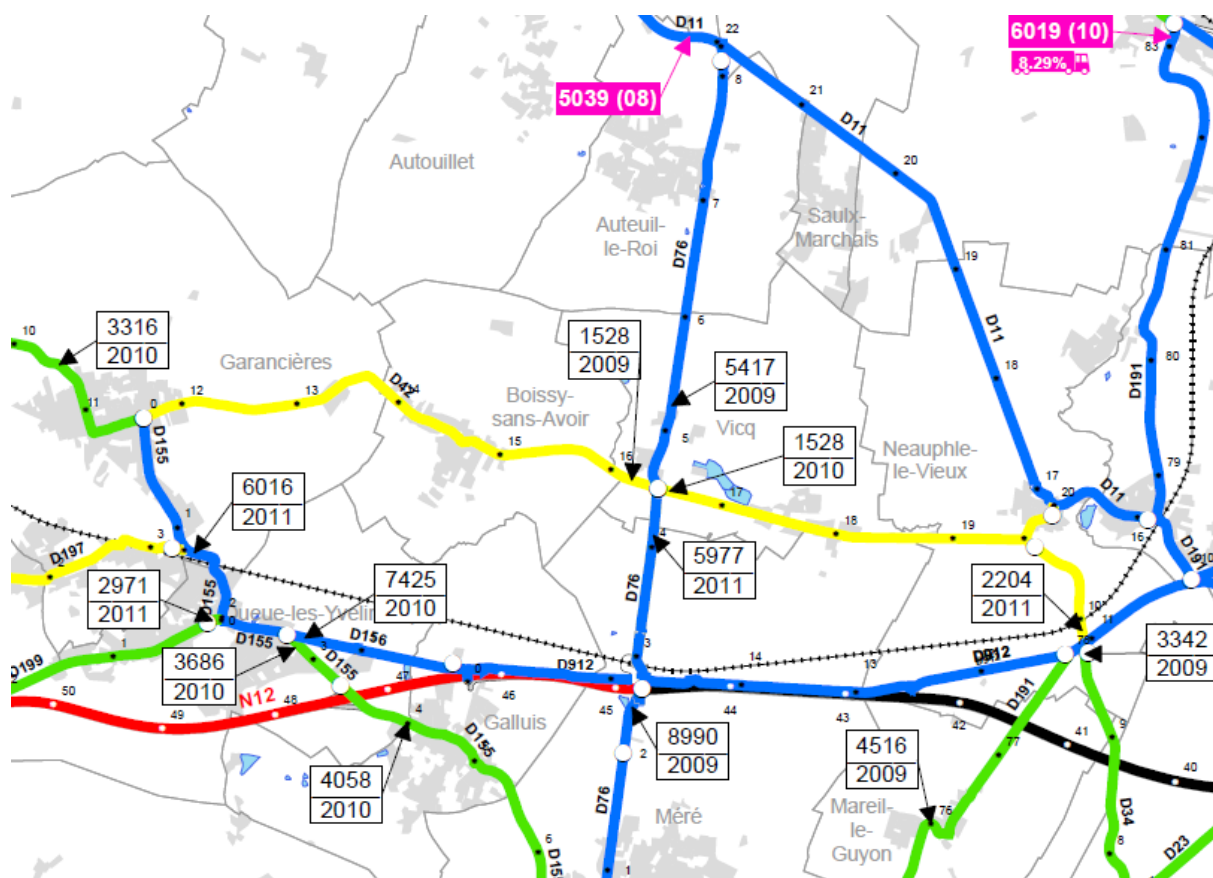
L'axe Nord-Sud, d'intérêt local sans encombrement, relie la commune aux axes d'importance départementale, régionale et nationale. Au Nord du village, l'axe est constitué de la Rue de l'Eglise et de la Route d'Autouillet. Il permet de joindre les villes d'Autouillet et de Thoiry et de relier la RD11 puis l'A13. Au Sud du village, l'axe bifurque. La bifurcation permet de rejoindre La Queue-lez-Yvelines et sa gare ferroviaire ainsi que la RN12 vers l'Ouest ou de joindre entre autres Rambouillet ainsi que l'A11 à l'Est.

Réseau routier communal (source : Synthèse Architecture)



La voirie tertiaire, quant à elle, est composée de quelques voies qui suffisent à desservir les îlots urbains présents au sein du tissu urbain. Ce sont principalement des rues à sens unique ou sens interdit aux non riverains.

Trafic des routes départementales (source : CG78, 2009-2011)



Une carte de synthèse effectuée par le conseil départemental des Yvelines entre 2009 et 2011 permet de se rendre compte du trafic engendré par les voies du territoire communal de Boissy-sans-Avoir.

Ainsi, un comptage SIREDO datant de 2010 indique un trafic moyen annuel de 38 200 véhicules par jour (tout véhicule confondu) sur la RN12, avec une part de quasiment 8% de poids-lourds.

La RD42 a fait l'objet d'un comptage à l'Est de Boissy-sans-Avoir. Le dernier, datant de 2010, indique une circulation pouvant paraître conséquente au vu de la taille de la commune, avec 1 528 véhicules par jour en moyenne. Cette valeur relativement élevée est liée au phénomène des déplacements domicile-travail des résidents de Boissy-sans-Avoir, qui se déplacent essentiellement en voiture. L'axe Nord-Sud n'a pas fait l'objet d'un comptage.

2.2. Inventaire des capacités de stationnement

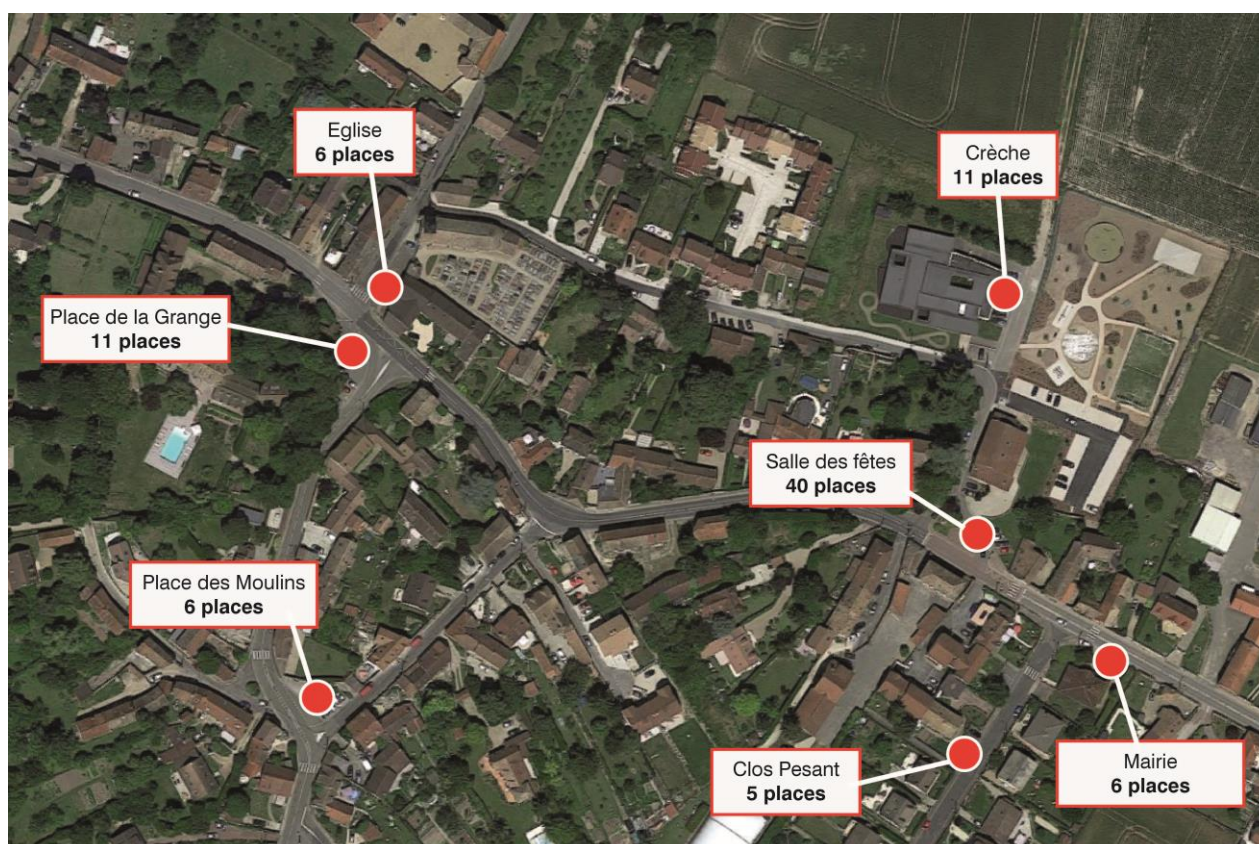
2.2.1. Le stationnement motorisé

La commune dispose principalement d'un grand parking situé à l'entrée du parc, derrière la salle des fêtes. Il constitue une capacité de mutualisation puisqu'il reste ouvert le soir, et peut donc être utilisé par les riverains.



Les capacités de stationnement de Boissy-sans-Avoir s'élèvent à un total de 85 places, et sont réparties de la façon suivante :

- Salle des fêtes : 40 places
- Crèche : 11 places
- Place de la Grange : 11 places
- Mairie : 6 places
- Place des Moulins : 6 places
- Eglise : 6 places
- Clos pesant : 5 places



Espaces de stationnement (source : Synthèse Architecture)

2.2.2. Le stationnement des véhicules hybrides et électriques

Il n'existe pas d'installations réservées à cet usage.

2.2.3. Le stationnement des vélos

Compte tenu de l'absence de pistes cyclables sur le territoire, il n'existe pas à proprement parler aujourd'hui de stationnement spécifique pour les vélos.

2.2.4. Les possibilités de mutualisation des capacités de stationnement

La commune n'accueille pas d'occupations de sol (commerce, équipement, bureau,...) susceptibles de développer la mutualisation des capacités de stationnement.

Seul, le parking de stationnement public situé derrière la salle des fêtes peut constituer une alternative aux riverains car il reste ouvert le soir.

2.3. Réseau ferré et transports en commun

Boissy-sans-Avoir profite de la proximité de la **ligne de voie ferrée de Saint-Cyr à Surdon**, empruntée par des trains de la ligne N du Transilien, avec les gares de Montfort-l'Amaury-Méré et Garancière-La Queue.

Les gares ferroviaires les plus proches de la commune sont celle de Montfort-l'Amaury-Méré située à 3,5km et celle de Garancières-La Queue située à 4km.

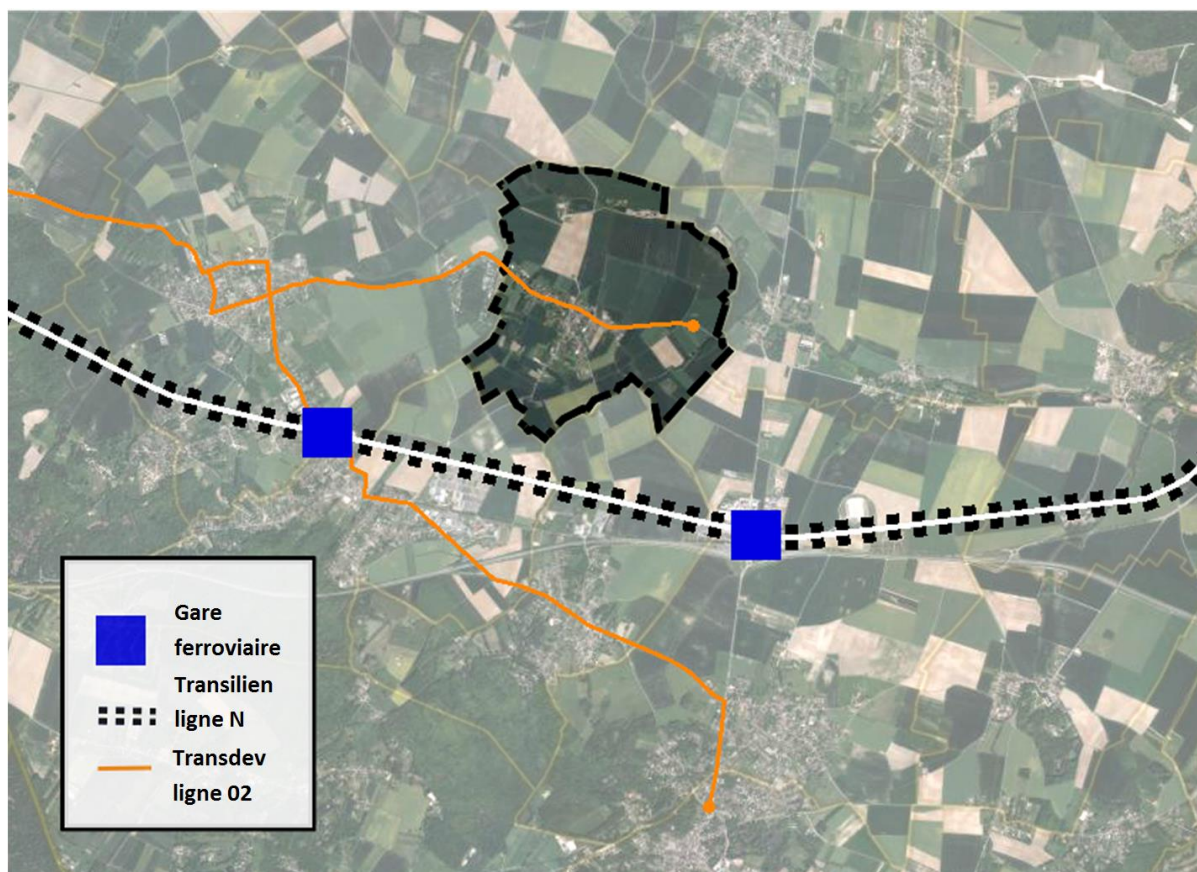
Elles sont desservies par des trains de la branche Paris-Montparnasse – Dreux de la ligne N du Transilien, à raison d'un train toutes les heures en période creuse et d'un train toutes les 30 minutes aux heures de pointe. Le temps de trajet vers la gare de Méré – Montfort, est d'environ 33 minutes depuis Dreux et 34 minutes depuis Paris-Montparnasse.



En termes de transport en commun, la commune est peu desservie, seule la **ligne 22 du réseau de bus Transdev Houdan**, qui dessert notamment des établissements scolaires et la gare SNCF de Garancières-La Queue traverse la commune. Boissy-sans-Avoir dispose de deux arrêts, l'un au niveau de l'église, l'autre au niveau de la mairie. La fréquence de ce bus est faible avec seulement 2 allers et 2 retours par jours.

Plan de la ligne de bus (source : Transdev-idf.com)





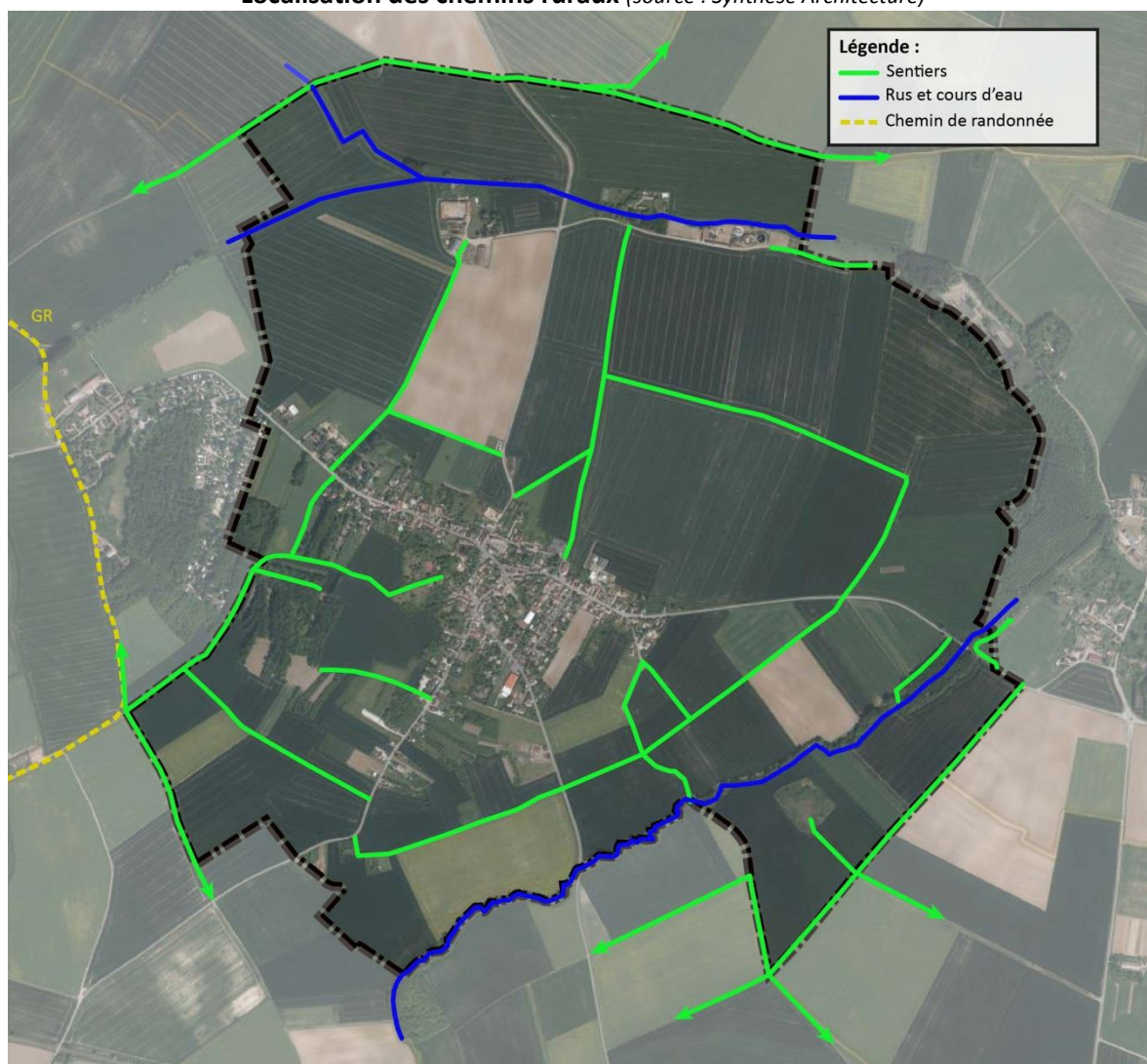
2.4. Les chemins ruraux

La partie urbanisée de Boissy-sans-Avoir s'étend sur moins de 10% de la commune (403 ha). Le bourg s'est formé au sein d'un écrin rural principalement constitué de parcelles agricoles dédiées à la grande culture céréalière et de colza. Ces espaces agricoles, naturels et forestiers représentent 90% de l'ensemble du territoire.

Ainsi, le territoire est maillé par un réseau conséquent de chemins ruraux ou de chemins d'exploitation, dont le rôle premier est de permettre aux exploitants agricoles d'accéder aux diverses parties de leurs domaines. Ils constituent également des itinéraires de promenade au cœur des espaces agricoles.

En dehors de ces chemins ruraux, la commune ne compte pas d'aménagements dédiés aux circulations douces (piétons, vélos).

Localisation des chemins ruraux (source : Synthèse Architecture)



Le conseil départemental des Yvelines a adopté le Schéma départemental de la randonnée pédestre le 29 octobre 1993, actualisé le 25 novembre 1999. Un de ces chemins de randonnée (GR) passe en limite du territoire de la commune et est directement relié aux chemins ruraux de Boissy-sans-Avoir.

III. MORPHOLOGIE URBAINE

3.1. Boissy-sans-Avoir d'hier à aujourd'hui

3.1.1. Histoire de la commune

Le nom de la commune provient du latin *buxetum*, un lieu planté de buis.

Le *sans-avoir* du latin classique « *sine censu* » qui signifie « *sans fortune* » c'est-à-dire n'ayant pas le niveau de revenus suffisants pour accéder à des fonctions politiques, ce qui ne paraît pas être le cas des seigneurs de Boissy.

« *Sine censu* » pourrait se traduire « *sans redevance* », cette dernière traduction étant plus conforme au sens du 12^{ème} siècle.

Ensuite la famille pris comme devise « *sans avoir peur* ».

Boissy était un village pauvre et difficilement accessible puisqu'à la place des ruisseaux et des rigoles il y avait des marécages.

Dans l'histoire, on trouve pour la première fois mention de Boissy en 1123 lorsque Amaury de Montfort, comte d'Evreux fait donation à l'abbaye parisienne de Saint Magloire de ½ dime de Boissy et de l'église de Boissy.

Aux environs de 1285 le village est érigé en paroisse se détachant ainsi d'Autouillet.

En 1292 Robert de Boissy précise dans son testament qu'il possédait Boissy et le Breuil.

Le 13 juin 1380 Raoul de Crannes cède le fief des Prés à Charles V qui en dota le Chapitre de la Sainte Chapelle de Vincennes qui le garda jusqu'à la Révolution.

En septembre 1568 Raoul Moreau, seigneur de Grosbois obtient confirmation de l'érection en châtellenie d'Auteuil réunie à Boissy-sans-Avoir.

La seigneurie de Boissy fut acquise en 1609 par adjudication en Parlement par François III Briçonnet dont les descendants en ligne directe resteront propriétaires jusqu'en 1728. A cette date le Comté d'Auteuil comprenant Boissy fut acquis par le comte de Villayer dont la cousine et héritière le céda en 1738 à Antoine Rousseau. Ce dernier le laissa à son gendre Jean Verrant dit Verrant-Rousseau originaire de Sedan qui le vendit en 1760 à Jean-Claude Rigoley, baron d'Oigny, intendant des postes en 1770, décédé en 1793. (*Extrait du site internet officiel de la commune*)

Au cours du XX^{ème} siècle le village s'est embourgeoisé, le secteur tertiaire est aujourd'hui la première source de travail des habitants de Boissy-sans-Avoir.

3.1.2. Répartition du bâti au fil du temps

La population de Boissy-sans-Avoir a doublé au cours du XX^{ème} siècle passant de 293 habitants en 1866 à 583 habitants aujourd'hui. Cette augmentation s'est traduite de façon classique par une densification du bâti et un étalement urbain autour du village et le long des voies de circulation.

Une carte de France de l'État-major réalisée entre 1820 et 1866 nous permet de visualiser le noyau ancien de Boissy.

This is a historical map of the Montfort region. The central town is labeled 'Boissy-sans-avoir'. To the north, there are two areas labeled 'les petites prés' and 'les grandes prés'. The map features a grid system with numbers such as 100, 104, 118, and 95. The town of Boissy-sans-avoir is depicted with a red outline and internal details. The map also shows various roads, rivers, and other geographical features. The title 'MONTFORT' is partially visible at the top.

En comparant ces deux cartes, on remarque tout d'abord que la commune a conservé sa morphologie à travers le temps, ses limites sont les mêmes, l'occupation du sol se répartie similairement.

Ces cartes nous montrent comment la commune s'est développée. On note une extension du bâti en prolongement du village, principalement au Sud, autour de la rue des Moulins et de la rue du Lieutel, et à l'Ouest autour de la RD42. L'urbanisation s'est donc principalement faite autour des deux axes routiers principaux et historiques qui traversent la commune.

On remarque une extension dans la partie Centre-Est du village autour d'une rue nouvelle en impasse à vocation uniquement résidentielle, l'allée du Clos Pesant.

Dans la partie du village déjà existante au XIXème, le bâti s'est assez peu densifié, permettant ainsi la préservation de son caractère d'origine.

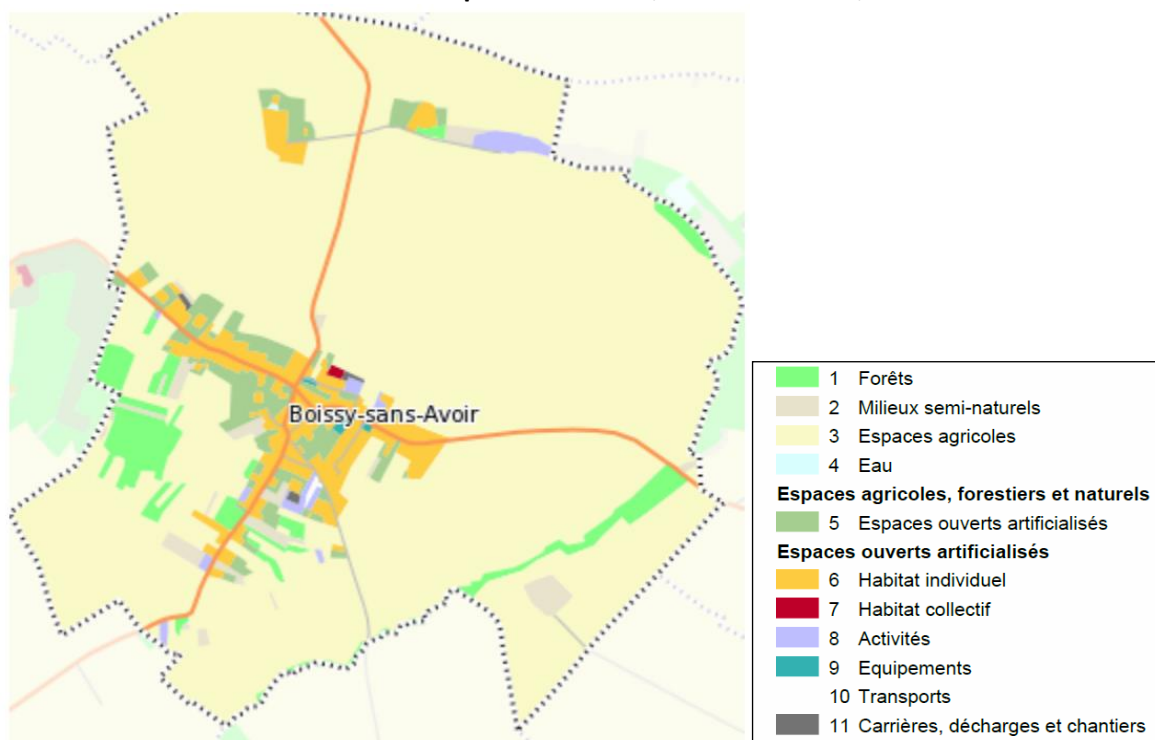
3.2. La structure urbaine actuelle

3.2.1. L'occupation du sol

Boissy-sans-Avoir est une commune rurale qui s'étend sur **407,42 hectares**. La zone urbanisée se trouve légèrement au Sud du centre de la commune, au croisement de deux routes d'axes Nord-Sud et Est-Ouest. Si la commune est majoritairement couverte par des terres agricoles, elle dispose de quelques espaces forestiers principalement présents dans sa moitié Sud.

La carte du mode d'occupation des sols réalisée par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France de 2012 atteste de cette ruralité.

Mode d'occupation des sols (source : IAURIF 2012)



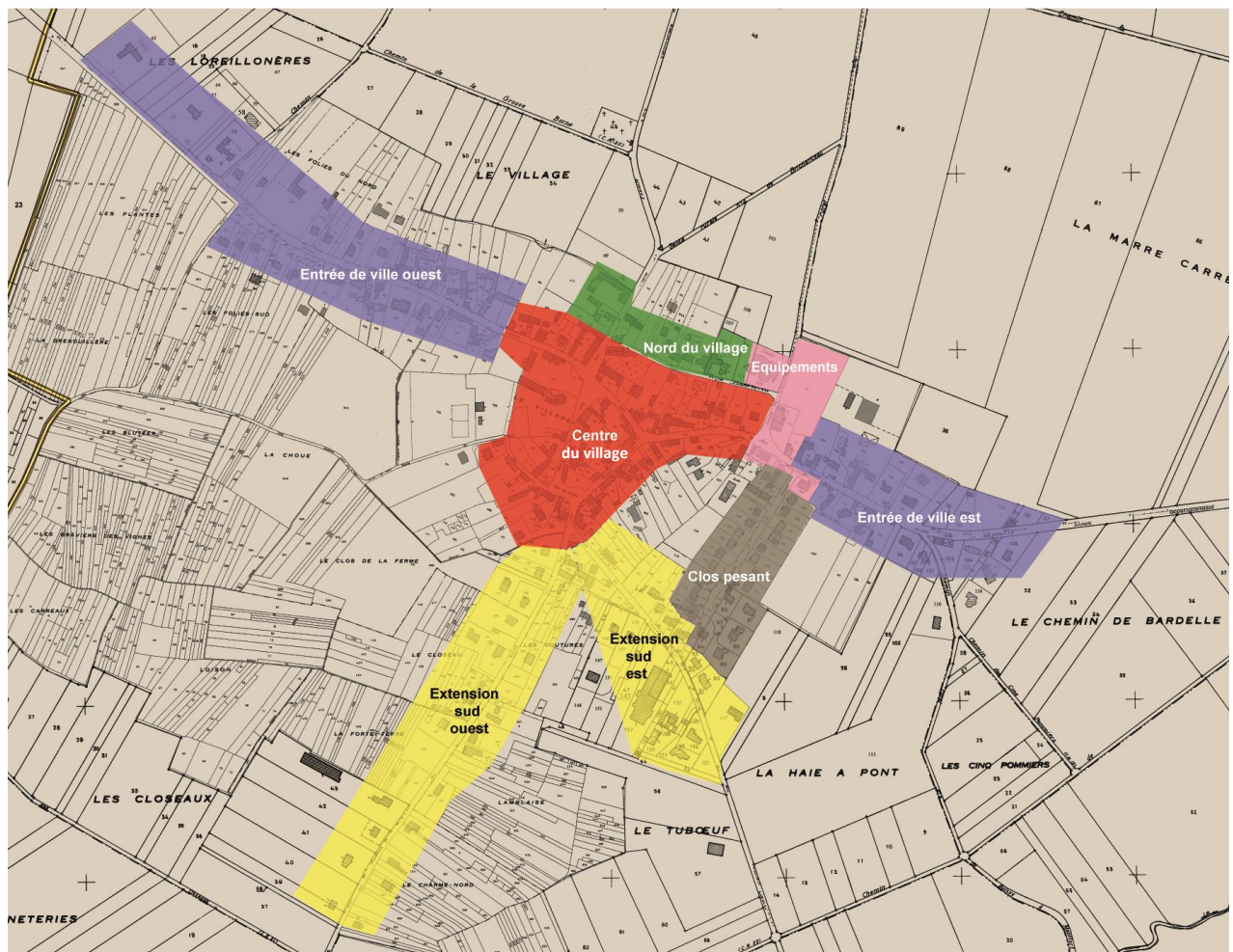
L'occupation du sol de la commune est répartie de la manière suivante :

- **89,9% d'espaces agricoles, forestiers et naturels** (366,45 hectares), dont 93,4% de terres agricoles et 4,1% d'espaces forestiers,
- **6,6% d'espaces construits artificialisés** (26,82 hectares), dont 83,2% d'habitat individuel et 12,2% d'espaces d'activités,
- **3,5% d'espaces ouverts artificialisés** (14,15 hectares) : espaces verts urbains et cimetière.

3.2.2. La morphologie urbaine existante

Le village de Boissy-sans-Avoir est implanté sur un plateau agricole horizontal. Les terres agricoles, qui couvrent près de 90% de la commune, ouvrent le paysage et confère à Boissy-sans-Avoir un aspect végétal et aéré. Le domaine bâti s'implante sur des parcelles largement plantées et est principalement constitué de pavillons bien intégrés dans le paysage. Bien que de nombreuses maisons aient été construites après la seconde moitié du XX^{ème} siècle, **le village conserve remarquablement son aspect d'antan.**

Les principales entités urbaines (source : Synthèse Architecture)

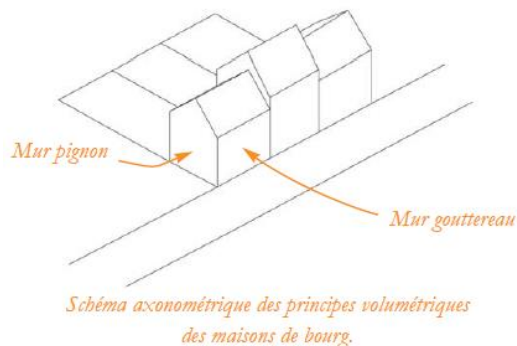


On peut noter dans la commune de Boissy-sans-Avoir deux grandes familles architecturales dominantes :

- Les maisons de bourg
- Les villas, pavillons et maisons notables

Les maisons de bourg ont pour caractéristiques d'être collées les unes aux autres et alignées sur le bord de la route. Ainsi elles forment une unité qui guide la rue. Elles ont généralement une hauteur limitée (R+1+C ou R+2+C) qui marque cette uniformité. Situées au bord de la rue, elles occupent l'espace en avant de la parcelle, et laissent un jardin privé à l'arrière.

(Source : « La prise en compte du patrimoine dans le PLU – L'ARCHITECTURE DE BOURG » Une fenêtre sur la ville, 2007)



(Source : « Note de synthèse » PNR)

Les villas, pavillons et maisons notables sont des constructions en retrait de la rue qui laissent place à un jardin devant, et généralement délimitées par une clôture (grille ou clôture végétale). Ce sont des constructions de grande finesse ou l'on peut observer par exemple une élégance dans la toiture.

(Source : « Note de synthèse » PNR)

Dans l'ensemble du village, l'aspect le plus commun du bâti est une architecture sobre et l'épannelage moyen est de R+1+C.

Description urbaine (suivant la carte « les principales entités urbaines ») :

• Les entrées du village

L'entrée de village Est, rue de la Mairie :

Cette entrée est marquée par des pavillons de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, témoignant d'une extension urbaine en périphérie. L'approche du centre-ville laisse place à des pavillons et maisons de bourg anciens, d'un aspect traditionnel en pierre. En effet cette entrée de village apparaît bâtie depuis longtemps comme en atteste les cartes du XIX^{ème} siècle. Le tissu urbain devient un mélange harmonieux de maisons de différentes époques.





L'aspect en pierre de la plupart des murets assure une continuité visuelle à la rue et participe à l'intégration des bâtiments récents dans le village.

L'entrée de village Ouest, rue des Lierres :

Cette entrée se distingue quelque peu de l'entrée Est. Il est à noter que les propriétés y sont majoritairement bâties sur des parcelles très profondes.

Les premières maisons ne sont pas toujours visibles, cachées derrière une végétation abondante (grandes haies et arbres), ce sont des pavillons datant de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, bien intégrés dans le cadre vert de la commune par leurs jardins imposants.

En poursuivant en direction du centre-ville la morphologie est marquée par un profil urbain de transition, avec des pavillons plus modeste, moins en retrait de la chaussée, datant du siècle dernier.



A l'approche du centre, des pavillons coquets s'alternent avec des maisons de bourg anciennes souvent disposées à l'alignement. Les maisons et murets en pierre offrent à la rue un aspect remarquable, l'ensemble « minéralise » l'arrivée en centre- bourg.



• **Secteur des « équipements » :**

Le secteur dit des « équipements » est une zone qui concentre la plupart des équipements de la ville, au croisement de la rue Montbuzy et de la rue de la Mairie.



A l'Est de la rue Montbuzy on trouve :

- **La crèche intercommunale *Les Petits Moulingués*** dans un style résolument moderne qui s'inscrit tout à fait dans le paysage grâce à l'emploi de matériaux comme la pierre (rappelant l'aspect du village) et le bois (rappelant l'environnement naturel de la commune),
- **Le parc communal**, grand espace aéré, ouvert sur les terres agricoles,
- **La salle des fêtes/bibliothèque**: bâtiment moderne construit sur les fondations d'un ancien bâtiment rural, arborant un revêtement en bois.

Rue de la Mairie se trouve l'école de Boissy-sans-Avoir, ancien bâtiment bien entretenu disposant d'un certain charme, elle fait face à la salle des fêtes.

Entre la salle des fêtes et l'école est installé un monument aux morts de la grande guerre.

A l'Ouest de l'école se trouve la Mairie, petite bâtisse en pierre basse (de hauteur R) affichant une parfaite symétrie.

Pour plus de détails voir *VIII. Equipements publics*

Le croisement entre la rue Montbuzy et la rue de l'église ouvre une perspective donnant sur le jardin remarquablement arboré d'une propriété située à l'angle des deux rues (cf photo précédente).

- **Allée du clos pesant :**

Allée bâtie dans les années 70/80, composée majoritairement de pavillons de cette même époque, de forme assez simple et de hauteur moyenne R+C. Ils sont disposés en retrait de la chaussée, séparés physiquement par des murets, haies ou barrières. Cette allée s'affiche comme un espace à vocation uniquement résidentielle.



- **Centre :**

Le cœur du village se trouve au croisement des deux voies principales Est-Ouest et Nord-Sud qui traversent la commune.

Le centre a su remarquablement garder son aspect du XIX^{ème} siècle. Les maisons présentent deux types principaux de façades, lisses ou en pierre s'associant harmonieusement.

Au croisement de la rue des Lierres et de la rue de la Mairie, on remarque un bel ensemble bâti en pierre autour d'une cour, adossé au cimetière de l'église, tout à fait représentatif de l'architecture traditionnelle caractéristique des villages ruraux de la région.



Rue de la Mairie, quelques maisons de bourgs anciennes constituent un ensemble remarquable par sa préservation.



Rue des Moulins se trouvent des maisons de bourg et de petits pavillons anciens, majoritairement en pierre, d'un bel aspect.



La rue de la Grange est marquée par de beaux pavillons ruraux. Du côté Ouest de la rue, un muret continu en pierre, mettant à distance de la chaussée et masquant en partie les pavillons, leur confère un aspect de maison notable. A l'angle de la rue des Lierres, une grande propriété à la végétation abondante composée d'arbres remarquables entourée d'un beau mur de pierre, amène un vrai espace arboré au cœur du village.



Au Sud-Ouest de la rue de la Grange, la ruelle du Parc abrite de belles bâtisses rurales, dont certaines sont masquées par de hauts murs.



Place des Moulins, une maison à façade végétalisée participe à l'aspect bucolique de ce centre bourg.



- **Nord du village:**

Le secteur dit « Nord du village » se compose de la rue Montbuzy et de la rue de l'Eglise.

La rue Montbuzy est composée principalement de pavillons anciens.

On note la présence d'une résidence moderne de 28 logements, construite récemment. L'ensemble prend la forme d'un bâtiment principal collectif de hauteur R+1+C et de maisons de ville R+C à R+1+C construites autour d'une cour privée. Cette construction qualitative associe formes traditionnelles de bâti et architecture moderne (apport design avec des touches de bois en façade).



On trouve au milieu de la rue une grange abandonnée, rappelant la tradition agricole du village.

La façade Nord de l'église Saint-Sébastien donne sur la rue, son aspect marque l'identité résolument rurale de la commune.



La rue de l'église est marquée, lorsqu'on emprunte son entrée Sud, par une vue remarquable sur l'église. Une grille masque en partie le cimetière principal de la commune.



Le reste de la rue est caractérisé par des pavillons ruraux esthétiques, d'aspect ancien. On note la présence d'une belle bâtisse, Le Clos aux Poules, ancien corps de ferme agrandi et rénové en gîte, labellisé « Gîtes de France ».



Le cœur du village ancien a su préserver son caractère rural en y intégrant au mieux les pavillons d'époque récente.

- **Extension Sud:**

Au Sud de la commune, rue des Moulins et rue du Lieutel, se trouve une zone qui ne s'est bâtie qu'à partir du XX^{ème} siècle.

Le bâti est majoritairement constitué de pavillons de la seconde moitié du XX^{ème} siècle en retrait de la chaussée, souvent implantés en milieu de parcelle, dans des styles assez divers.



Les deux rues sont marquées par les haies hautes derrière lesquelles sont implantés les pavillons.



Rue du Lieutel un hangar industriel se démarque du paysage.

Rue des Moulins, des pavillons d'architecture simple sont en construction.





Nord de la commune

• **Au Nord de la commune** quelques constructions sont à noter autour du chemin de la Fontaine de l'Abîme. A l'Ouest de cette route étroite, une belle propriété arbore un parc joliment boisé. Elle se compose d'anciens bâtiments de la Ferme des Grands Prés.

A l'extrémité Ouest se trouve une station d'épuration discrète, masquée en partie par des haies et des grillages.



A l'Est de la rue se remarque un corps de ferme ancien, il s'agit de la Ferme des Petits Prés.



En descendant la rue de l'église en direction du bourg on aperçoit des haies masquant le second cimetière de la commune.

A ce niveau de la rue peut s'apprécier la vue offerte sur le village de Boissy-sans-Avoir, notamment marqué par un ancien corps de ferme, Le Clos aux Poules, aujourd'hui transformé en gîte.



3.2.3. Bâti remarquable de la commune

La commune de Boissy-sans-Avoir ne compte pas de monuments historiques classés ou inscrits, ni de sites répertoriés. Elle présente néanmoins un patrimoine ancien riche.

Les éléments bâtis contribuant à l'**intérêt patrimonial** de Boissy-sans-Avoir ont été recensés. La commune possède en effet un patrimoine intéressant d'un point de vue architectural, culturel et historique. Au vu de ces richesses, certains édifices, bâtiments et monuments pourront être protégés, au titre de l'article L.123-1-5-III-2 du Code de l'Urbanisme.

Les principaux éléments remarquables du territoire sont l'église Saint-Sébastien, le château de Boissy, des corps de ferme bien préservés, d'anciens équipements publics, quelques maisons bourgeoises...

Il est à noter également comme remarquable certaines **maisons de bourg** dont l'aspect participe activement au caractère de village rural préservé de Boissy-sans-Avoir.

Ces bâtiments, visibles depuis le domaine public, présentent une **qualité architecturale** liée notamment à leur volumétrie, au traitement en pierres de leurs façades, à leurs ouvertures anciennes, ou encore à leurs toitures traditionnelles.



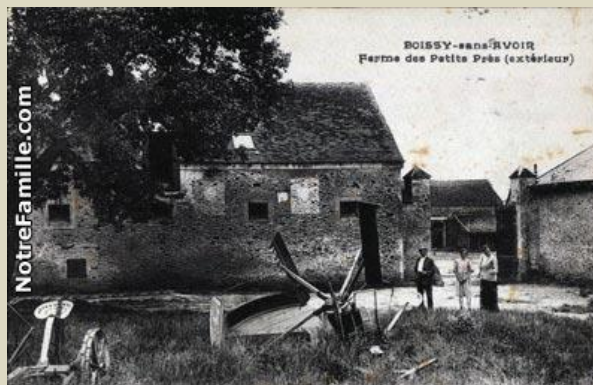
L'**église Saint-Sébastien** est par son architecture, son ancienneté et sa centralité un bâtiment tout à fait remarquable de la commune.

Elle fut bâtie sur plusieurs époques du XII^{ème} au XVI^{ème} siècle.

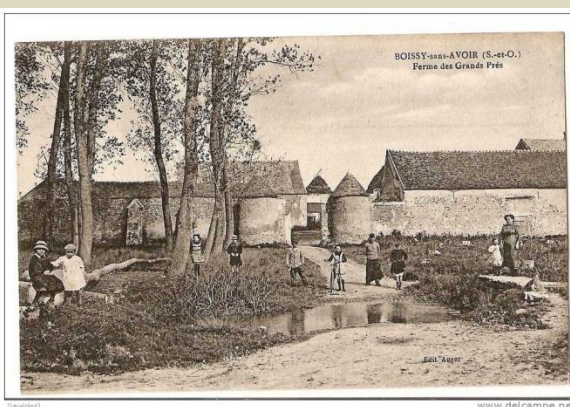
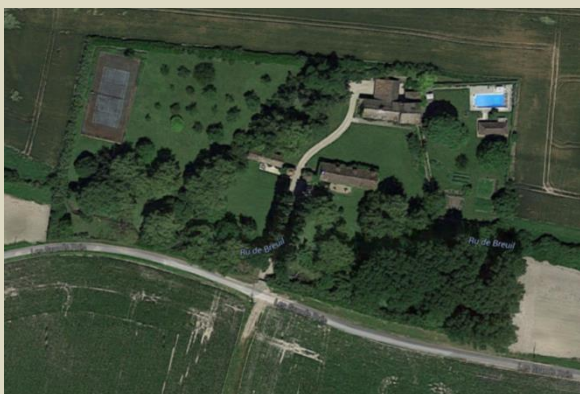
Relevant à l'origine de l'abbaye de Saint-Magloire, elle est consacrée en 1545. Son plan simple consiste en une nef terminée en abside, surmontée d'un clocher de charpente à flèche d'ardoise, édifié en 1925.

L'abbé Lepas, curé de Boissy de 1722 à 1762, fait de multiples restaurations de l'édifice et l'enrichit par l'achat de mobilier.

Ferme des Petits Prés



Propriété des Grands Prés, ancien corps de ferme



Château de Boissy



L'école (ancienne Mairie-école)



Maison 6 rue des Lierres



Maison, 1 place des Moulins



Maison dite La Mésangère, 2 rue de Mairie



Gîte Le Clos aux Poule, ancien corps de ferme



Maison bourgeoise, 19 rue de la Mairie



Maison, 12 rue des Lierres



Maison, 15 rue des Lierres



Ensemble bâti, ancien corps de ferme, 1 rue de la Mairie



Bâtiment, 8 rue de la Mairie



Maison, 11 rue de la Mairie



La commune est également marquée par la présence de murs anciens en pierres qui contribuent à son identité rurale. Ils servent de clôtures aux propriétés et assurent les continuités bâties sur voie principalement dans le centre ancien.



Les cartes ci-après indiquent les principaux murs et bâtiments remarquables identifiés sur le territoire :



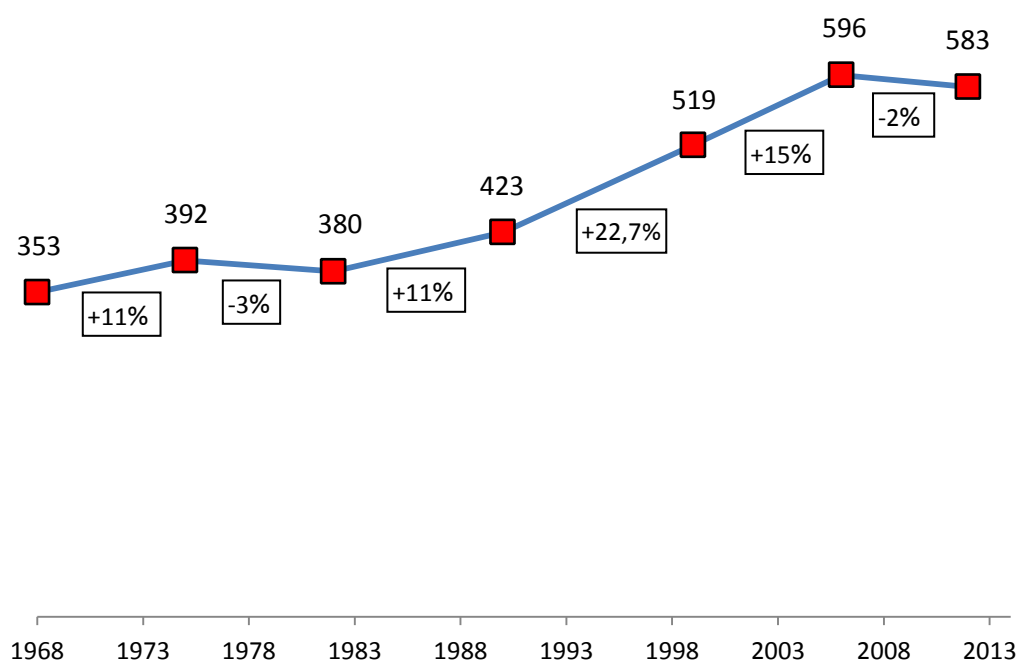
IV. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

4.1. Croissance démographique

4.1.1 Evolution de la population

Boissy-sans-Avoir est une commune de 583 habitants au recensement INSEE de 2012.

Evolution de la population (source : INSEE)



Petit village au caractère rural, Boissy-sans-Avoir comptait à peu près le même nombre d'habitants entre 1800 et 1960 (près de 350 hab.). La commune a connu une augmentation conséquente de sa population à partir des années 1980 : l'effectif communal est passé de 380 habitants en 1982 à 583 aujourd'hui, soit une hausse de plus de 65%.

Ces dernières années on note une **stabilisation de la population** (596 hab. en 2006, 583 hab. en 2012).

Le dernier recensement révèle donc une population de 583 habitants pour une densité de 147 habitants/km², bien loin de celle des Yvelines (618,8 habitants/km²) ou de l'Île-de-France (986,7 habitants/km²).

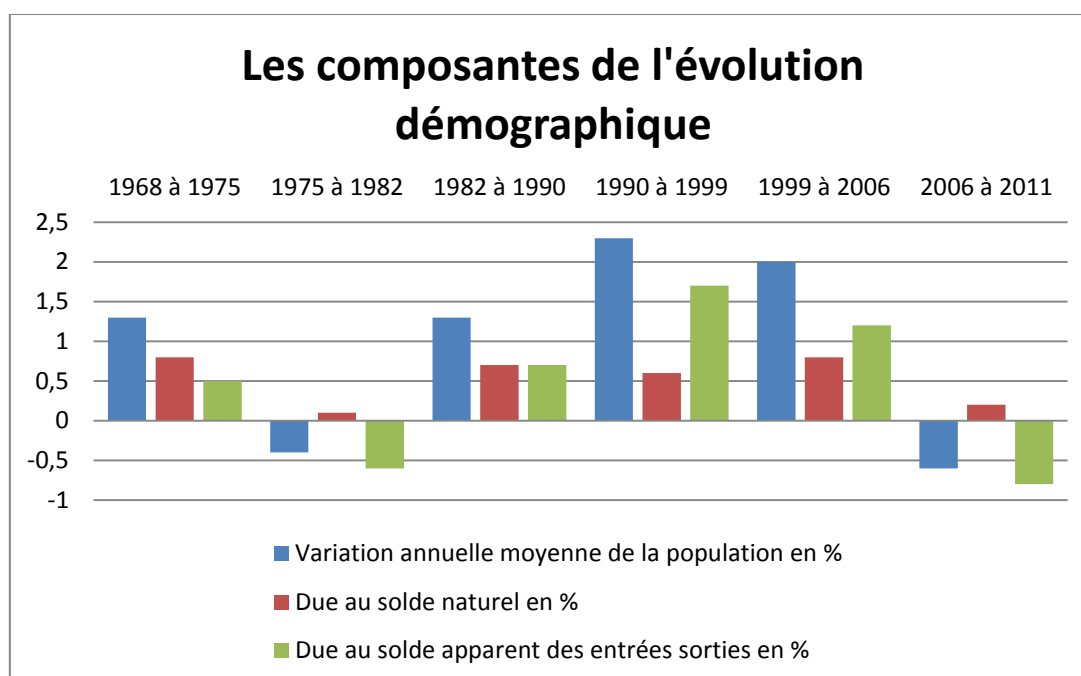
4.1.2. Taux démographiques : solde naturel et solde migratoire

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011
Variation annuelle moyenne de la population en %	+1,3 +3,4	-0,4 +1,4	+1,3 +1,1	+2,3 +0,4	+2,0 +0,4	-0,6 +0,3
Due au solde naturel en %	+0,8 +1,1	+0,1 +1,0	+0,7 +1,0	+0,6 +0,9	+0,8 +0,8	+0,2 +0,8
Due au solde apparent des entrées sorties en %	+0,5 +2,3	-0,6 +0,5	+0,7 +0,2	+1,7 -0,5	+1,2 -0,4	-0,8 -0,6
Taux de natalité en ‰	20,1 18,9	9,9 16,5	14,7 15,7	12 14,9	13,2 14,4	8,5 14,3
Taux de mortalité en ‰	12 7,5	8,5 6,7	8,2 6,2	5,7 6,1	5,7 6,1	6,8 5,9

Source INSEE (Yvelines)

Les évolutions démographiques se rattachent à deux phénomènes :

- **Le solde naturel**, qui résulte de la différence entre le nombre de naissances et de décès,
- **Le solde migratoire**, correspondant à la différence entre le nombre d'arrivées et de départs.

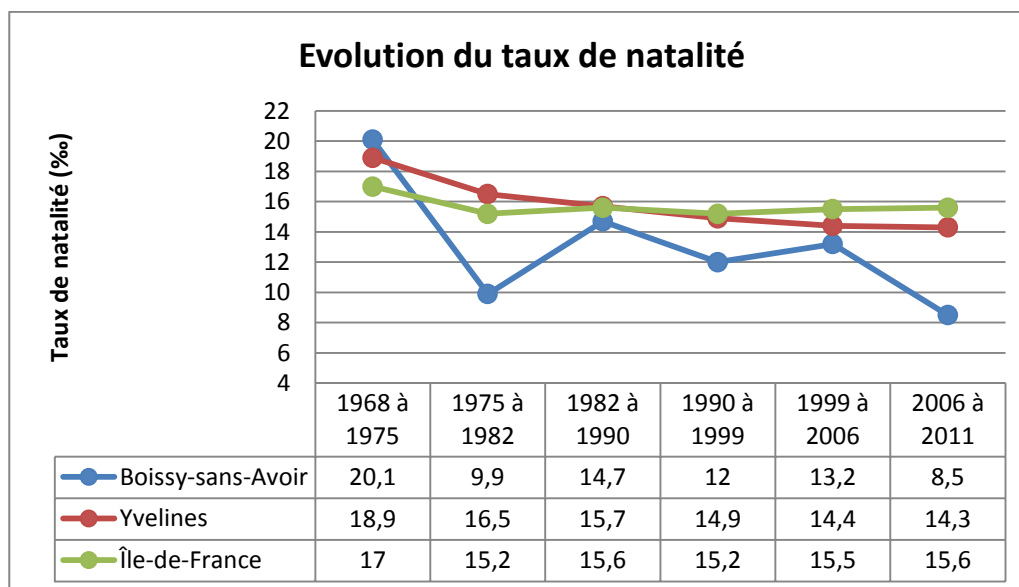


Jusqu'en 2006, la croissance démographique de Boissy-sans-Avoir était le résultat de la combinaison d'un solde naturel et migratoire positifs. En revanche, durant la période 2006-2011, la commune a connu **une inversion de croissance** par rapport aux périodes intercensitaires précédentes.

Ce phénomène s'explique par **un solde migratoire négatif couplé à un taux de natalité plus faible** que durant les périodes intercensitaires précédentes, ce qui a conduit à un solde global négatif.

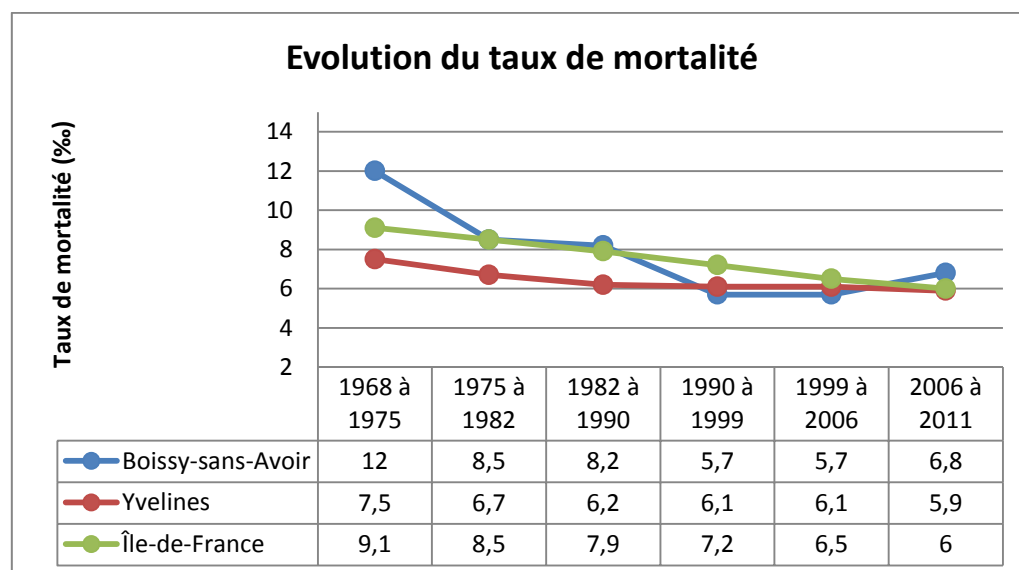
La hausse importante connue par la commune dans les années 1990 s'explique par **un solde migratoire plus important** pendant cette période (+1,7% par an).

D'une manière générale, la commune présente, sur les mêmes périodes de comparaison, **un solde naturel inférieur à celui du département mais un solde migratoire parfois supérieur.**



Depuis 1975, le taux de natalité de Boissy-sans-Avoir est inférieur à ceux des Yvelines et de l'Île-de-France, ce qui n'était pas le cas de la période de 1968 à 1975, où le taux de natalité s'élevait à 20,1‰, soit légèrement au-dessus des moyennes départementales et régionales.

L'évolution en « dents de scie » du taux de natalité de Boissy-sans-Avoir ne permet pas de dégager une tendance globale sur les 40 dernières années.



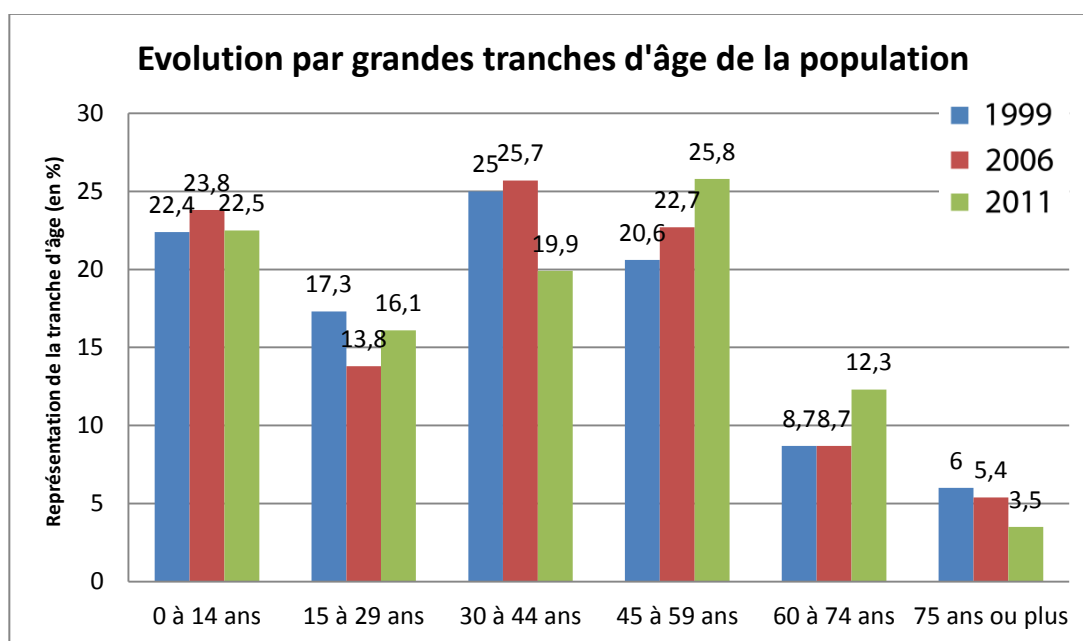
Comme dans l'ensemble du département le taux de mortalité de la commune a sensiblement diminué depuis 1975. Il est à noter une stabilisation du taux de mortalité depuis les années 2000. Si depuis 2006 le taux de mortalité de la commune est passé au-dessus de la moyenne départementale et régionale, cela ne témoigne pas d'une évolution particulière au vu du peu d'habitants que compte la commune.

Avec un taux de natalité et un solde migratoire en baisse pour un taux de mortalité qui se maintient, la population de Boissy-sans-Avoir tend à **ne plus se renouveler**.

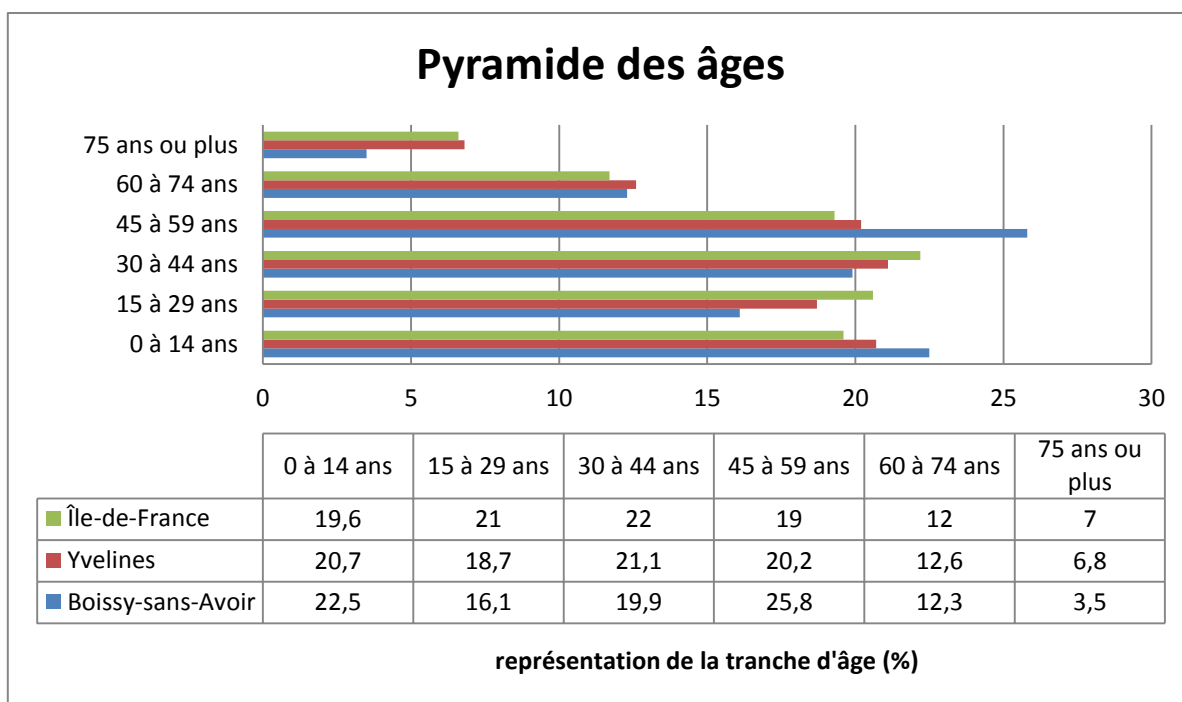
4.2. Structure et caractéristiques de la population

La commune de Boissy-sans-Avoir compte 292 femmes pour 286 hommes soit 50,5% de femmes (taux légèrement inférieur au taux national de 51,6%)

4.2.1 Structure par âge de la population



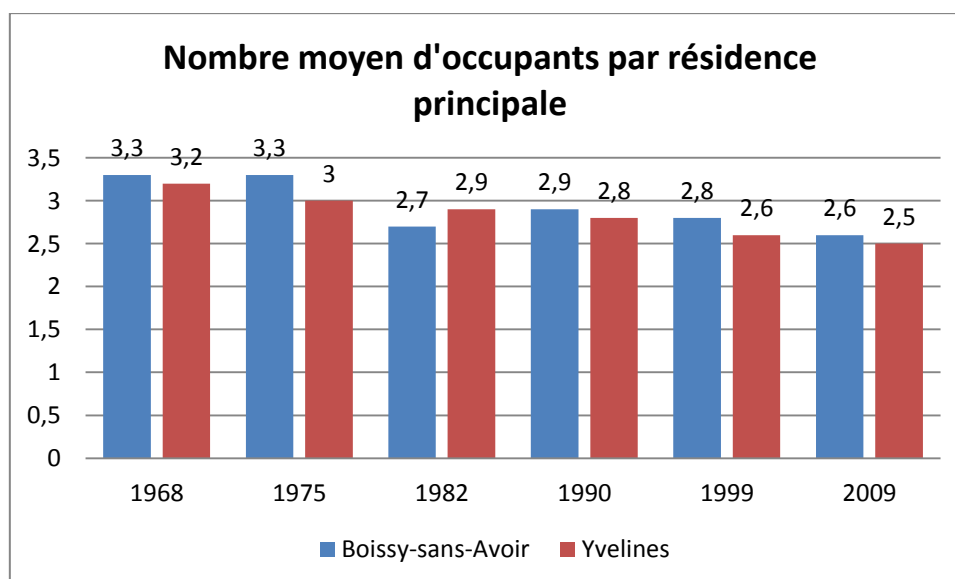
Entre 1999 et 2011, la population buccéenne n'a pas connu de grands changements dans sa répartition par âge. **L'ensemble de la population reste plutôt jeune** (seul 14,7% de la population à plus de 60 ans et 39,7% de la population à moins de 30 ans).



Boissy-sans-Avoir est une commune plutôt jeune. Par rapport à la région et au département, le taux de personnes âgées de plus de 60 ans est inférieur de plus de 3%.

Néanmoins, on note que la part des 45-59 ans est beaucoup plus élevée à Boissy-sans-Avoir que dans le département et la région : 25% contre environ 20%. Cette part est d'ailleurs en progression au cours des dernières années, tout comme celle des 60-74 ans, ce qui atteste d'un vieillissement de la population.

4.2.2. Evolution des ménages

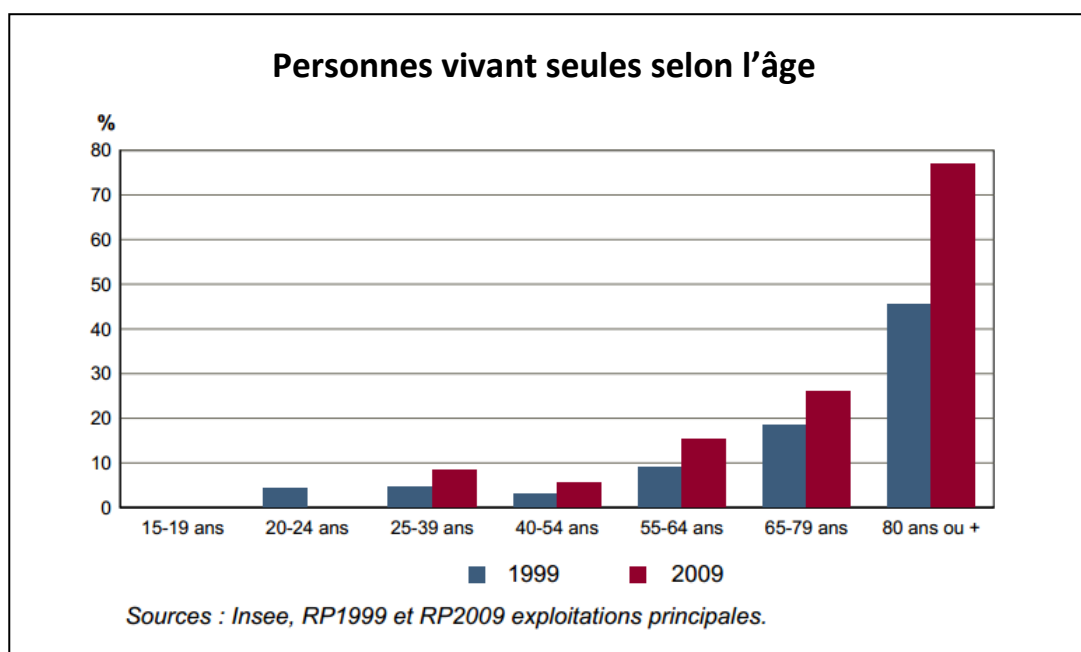


On note depuis 1968 une diminution progressive de la taille des ménages. Cette diminution de la taille moyenne des ménages, que l'on observe également à l'échelle départementale mais aussi nationale, est appelée communément « **desserrement** » de **population**.

Ce phénomène s'explique par des facteurs démographiques, tels que la hausse de l'espérance de vie et le vieillissement de la population et par des facteurs plus sociologiques, comme l'augmentation des séparations et la formation plus tardive des couples.

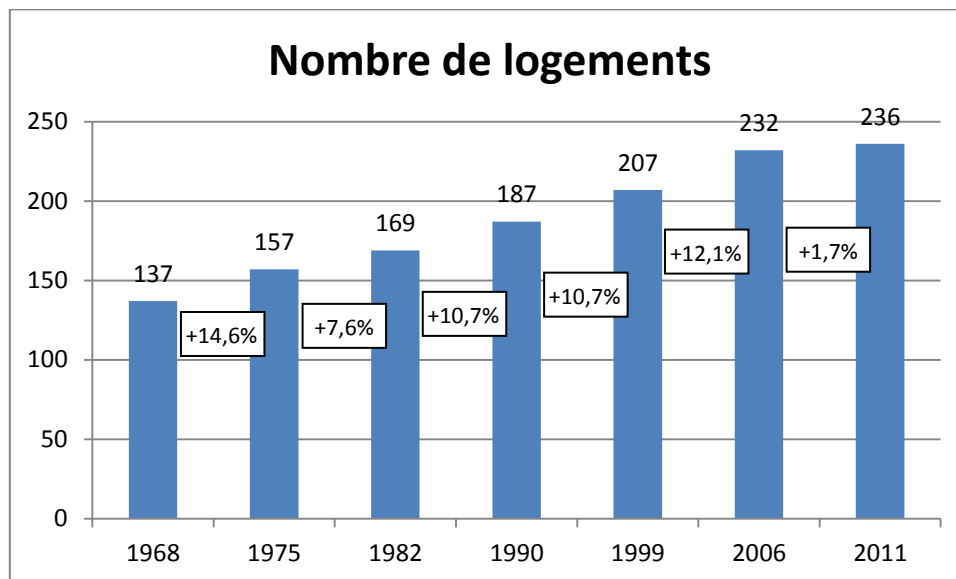
Cette diminution du nombre de personnes par ménage est l'un des facteurs ayant concouru à une baisse de la croissance démographique sur la commune au cours des dernières années.

Les données concernant la composition des ménages ne sont pas disponibles sur la commune de Boissy-sans-Avoir. En revanche, l'évolution du taux de personnes vivant seules selon les classes d'âges montre la forte hausse du nombre de personnes de plus de 80 ans vivant seules dans leur logement, puisque ce nombre est passé de 46% à 77% en 2010. Ce phénomène lié à l'augmentation de l'espérance de vie participe à la baisse du nombre d'occupants par ménage.



V. Logement et caractéristiques

5.1. Evolution du parc de logement



En un peu plus de quarante ans, le parc de logements de Boissy-sans-Avoir a augmenté de 70%, passant de 137 logements en 1968 à 236 logements en 2011. Cette augmentation est à mettre en corrélation avec la croissance démographique.

Durant la période 1968-1982, 32 nouveaux logements ont été construits, ce qui représente 2,3 logements par an en moyenne. De 1982 à 2006, 63 nouveaux logements ont été construits soit 2,6 logements par an. On note que si la population a augmenté beaucoup plus fortement entre 1982 et 2006 qu'entre 1968 et 1982, le rythme de construction est resté sensiblement le même.

Entre 2006 et 2011, en corrélation avec l'évolution démographique de la commune, **le rythme de construction s'est ralenti**. Le foncier non bâti constructible se raréfie sur la commune.

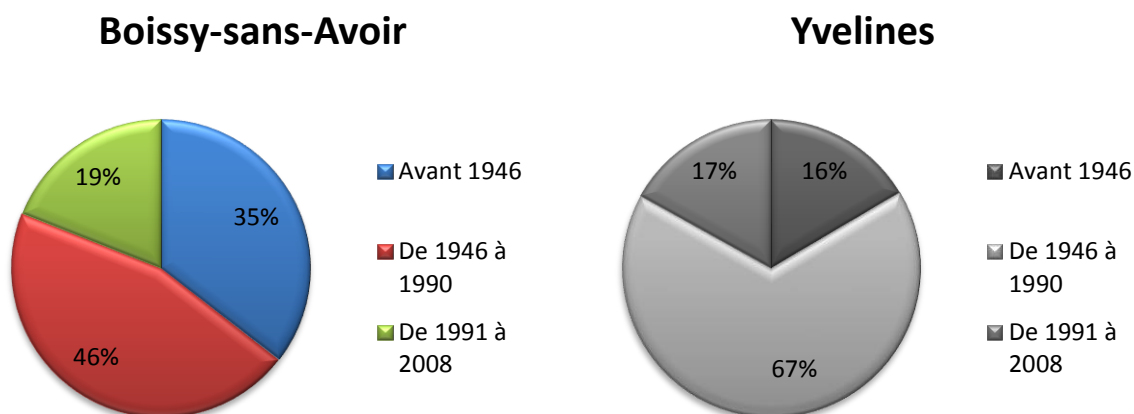
L'analyse des permis de construire accordés au cours des dernières années sur la commune montrent en revanche un regain de construction entre 2010 et 2014. Ainsi, sur quatre ans, la construction de 44 logements a été accordée, soit 11 logements par an. Ce regain est essentiellement dû à la construction d'un ensemble de 28 logements rue Montbuzy, le reste des permis correspondant en grande partie à de l'habitat individuel.

Par ailleurs, la commune compte 8 logements sociaux, construits dans les années 2000.

5.2. La typologie du parc de logements

5.2.1. L'ancienneté du parc résidentiel

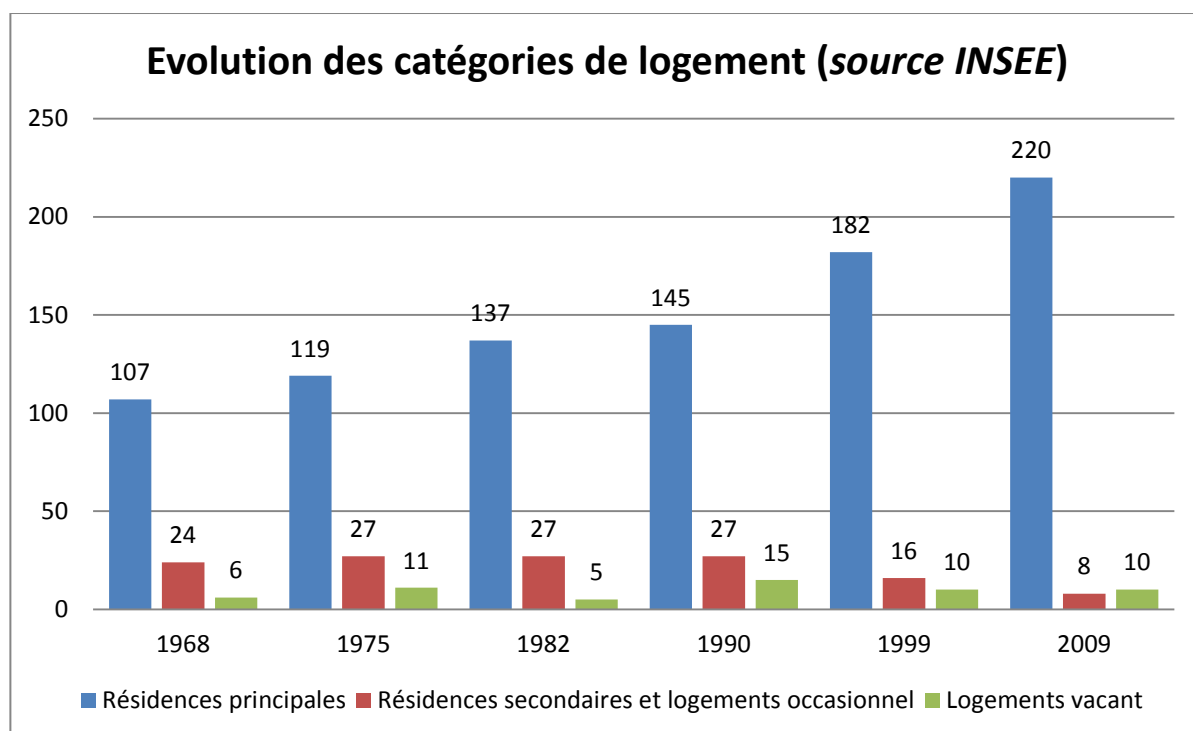
Epoques d'achèvement des résidences principales construites avant 2009 (source : INSEE)



La date d'achèvement des résidences principales construites avant 2009 retrace les grandes périodes de construction réalisées sur le territoire de Boissy-sans-Avoir. Elle met en exergue la part importante de logements anciens, construits avant 1946 (35%) ou entre 1946 et 1990 (46%). Le pic de croissance du parc immobilier entre 1945 et 1990 se retrouve à l'échelle du département, et ce de manière plus conséquente dans la mesure où 66,60% des logements construits avant 2009 dans les Yvelines datent de cette période intercensitaire.

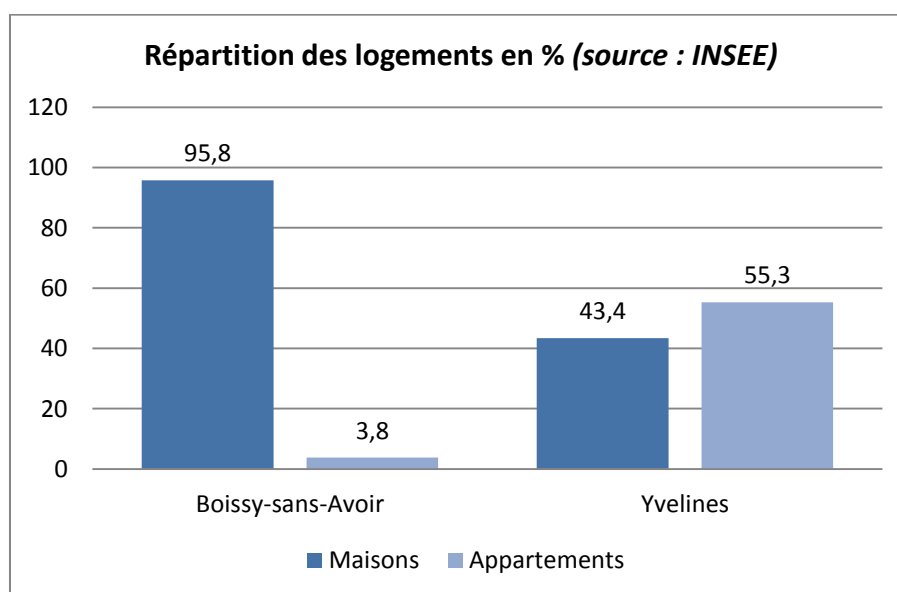
Par conséquent, les logements récents ne représentent qu'une faible part du parc immobilier de Boissy-sans-Avoir, soit 19%. Cette part est néanmoins légèrement supérieure à la moyenne départementale (16,9%) puisque la commune a continué de connaître une croissance démographique importante après 1990.

5.2.2. Typologie du parc de logements



Depuis 40 ans, **les résidences principales ont fortement progressé** pour représenter aujourd'hui 92% du parc résidentiel dans sa globalité.

A l'inverse, les résidences secondaires ou logements occasionnels ont logiquement connu une baisse de leur proportion, ce qui a participé à la hausse de la population communale.

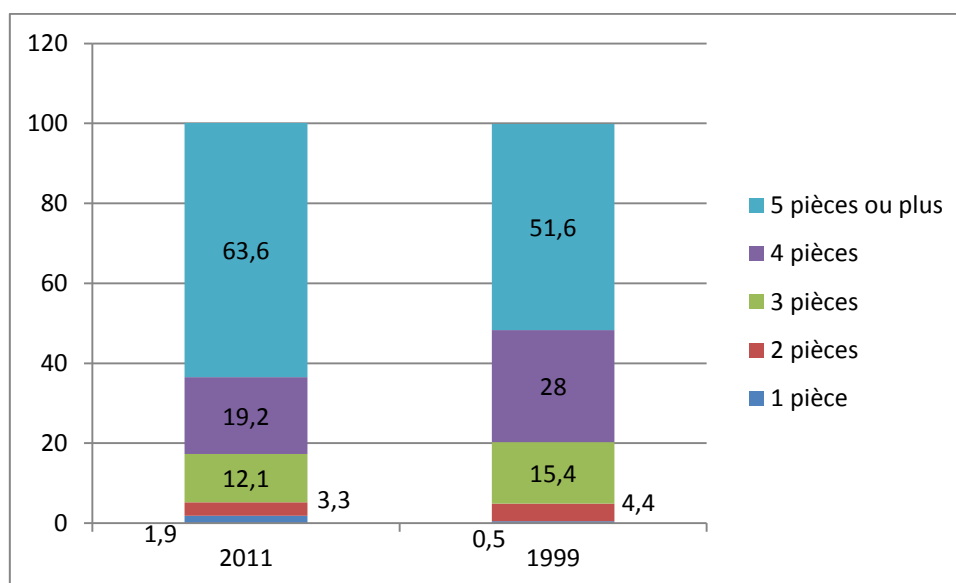


En 2011, **la commune de Boissy-sans-Avoir apparaît presque intégralement résidentielle** avec un taux de 95,8% de maisons individuelles, largement supérieur aux moyennes départementale et régionale.

Il est à noter que l'évolution de la répartition entre maisons et appartements ne semble pas indiquer l'introduction d'une certaine mixité résidentielle. En effet, lors du recensement de 2006, la part de maisons individuelles atteignait 92,2%, ce qui signifie que leur proportion a augmenté ces dernières années.

Ces taux sont très loin de ceux affichés par le département (43,4% maisons, 55,3% appartements) et par la région (26,9% maisons, 70,9% appartements). Ils sont en revanche plus proches des communes rurales voisines, telles que Galluis (93% maisons, 7% appartements) ou Vicq (94,% maisons, 5,6% appartements).

Evolution de la taille des logements (source : INSEE)



En 2011, le parc de logements de Boissy-sans-Avoir est caractérisé par la part conséquente des logements de 5 pièces ou plus (63,6%), qui est près de deux fois supérieur au taux départemental (35,1%) et régional (21,8%). A contrario, l'offre en logements de petite taille est quasiment inexistante (5,2% pour les logements de 1 à 2 pièces), tandis que la proportion des logements intermédiaires (de 3 à 4 pièces) est bien loin de celles affichées dans les Yvelines ou l'Île-de-France.

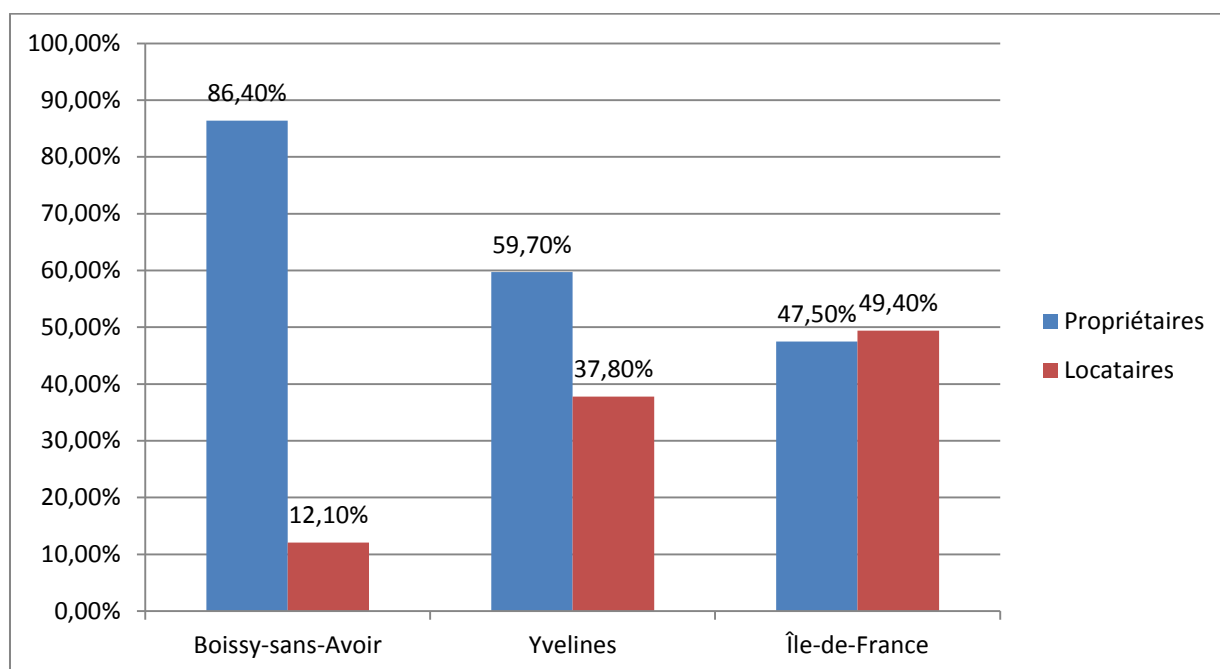
Entre les recensements de 1999 et 2011, **cette tendance aux grands logements s'est accentuée**, avec un recul des logements de 1, 2, 3 ou 4 pièces et une progression conséquente de 12 points des logements de 5 pièces ou plus. En 1999, le nombre moyen de pièces par résidence principale était de 4,7, il est passé à 5,1 en 2011.

Cette tendance est également effective sur les communes rurales voisines telles que la Queue-lez-Yvelines, Galluis ou Vicq où les logements de 5 pièces ou plus ont augmenté : en 2011, 51,7% pour la Queue-lez-Yvelines, 62% pour Galluis, 69,4% pour Vicq.

Le parc de logement manque clairement de diversité et semble plutôt adapté à des familles avec enfants ayant des moyens financiers leur permettant d'être propriétaires.

5.2.3. Statut d'occupation des logements

Statut d'occupation des résidences principales en 2011 (source : INSEE)

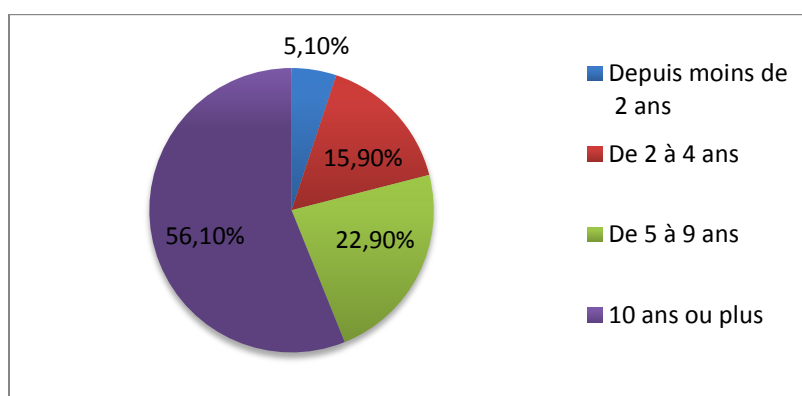


La propriété est le mode d'occupation largement dominant avec une part de 86,4%.

Ce taux est supérieur à celui des Yvelines (59,7%) et de manière encore plus importante à celui de la région (47,5%). Par conséquent, la part de locataires est très faible, seulement 12,1%. Cette observation est due à la forme monofonctionnelle du bâti, composé quasiment intégralement de maisons individuelles de grande taille, ne laissant que peu de place à la location.

Il est à noter la présence de cinq logements sociaux et de trois logements de personnes logées gratuitement sur le territoire communal (source : INSEE 2011).

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2011 (source : INSEE)



En 2011, 56,1% des habitants de Boissy-sans-Avoir vivaient dans leur résidence principale depuis au moins 10 ans, soit un taux supérieur à la moyenne départementale (48,9%) et régionale (46,5%), ce qui indique **une population relativement sédentaire**. Seuls 21% des ménages ont emménagé depuis moins de 5 ans.

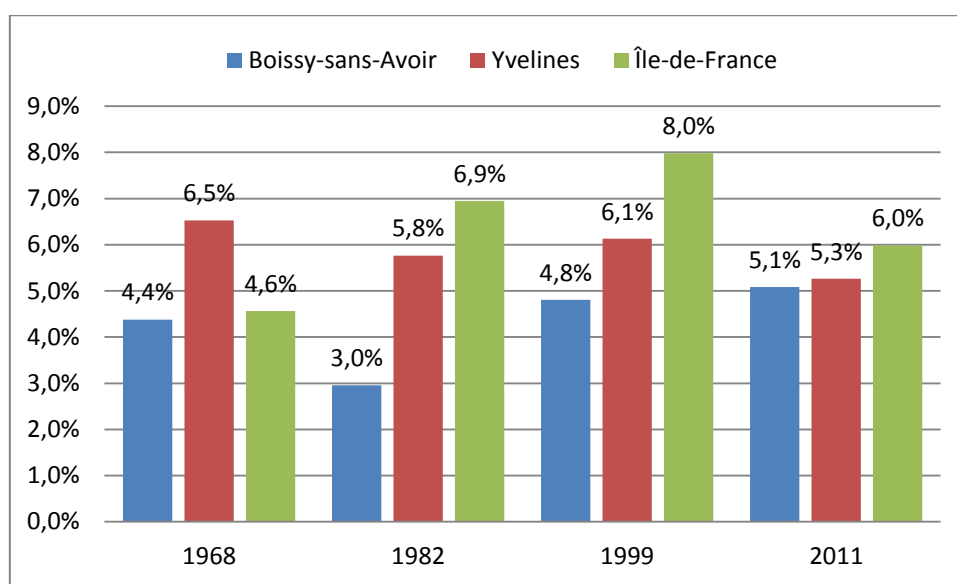
L'ancienneté moyenne d'emménagement à Boissy-sans-Avoir, de 15,3 ans, est légèrement supérieure à la moyenne des Yvelines (14 ans) et de l'Île-de-France (13,4 ans).

5.2.4. Taux d'occupation des logements

Le taux d'occupation des logements s'élève à 2,75 personnes par logement sur la commune. Il existe donc un écart important entre ce nombre et le nombre moyen de pièces par logement dans les résidences principales (5,1 pièces), qui correspond à 1,85 pièces par personne. Cette tendance à la sous-occupation des logements est liée au vieillissement structurel de la population.

Par ailleurs, le taux de vacance des logements sur la commune est aujourd'hui de 5,1%, soit un taux proche de celui du département.

Evolution du taux de vacance des logements (source : INSEE)



VI. CARACTERISTIQUES SOCIO ECONOMIQUES

6.1. Population active

	1999			2011		
	Ensemble	Actifs	Taux d'activité	Ensemble	Actifs	Taux d'activité
Boissy-sans-Avoir	343	242	70,6%	389	288	74%
Yvelines	913 487	654 970	71,7%	926 680	697 829	75,3%

Parmi les 343 habitants de 15 à 64 ans recensés à Boissy-sans-Avoir en 2011, 288 sont actifs, soit 74% de la population.

Ce pourcentage d'actifs est en légère hausse comparé à celui de 1999 qui était de 70,6%. Cette augmentation est liée à l'augmentation démographique du village puisque **Boissy-sans-Avoir attire une population active**. La part d'actifs à Boissy-sans-Avoir se situe ainsi au même niveau que celle observée dans les communes alentours (la Queue-lez-Yvelines 74,9%, Galluis 76% ou encore à Vicq 70,6%).

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs et la population totale en âge de travailler (15-64 ans). Entre 1999 et 2011, ce taux a crû, de 3,4 points. Le nombre d'actifs, passant de 242 à 389, a évolué légèrement plus vite que l'ensemble des habitants de Boissy-sans-Avoir en âge de travailler.

En comparaison aux chiffres du département, il s'avère que la commune présente, en 2011, un taux d'activité proche de celui des Yvelines, preuve de son **dynamisme**.

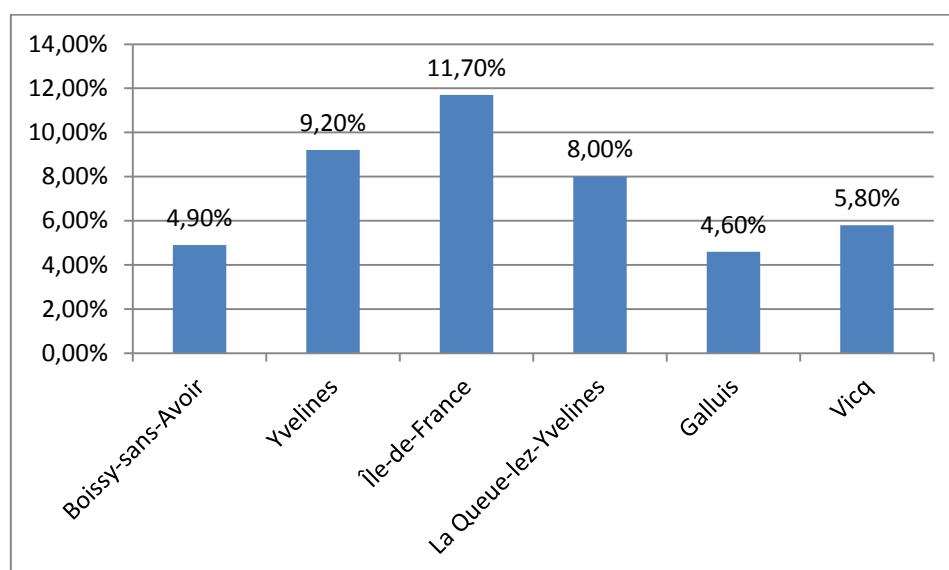
6.2. Taux d'emploi et taux de chômage

	1999			2011		
	Actifs	ayant un emploi	Taux d'emploi	Actifs	ayant un emploi	Taux d'emploi
Boissy-sans-Avoir	242	220	64,1%	288	274	70,4%
Yvelines	654 970	424 695	65,3%	697 829	633 562	68,4%

Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre d'emplois et le nombre de personnes en âge de travailler sur la commune.

Il a connu une augmentation de 6,3 points entre 1999 et 2011.

Taux de chômage en 2011 (source : INSEE)



En 2011, le taux de chômage s'élève à 4,9%. Ce taux est nettement inférieur à ceux des Yvelines et de l'Île-de-France, respectivement à 9,2% et 11,7%. Il est également inférieur à celui de la commune de la Queue-lez-Yvelines, mais s'approche de ceux de Galluis et de Vicq.

	Ensemble des actifs	Actifs ayant un emploi	Chômeurs
Ensemble	288	95,1%	5,2%
de 15 à 24 ans	28	89,3%	N/A
de 25 à 54 ans	231	95,7%	N/A
de 55 à 64 ans	29	96,6%	N/A
Hommes	149	95,3%	4%
Femmes	139	95%	6,5%

Le taux d'actifs ayant un emploi est élevé, quelle que soit la catégorie d'âge observée.

6.3. Statut de la population active

52,8% de la population de 15 ans et plus (non scolarisée) est titulaire d'un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat, contre 56,1% dans les Yvelines et 54,2% en Île-de-France. Le niveau d'études est un peu moins élevé à Boissy-sans-Avoir même s'il reste néanmoins supérieur au taux de 42,1% en France Métropolitaine. De plus, 20,3% de la population comptabilisée possède un diplôme de niveau supérieur à bac+2, ce qui en fait la catégorie de diplômés la plus représentée sur la commune. 18,2% de la population est titulaire d'un diplôme d'études supérieures inférieur à bac+2, 18% d'un CAP ou d'un BEP, tandis que 16,1% n'a aucun diplôme. Ce dernier taux est toutefois plus élevé que ceux des Yvelines (14,4%), mais inférieur à celui de l'Île-de-France (17,2%).

En 2011, 85,1% des actifs de Boissy-sans-Avoir ayant un emploi sont salariés. Cette proportion est un peu inférieure à celle du département et de la région, proches de 90%, ce qui indique une plus grande représentation des indépendants (6,1%) et des employeurs (8,7%) au sein de la population bucciéenne ayant un emploi.

En ce qui concerne la population active salariée, 80% sont titulaires de la fonction publique ou en Contrat à Durée Indéterminée (CDI). **La population Bucciéenne est donc moins précaire que dans les Yvelines ou en Île-de-France** puisqu'elle ne compte que 2,92% d'actifs en Contrat à Durée Déterminée (CDD), contre respectivement 4,8 et 6,5% de CDD dans le département et la région.

Les données sur les catégories socioprofessionnelles ne sont pas disponibles pour la commune de Boissy-sans-Avoir.

6.4. Emplois sur le territoire communal

	Emplois dans la zone		Indice de concentration d'emploi	
	1999	2011	1999	2011
Boissy-sans-Avoir	83	80	37,7	28,9
Yvelines	497 657	539 663	83,1	84,3
Île-de-France	5 042 724	5 660 253	104,1	104,8

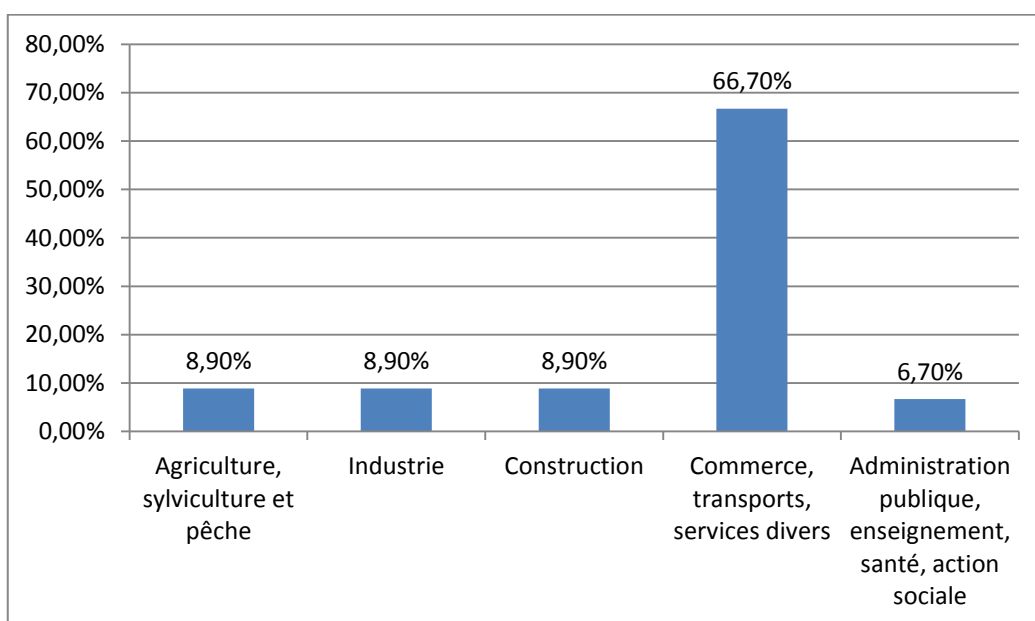
L'indicateur de concentration d'emploi correspond au nombre d'emplois sur le territoire communal pour 100 actifs résidant dans la zone ayant un emploi. En 2011, il s'élève à 28,9, alors qu'il était de 37,7 en 1999 : l'indicateur de concentration d'emploi a donc connu une baisse à l'inverse de ce qu'ont connu le département (+1,2) et la région (+0,7). Il est à noter que le nombre d'emplois sur le territoire communal est resté stable, ainsi cette baisse de l'indice de concentration d'emploi est liée à l'augmentation de la population entre 1999 et 2011 (+12,3%).

La concentration d'emplois est bien moins importante à l'échelle de Boissy-sans-Avoir qu'à l'échelle départementale (85,2). Un indice proche de 100 révèle un tissu économique qui génère des emplois proportionnellement au nombre d'actifs résidants sur la commune.

Les données sur les **80 emplois** présents sur le territoire communal, c'est-à-dire les « emplois au lieu de travail », ne sont pas disponibles. Ainsi, l'absence d'analyse sur la répartition par catégorie socioprofessionnelle ne permet pas de définir une tendance quant à l'évolution de l'activité sur Boissy-sans-Avoir.

En revanche, l'analyse des établissements recensés sur le territoire, au nombre de 45 en date du 31 décembre 2011, permet d'apporter quelques informations importantes sur l'activité Bucciéenne.

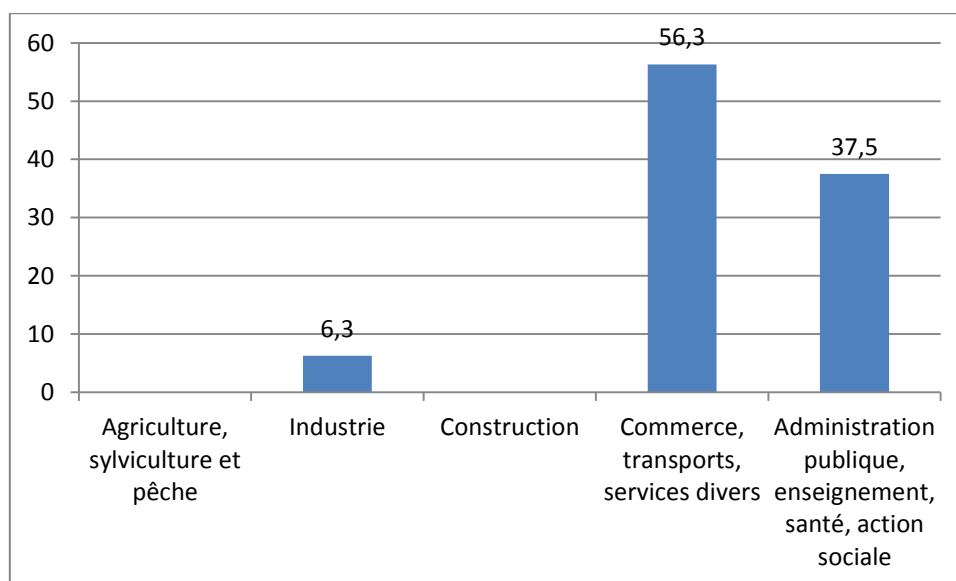
Etablissements par secteur d'activité en 2011 (source : INSEE)



Environ 73,4% des établissements actifs de Boissy-sans-Avoir appartiennent au **secteur tertiaire** (commerce, transports ou services divers). Il s'agit du domaine d'activité le plus représenté au sein du territoire communal. Parmi ces entreprises, cinq établissements commerciaux ou de réparation automobile sont dénombrés.

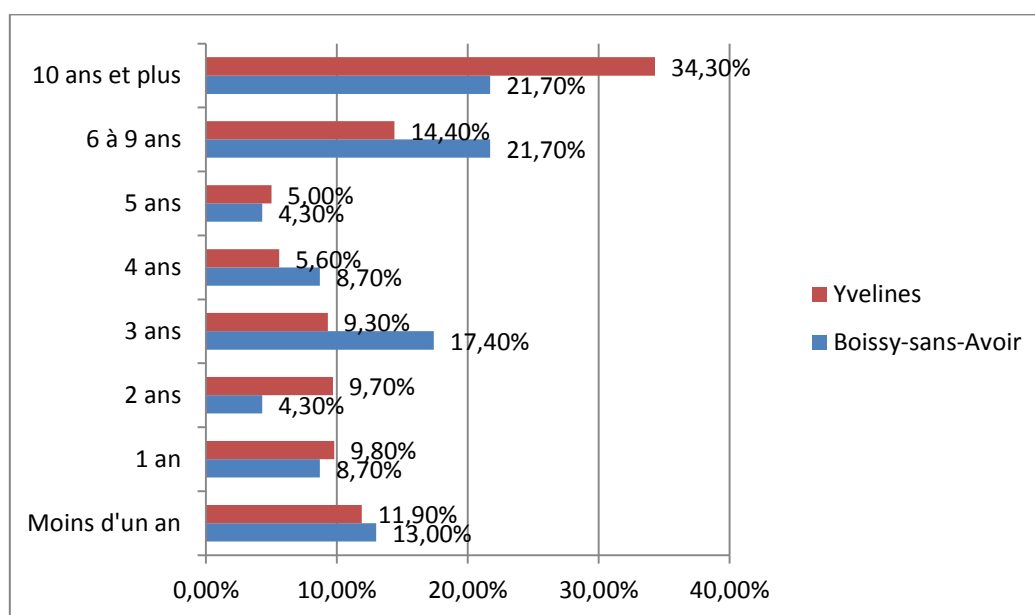
A des proportions bien plus basses, il est également à noter la présence d'établissements dans le secteur secondaire à savoir l'industrie (4 établissements) et la construction (4 établissements). Le secteur primaire est également présent à Boissy-sans-Avoir, avec un total de quatre exploitations agricoles recensées en 2011 (Données PAC). Sont aussi référencés des établissements d'administration publique, d'enseignement, de santé ou d'action sociale (3).

Postes salariés par secteur d'activité en 2011 (source : INSEE)



En termes de postes salariés, le secteur du commerce, des transports et des services divers constitue le domaine qui emploie le plus, puisque le nombre de salariés dans ce secteur représente 56,3% du total, suivi du secteur de l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale. La répartition selon le nombre de salariés fait apparaître 35 établissements sans salarié (indépendants), 8 établissements de 1 à 9 salariés et 2 établissements possédant entre 10 et 50 salariés. Les établissements du secteur industriel ne regroupent que 6,3% du nombre total de salariés.

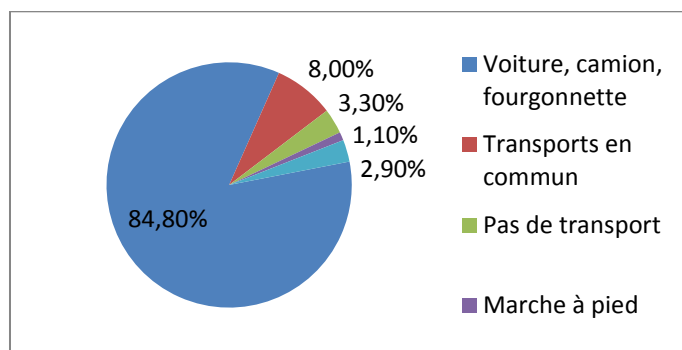
Âge des entreprises en 2013 (source : INSEE)



L'âge des entreprises illustre un vrai **dynamisme économique** sur le territoire puisque 56,6% des entreprises de Boissy-sans-Avoir ont été créées récemment (moins de 5 ans).

6.6. Mobilité domicile-travail

La part de buccéens travaillant sur la commune est de 12,3%. 63,8% d'entre eux travaillent dans le département des Yvelines tandis que 22,5% se rendent dans un autre département d'Île-de-France pour rejoindre leur lieu de travail. Ainsi, les déplacements domicile-travail depuis Boissy-sans-Avoir vers l'extérieur constituent la majeure partie des déplacements générés par l'activité des habitants.



Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2011 (source : INSEE)

La motorisation de la population est importante à Boissy-sans-Avoir. En conséquence, les déplacements réalisés en véhicule individuel (voiture mais aussi camion ou fourgonnette) représentent 85% de l'ensemble des déplacements domicile-travail, ce qui est largement supérieur à la mobilité automobile du département (56,1%). Les transports en commun ne sont que très faiblement utilisés car peu performants en comparaison à la moyenne départementale (8% contre 30,7%). Les autres modes de transport (marche, deux roues ou aucun transport) représentent en tout une part de 15% ce qui correspond à la moyenne du département.

VII. ACTIVITE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE

En tant que petite commune rurale **Boissy-sans-Avoir ne dispose pas d'une réelle activité économique.** Cette dernière est essentiellement constituée d'agriculteurs et de paysans. Le village compte quelques petites entreprises principalement d'entretien et de dépannage.

Pour plus de détails sur la répartition de l'activité sur la commune de Boissy-sans-Avoir se reporter au chapitre 6.4.

VIII. EQUIPEMENTS PUBLICS

Plan de localisation des équipements publics (source : Synthèse Architecture)



L'offre en équipement public est en rapport avec la taille de la commune.

La mairie constitue le seul équipement administratif du village. La commune dispose d'une salle des fêtes et d'une bibliothèque qui occupent un même bâtiment.



Le village possède une école et une crèche intercommunale, « Les Petits Moulingués », accueillant des enfants des communes voisines de La-Queue-lez-Yvelines et Garancières. L'école maternelle est assurée à Garancières jusqu'en moyenne section puis dans l'école de Boissy-sans-Avoir qui dispose de deux classes de triple niveaux, l'une GS/CP/CE1 et l'autre CE2/CM1/CM2. L'effectif scolaire est d'environ 50 élèves. Le village dispose d'un restaurant scolaire inauguré fin 2011.



La commune s'est dotée en 2014 d'un parc paysager de 3 900m², conçu comme un lieu de détente pour toute tranche d'âge, de rencontre, de partage et de respect de la nature. Il est équipé de tables de pique-nique, d'un terrain multisports, d'un terrain de boules, d'une table de tennis de table, d'un petit circuit sportif et d'une aire de jeux pour les enfants.



Notons la présence de deux courts de tennis, mis à la disposition des adhérents du Tennis Club associatif de Boissy-sans-Avoir.

Enfin l'offre d'équipements de la commune est complétée par l'église et le cimetière attenant. Un second cimetière a été construit route d'Autouillet vers l'entrée Nord du village.



IX. RESEAUX ET EQUIPEMENTS SANITAIRES

9.1. Assainissement

La commune est équipée d'un assainissement de type unitaire sur la totalité du village. Les travaux d'aménagement ont démarré en 1966 et ont été achevés en 1968. Le réseau est en bon état et la population, à de rares exceptions, est totalement desservie.

Le réseau a été construit par le syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Région de la Queue lez Yvelines, aujourd'hui SIAB, qui regroupe 6 communes. Le siège se trouve à Boissy-sans-Avoir, sur le site de la station.

Par contrat d'affermage, le SIAB a confié l'exploitation du réseau à la SAUR domiciliée aux Essarts le Roi (78).

9.2. Epuration

Les eaux usées sont transportées à la station d'épuration située sur le territoire de la commune.

Une nouvelle station d'épuration à Boissy-sans-Avoir inaugurée en septembre 2011 est aujourd'hui dimensionnée pour subvenir aux besoins de 13 500 équivalent-habitants.

Les volumes quotidiens traités s'élèvent à environ 840 m³ pour une capacité de 1500 m³.

Le principe de fonctionnement de cette installation est un traitement biologique moyenne charge.

Le rejet s'effectue dans le ru du BREUIL.

Les sables et graisses sont évacués vers un centre de traitement spécialisé.

Les boues sont acheminées sur le site d'Arnouville-lès-Mantes(78).

9.3. Eau potable

Le réseau d'eau potable est géré par le Syndicat Intercommunal de la Région d'Yvelines pour l'Adduction de l'Eau (SIRYAE).

Le syndicat a confié par un contrat d'affermage l'exploitation à la SAUR aux Essarts-le-Roi (78).

Tous les contrôles effectués font apparaître une eau conforme aux normes sanitaires.

9.3. Ordures ménagères

Pour le traitement des ordures ménagères, la commune fait partie de deux syndicats, chargés respectivement de la collecte et du traitement.

Le syndicat de collecte est le Syndicat Intercommunal d'Evacuation et d'Elimination des Déchets (SIED) dont le siège se trouve à Garancières. Il regroupe 58 communes pour 45 000 habitants.

La commune y adhère pour :

- La collecte des ordures ménagères à raison d'un ramassage hebdomadaire,
- La collecte des déchets verts à raison d'un ramassage hebdomadaire de mars à novembre,
- La collecte des encombrants à raison d'un ramassage semestriel,
- La collecte du verre grâce à l'installation d'une colonne située au centre du village,
- La conteneurisation de l'ensemble des foyers de la commune.

L'entreprise titulaire du marché est actuellement la société SEPUR.

Le traitement des ordures ménagères est géré par le Syndicat Intercommunal pour la Destruction d'Ordures Ménagères et la production d'Energie (SYDOMPE) dont le siège se trouve à Béhoust (78). Il regroupe 111 communes et 451 000 habitants.

Le type de traitement est l'incinération avec récupération d'énergie qui s'effectue à l'usine de Thivernal-Grignon. La capacité actuelle de l'usine est d'environ 240 000 tonnes.

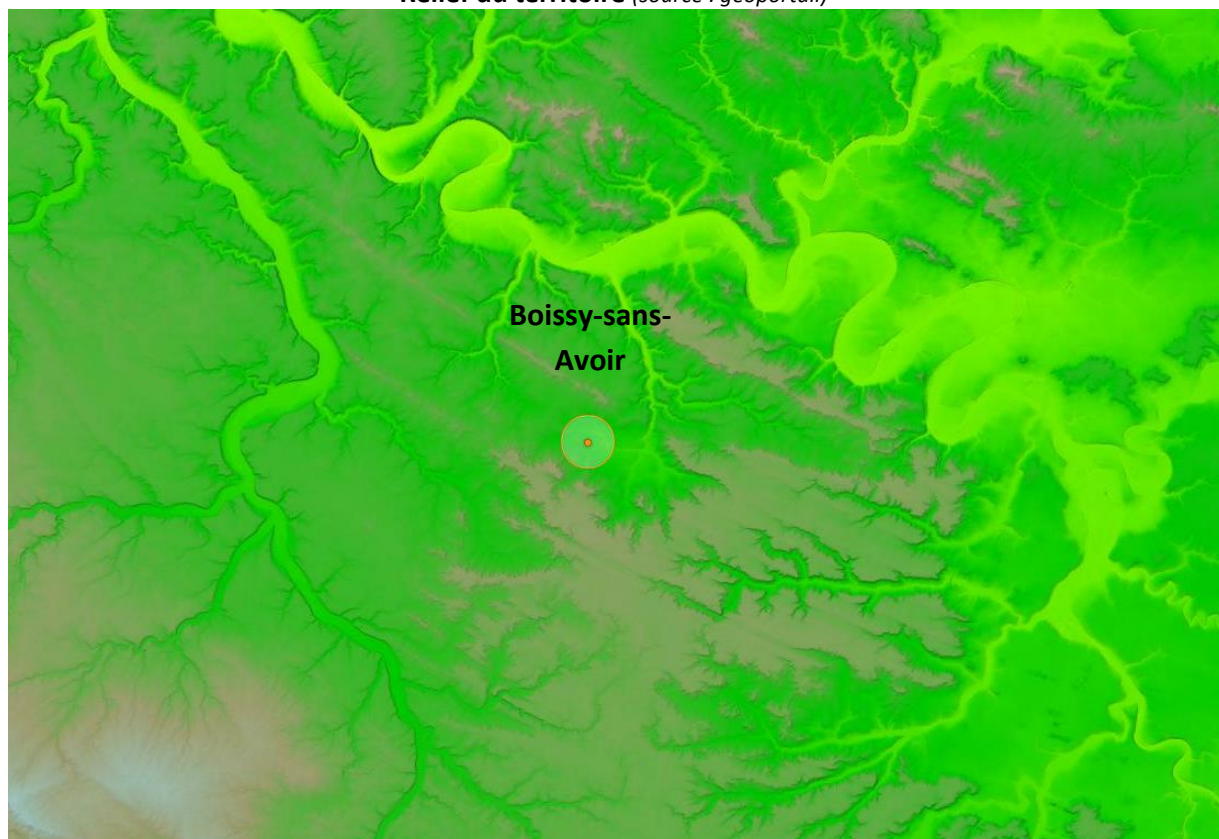
B. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL

I. DONNEES NATURELLES

1.1. Topographie

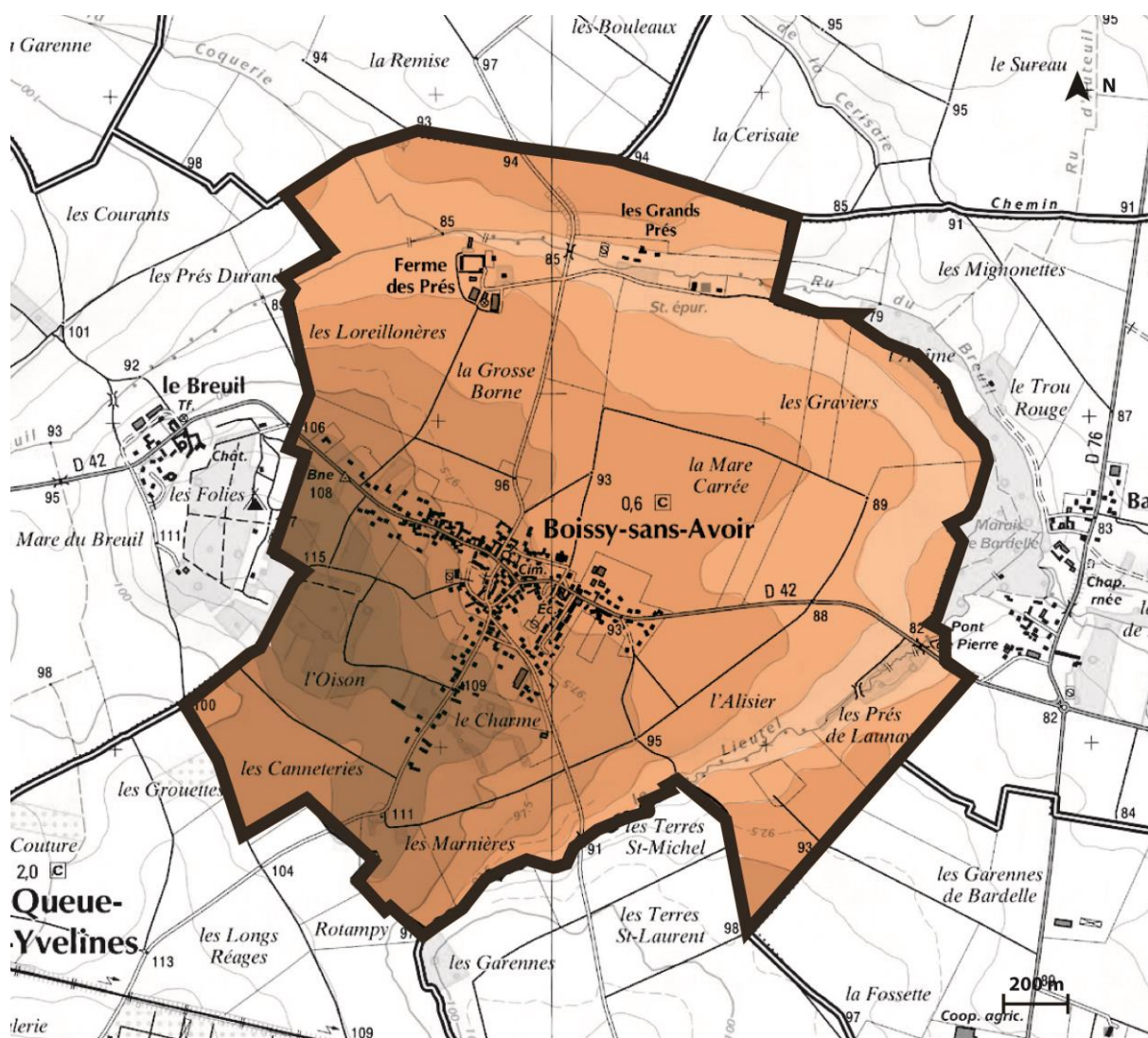
La commune est implantée sur la plaine de Neauphle. Elle s'inscrit ainsi sur un plateau faiblement vallonné.

Relief du territoire (source : *géoportail*)



Sur la commune, le relief est marqué par une légère pente, qui part de la butte boisée au sud-est du village à une altitude de 115 mètres NGF pour atteindre 80 mètres NGF au niveau des rus du Lieutel et de Breuil.

Relief de la commune (source : Synthèse Architecture, fond de plan IGN)



La planéité du relief se traduit par un paysage agricole très ouvert, avec des cultures à perte de vue. Les quelques massifs boisés présents sur le territoire créent des événements dans le grand paysage.

Le grand paysage agricole

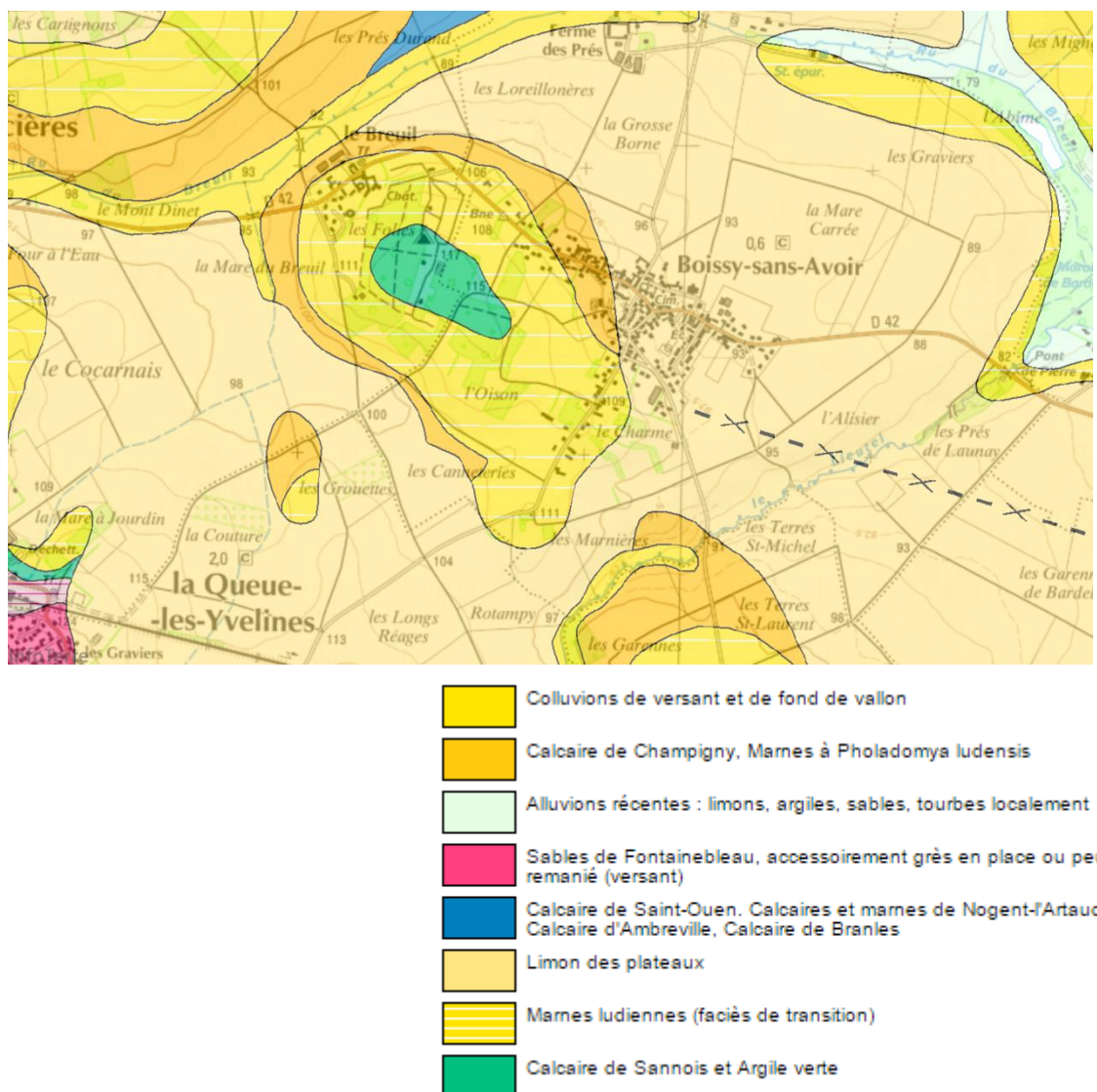


1.2. Géologie

La commune de Boissy-sans-Avoir appartient à la grande région naturelle géologique du « pays tertiaire » de Houdan. En effet, le sol de la commune a été constitué à l'époque tertiaire, comme le Bassin Parisien.

Cette région se caractérise par son ensemble varié de plateaux argileux ou calcaires entaillés d'étroites vallées et traversé d'alignement de buttes sableuses boisées.

Formations géologiques du sous-sol (Source : BRGM)



Les grandes formations géologiques sur le territoire de Boissy-sans-Avoir sont :

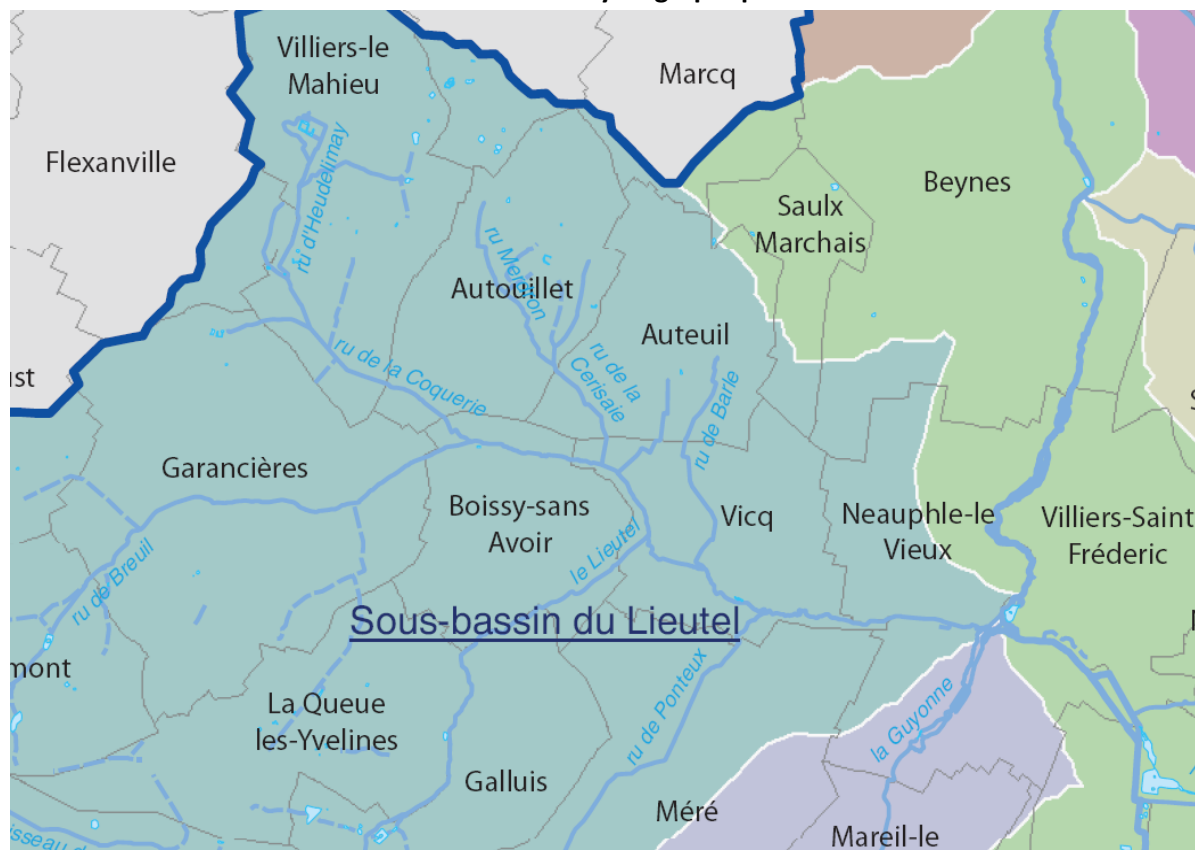
- **Des limons de plateaux.** Ils couvrent la majorité du territoire communal. Il s'agit alors d'un limon décalcifié ou non, renfermant des débris de roches dures tertiaires, en particulier vers sa base. A la surface de ce limon, on trouve fréquemment des silex taillés néolithiques, et plus rarement des pièces polies. Ces dépôts existent partout mais ils sont particulièrement développés au bas des pentes constituées par les Sables de Fontainebleau.
- **Du calcaire de Champigny.** Il se situe sur la partie Est du village.
- **Des marnes ludiennes** . Ce faciès de transition couvre la périphérie Est du territoire. Il se compose de terres marno-calcaires et de gypses du Ludien inférieur.

1.3. Hydrographie

La commune de Boissy-sans-Avoir présente sur son territoire un ensemble hydrographique constitué :

- Du Lieutel, qui coule sur sa limite territoriale Sud. Long de 13,7 kilomètres il se jette, au centre de Neauphle le Vieux, dans la Mauldre,
- Du ru de Breuil, qui se situe sur le pourtour Nord de Boissy-sans-Avoir, il prend sa source au Sud-Ouest de la commune de Millemont, à 135 m d'altitude, et s'écoule jusqu'à sa confluence avec le Lieutel,
- Du ru de Coquerie, qui se jette dans le ru de Breuil au Nord-Est de la commune.

Le réseau hydrographique



1.4. Hydrogéologie

1.4.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le contexte législatif

La loi du 3 janvier 1992 (la « Loi sur l'Eau »), codifiée dans le Code de l'Environnement (l'article L.210-1), dispose que « *l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation* » et vise plusieurs objectifs fondamentaux :

- La préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides ;
- La protection des eaux et la prévention des pollutions ;
- La restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines ;
- Le développement et la protection de la ressource en eau ;
- La répartition de la ressource en eau.

L'article 7 de la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, relative à la politique communautaire dans le domaine de l'eau, complétant l'alinéa de l'article L.123-1, devenu l'article L.123-1-9 du fait de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, du Code de l'Urbanisme, dispose que le P.L.U. doit également « *être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L.212-1 du Code de l'Environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L.212-3 du même Code* ».

Le Comité de bassin Seine-Normandie réuni le 5 novembre 2015 sous la présidence de François SAUVADET, a adopté le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) 2016-2021 et émis un avis favorable sur le programme de mesure.

Avec ce nouveau plan de gestion, sont tracées, pour les six prochaines années, les priorités politiques de gestion durable de la ressource en eau sur le bassin ; priorités ambitieuses mais qui restent réalistes.

Le SDAGE vise l'atteinte du bon état écologique pour 62% des rivières (contre 39% actuellement) et 28% de bon état chimique pour les eaux souterraines.

44 orientations, 191 dispositions :

Le SDAGE 2016-2021 compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis comme :

- la diminution des pollutions ponctuelles ;
- la diminution des pollutions diffuses ;
- la protection de la mer et du littoral ;
- la restauration des milieux aquatiques ;
- la protection des captages pour l'alimentation en eau potable ;
- la prévention du risque d'inondation

La commune de Boissy-sans-Avoir est située dans le **bassin hydrographique de Seine-Normandie**, dont le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux en vigueur est celui du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands) a été adopté le 17 décembre 2009.

Conformément à la loi n°2004-338 du 21 Avril 2004, les PLU sont soumis à une obligation de compatibilité avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définies par les SDAGE. Créé par la loi sur l'eau n°92-3 du 3 Janvier 1992, le SDAGE est un outil de l'aménagement du territoire qui vise à obtenir les conditions d'une meilleure économie de la ressource en eau et le respect des milieux aquatiques. Cela, tout en assurant un développement économique et humain en vue de la recherche d'un développement durable.

Le SDAGE 2010-2015, en cohérence avec les premiers engagements du Grenelle de l'Environnement a fixé comme ambition d'obtenir le 'bon état écologique' sur 2/3 des masses d'eau.

Le SDAGE est accompagné d'actions qui déclinent les moyens notamment techniques et réglementaires qui sont :

- de diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,

Ce premier défi comporte deux aspects majeurs : la réduction des pollutions ponctuelles classiques et la maîtrise des rejets par temps de pluie.

En ce qui concerne la réduction des apports de matières polluantes classiques dans les milieux naturels : les actions consistent à ajuster le niveau des rejets pour respecter les objectifs de bon état écologique. Les dispositions visent l'amélioration des réseaux d'assainissement, le traitement des boues de station d'épuration ainsi que l'amélioration du fonctionnement naturel des cours d'eau.

En ce qui concerne la maîtrise des rejets par temps de pluie, le SDAGE cherche à renforcer la prise en compte de la gestion des eaux pluviales par les collectivités. Il intègre les prescriptions du « zonage d'assainissement pluvial » dans les documents d'urbanisme et incite au piégeage en amont des eaux pluviales et à leur dépollution si nécessaire avant infiltration ou réutilisation afin de réduire les volumes collectés et déversés sans traitement dans les rivières. Les mesures alternatives et le recyclage des eaux pluviales en développant leur stockage, leur infiltration lorsque le sol le permet et leur recyclage pour d'autres usages (arrosage, lavage des rues, etc.) sont également encouragés.

- de diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,

L'objectif essentiel fixé par le SDAGE est la généralisation des bonnes pratiques agricoles permettant de limiter l'usage des fertilisants (nitrates et phosphore)....

Le SDAGE préconise la maîtrise des pollutions d'origine domestique, ce qui appelle la mise en conformité des systèmes d'assainissement autonome et le contrôle des branchements à l'égout des particuliers.

La mise en œuvre d'un service public d'assainissement non collectif à l'échelle intercommunale pour le contrôle des travaux neufs, des travaux de réhabilitation et des installations existantes, ainsi que l'entretien garantissent une bonne gestion de l'assainissement autonome.

- de réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,

Un double objectif est assigné au SDAGE : réduire fortement l'introduction de certaines substances dans le milieu naturel et respecter les objectifs de qualité chimique des eaux.

Pour réaliser ce double objectif, une bonne connaissance des sources de pollutions, des émetteurs, et du comportement des polluants dans le milieu naturel est donc indispensable. L'adaptation des mesures administratives, notamment les autorisations de rejet de substances dangereuses, et l'intégration des objectifs de réduction dans les documents administratifs du domaine de l'eau sont nécessaires en particulier dans ceux concernant les bassins d'alimentation de captage et le littoral.

Par ailleurs le SDAGE incite à :

- réduire voire supprimer les substances dangereuses dans les rejets des industries et les rejets des villes, en responsabilisant les habitants, et en renforçant les actions vis-à-vis des déchets dangereux, notamment leur collecte et leur recyclage.
- mettre en œuvre des solutions palliatives, en cas d'impossibilité de réduction à la source, permettant de réduire voire de supprimer les flux de substances toxiques vers le milieu naturel.

- de réduire les pollutions microbiologiques des milieux,

L'objectif du SDAGE est d'assurer, en toute circonstance, une qualité microbiologique permettant le maintien de ces usages. Pour réduire voire supprimer les risques microbiologiques, deux types d'actions sont à conduire sur les rejets :

- d'origine domestique et industrielle, en identifiant et programmant les travaux réduisant la pollution microbiologique notamment en limitant le ruissellement pluvial et en sensibilisant les usagers à la qualité des branchements de leur égout ;
- d'origine agricole, en prévenant la contamination des eaux potables et de baignade par des germes provenant des élevages par la promotion de l'élevage extensif et en limitant le ruissellement sur les parcelles d'élevage (zones tampon, haies, ...).

- de protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable,

Le SDAGE préconise de focaliser en priorité les actions sur les bassins d'alimentation de captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine. Ces actions ciblées demandent de diagnostiquer et classer les captages d'alimentation en eau potable en fonction de la qualité de l'eau brute. Ainsi, pour chaque captage, un niveau de programme d'action sera défini et mis en œuvre par les collectivités responsables de la distribution de l'eau. À l'échelle des zones de protection, le SDAGE recommande d'une part de réglementer les rejets dans les périmètres rapprochés de captage et d'autre part de développer des programmes préventifs de maîtrise de l'usage des sols en concertation avec les collectivités territoriales et les acteurs locaux.

- de protéger et restaurer les milieux aquatiques humides,

. Préserver, restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques et la biodiversité, afin d'aboutir à une gestion durable des milieux et des usages des espaces naturels et du littoral en réduisant l'impact négatif des aménagements et des activités. Les actions envisagées doivent considérer les rivières dans leur ensemble et déboucher sur un programme pluriannuel de restauration surtout si un SAGE, schéma local de gestion des eaux, existe.

. Assurer la continuité écologique est essentiel pour atteindre le bon état écologique et concerne la libre circulation des espèces vivantes et le transport des sédiments. Pour permettre cette continuité, le SDAGE recherche une meilleure fonctionnalité des milieux aquatiques (espaces de mobilités, lutte contre le colmatage, forêt alluviale, libre circulation des poissons...) et recommande l'aménagement des barrages et des turbines, voire leur suppression, pour permettre leur franchissement par les poissons. Une distinction entre les ouvrages ayant un usage économique ou non est faite pour la recherche de la solution adéquate.

Mettre fin à la disparition, la dégradation des zones humides et préserver et maintenir leur fonctionnalité. La régression des zones humides au cours des dernières décennies est telle qu'il convient d'agir efficacement et rapidement pour éviter de nouvelles pertes de surfaces et pour reconquérir des terrains perdus.

Le SDAGE préconise d'engager des actions plus particulièrement dans les secteurs de forte pression foncière où l'évolution des activités économiques entraîne une pression accrue sur les milieux aquatiques. Ces actions peuvent être notamment des mesures compensatoires fortes ou le classement des zones humides dans les documents d'urbanisme.

Réduire l'incidence de l'extraction des granulats sur l'eau et les milieux aquatiques.

Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces au sein de leur milieu appelle le développement et la mise en œuvre de plans de gestion piscicole et la promotion d'une gestion patrimoniale basée sur la capacité naturelle des milieux plutôt que sur la satisfaction de la pêche. La lutte contre la faune et la flore invasives et exotiques, facteurs importants de perte de biodiversité, est également abordée dans le SDAGE. Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants, pour limiter leurs effets néfastes sur les caractéristiques physico-chimiques de l'eau, les débits notamment en étiages, et la vie biologique.

- de gérer la rareté de la ressource en eau,

L'objectif poursuivi est de garantir des niveaux suffisants dans les nappes et des débits minimaux dans les rivières permettant la survie des espèces aquatiques et le maintien d'usages prioritaires comme l'alimentation en eau potable. Atteindre cet objectif passe par la mise au point de modalités « d'usage partagé et durable » de la ressource en eau. Même si le bassin Seine

Normandie n'est pas sujet à des déficits chroniques importants certaines nappes d'eau souterraines connaissent des tensions du fait de leur surexploitation. Sur celles-ci, il convient de :

- mettre en œuvre une gestion collective, en créant, lorsqu'elle n'existe pas déjà, une structure de concertation réunissant l'ensemble des usagers sur le périmètre pertinent (initiative du préfet ou d'un porteur de projet SAGE ou contrat de nappe...). Cette structure vise à promouvoir et favoriser une gestion collective économe et partagée entre usagers;
- définir des volumes maximaux prélevables pour les masses d'eau ou parties de masses d'eau souterraines en surexploitation. Ces volumes maximaux sont fixés de manière à ne pas engendrer de gêne à la production d'eau potable et à l'alimentation des petits cours d'eau;
- améliorer la gestion de crise lors des étiages (périodes de basses eaux) sévères, afin d'anticiper d'éventuelles conséquences de la sécheresse. Chaque préfet de département fixe en début d'année des seuils sur les nappes et les cours d'eau à partir desquels des restrictions d'usages progressives et proportionnées s'appliquent. Le SDAGE recommande une cohérence d'ensemble entre départements. Le SDAGE incite les acteurs et le public à ne pas gaspiller la ressource : lutter contre les fuites dans les réseaux d'alimentation en eau potable, récupérer les eaux de pluie lorsqu'elles ne participent pas à la réalimentation des nappes, poser des compteurs individuels domestiques et agricoles, développer des techniques d'irrigation optimales et adapter les cultures à la ressource disponible, etc.

- de limiter et prévenir les risques d'inondation,

Les inondations sont des phénomènes naturels qui ne peuvent être évités. Le risque zéro n'existe pas. Les atteintes aux hommes, aux biens et aux activités qui en résultent dépendent de l'ampleur de la crue et de leur situation en zone inondable. Toutefois, les crues fréquentes peuvent être bénéfiques au fonctionnement des milieux aquatiques.

Le SDAGE rappelle que la prévention du risque d'inondation doit être cohérente à l'échelle d'un bassin versant et intégrer l'ensemble des composantes suivantes : évaluation du risque, information préventive, réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes, préservation des zones naturelles d'expansion des crues, urbanisation raisonnée, gestion adaptée des eaux de ruissellement pluviales. La prévention du risque doit systématiquement être privilégiée à la protection qui peut aggraver la situation en amont et en aval de la zone protégée et dégrader les espaces naturels.

Les protections donnent un sentiment trompeur de sécurité et doivent être systématiquement accompagnées de mesures de prévention comme l'information, la préservation de zones d'expansion de crues et la diminution de la vulnérabilité. L'ensemble de ces dispositions doit orienter l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme.

1.4.2. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

1.4.2.1. SAGE de la Mauldre

Le territoire communal est inclus dans le périmètre du SAGE de la Mauldre, dont la révision a été approuvée le 10 août 2015, qui organise les mesures en faveur de la protection de l'eau.

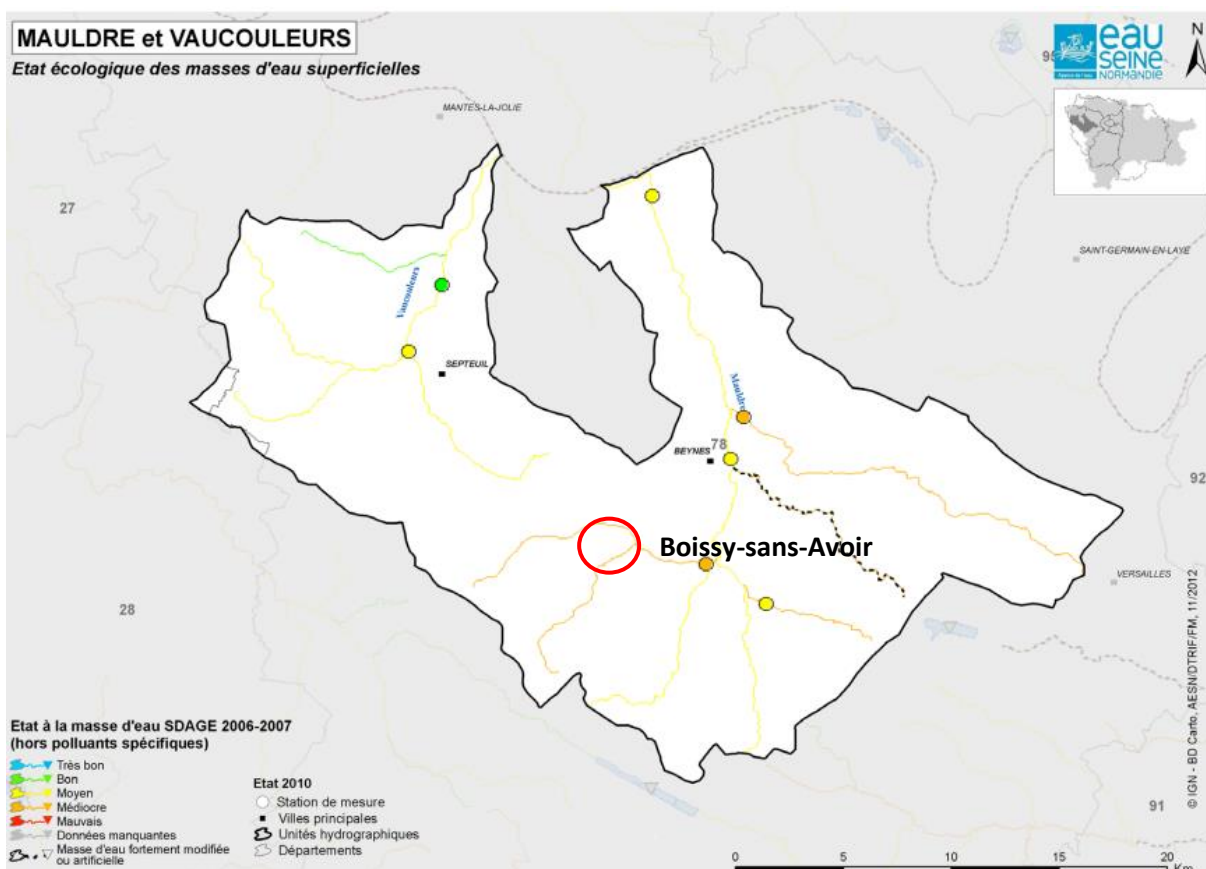
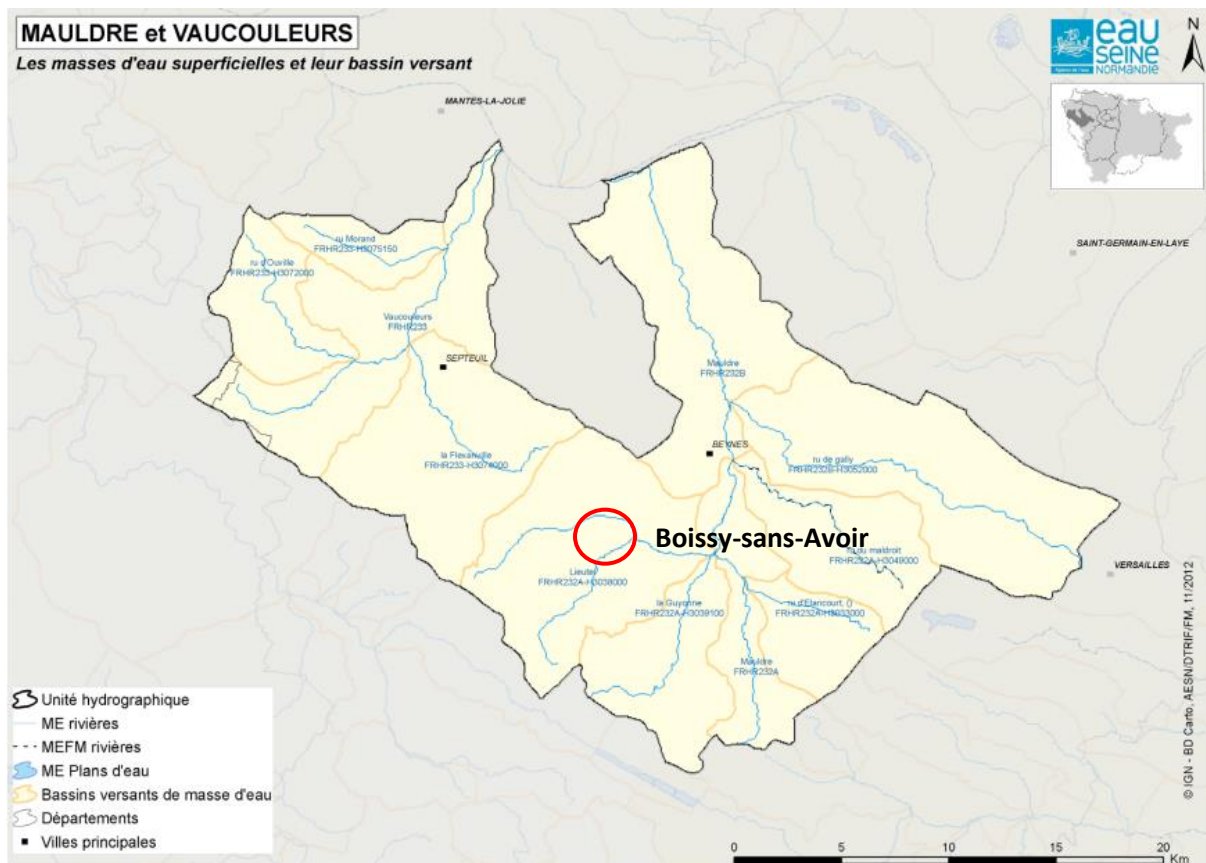
Cinq grands enjeux sont retenus pour le SAGE :

- Assurer la gouvernance et la mise en œuvre du SAGE ;
- Restaurer la qualité des milieux aquatiques superficiels ;
- Préserver la ressource en eau souterraine ;
- Prévenir et gérer le risque inondation ;
- Valoriser le patrimoine et les usages liés à l'eau, dans le respect de milieux aquatiques.

Il est à noter que la commune de Boissy-sans-Avoir est concernée par les prescriptions du SAGE relatives aux risques inondations (PPRI) de la Mauldre, voir le point « 3.1.2 Le risque d'inondation ».

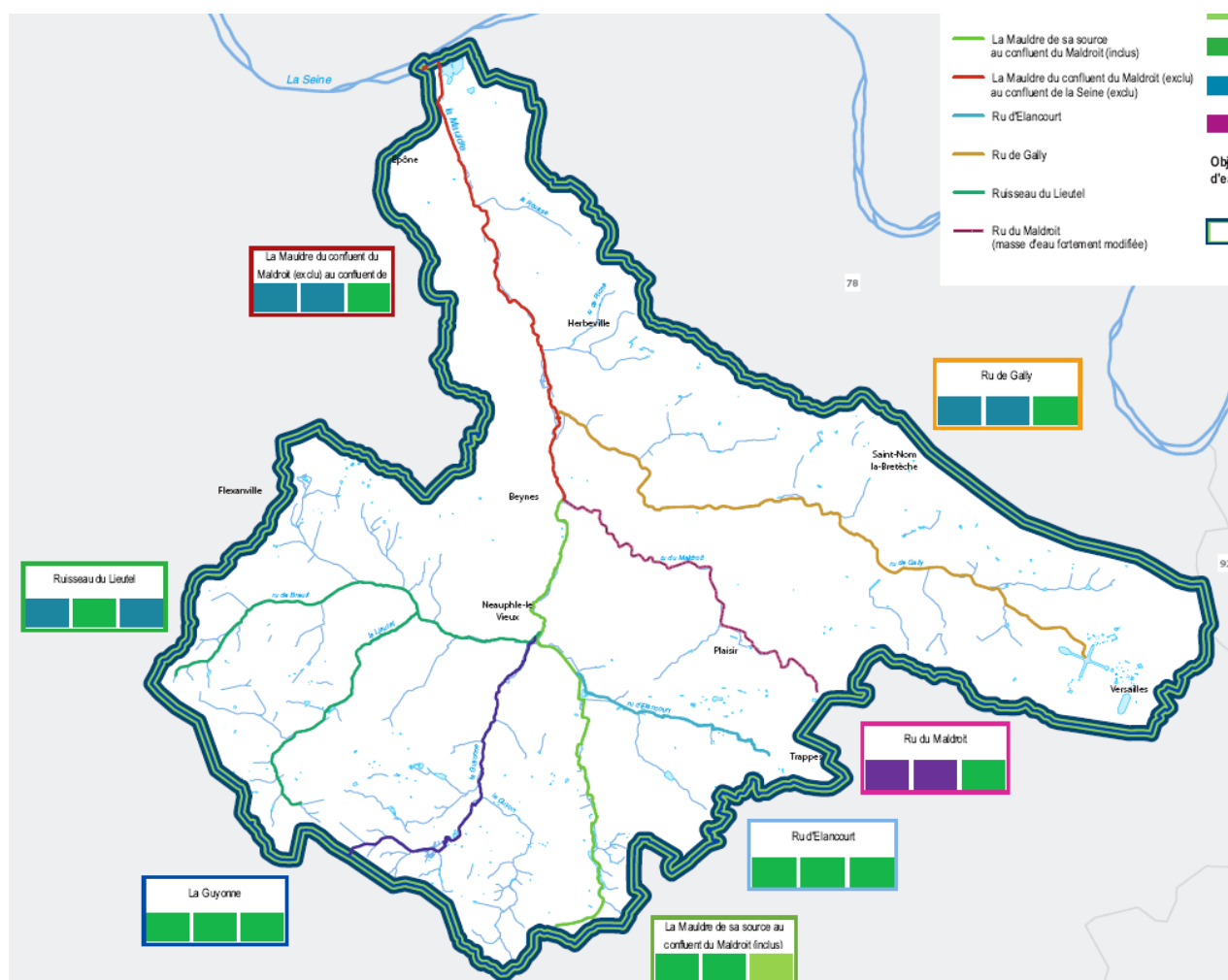
La commune de Boissy-sans-Avoir appartient au bassin versant de la Mauldre, qui prend sa source sur le plateau de Saint-Quentin-en-Yvelines et sur le massif de Rambouillet.

Le territoire de la commune se situe sur la masse d'eau R232A dont la qualité écologique en 2006 était considérée comme médiocre. La Mauldre de sa source au confluent Maldroit inclus appartient à l'unité hydrographique « Mauldre Vaucouleurs ».



La masse d'eau sur le territoire de Boissy-sans-Avoir a un objectif de « bon état écologique » à l'horizon 2027 et de « bon état chimique » à l'horizon 2027.

Caractérisation des masses d'eau (Source : SAGE de la Mauldre)



Délimitations des masses d'eau

- La Guyonne
- La Mauldre de sa source au confluent du Mالدroit (inclus)
- La Mauldre du confluent du Mالدroit (exclu) au confluent de la Seine (exclu)
- Ru d'Elancourt
- Ru de Gally
- Ruisseau du Lieutel
- Ru du Mالدroit (masse d'eau fortement modifiée)

Objectifs des masses d'eau superficielles

- Bon état 2015
- Bon état 2021
- Bon état 2027
- Bon potentiel 2027

Objectifs de la masse d'eau souterraine

- Bon état global 2027, bon état chimique 2027 et bon état quantitatif 2015 de la nappe Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix (3102)

1.5. Climat

La station météorologique Météo France la plus proche est celle de Trappes.

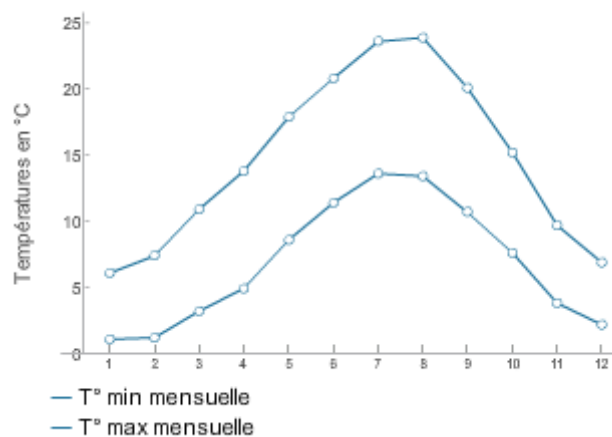
Le climat des Yvelines se situe entre le climat océanique relativement uniforme des côtes de la Manche et le climat continental des régions de l'Est.

La température moyenne annuelle est de 10,7°C. La moyenne des précipitations annuelles est 695 millimètres.

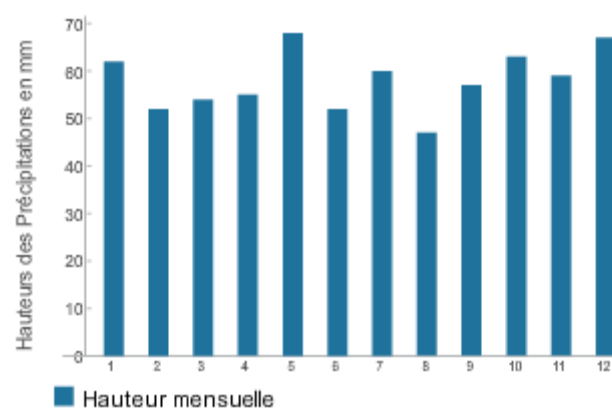
Les vents dominants sont des vents d'Ouest assez faibles, qui sont à l'origine de brouillards matinaux fréquents.

Les diagrammes ci-dessous représentent les normales mensuelles de températures et de hauteurs de précipitations.

Normales mensuelles



Normales mensuelles



1.6. Qualité de l'air

Composé principalement d'azote (78% en volume) et d'oxygène (21% en volume), l'air est plus ou moins contaminé par des polluants gazeux, liquides ou solides d'origine naturelle (émissions par la végétation...) ou produits par les activités humaines (cheminées d'usines, pots d'échappements...). La qualité de l'air dépend de nombreux facteurs comme l'intensité des émissions, la topographie, les conditions météorologiques ou les réactions chimiques ayant lieu dans l'atmosphère.

1.6.1. Indicateurs de pollution

AIRPARIF développe un dispositif de prévision pour l'agglomération parisienne, avec Météo France depuis 1991, et des laboratoires du CNRS depuis 1994 : la station d'AIRPARIF la plus proche de Boissy-sans-Avoir est située à Prunay-le-Temple (78910, Terrain dit des Eaux).

Les principaux indicateurs de pollution atmosphérique surveillés sont :

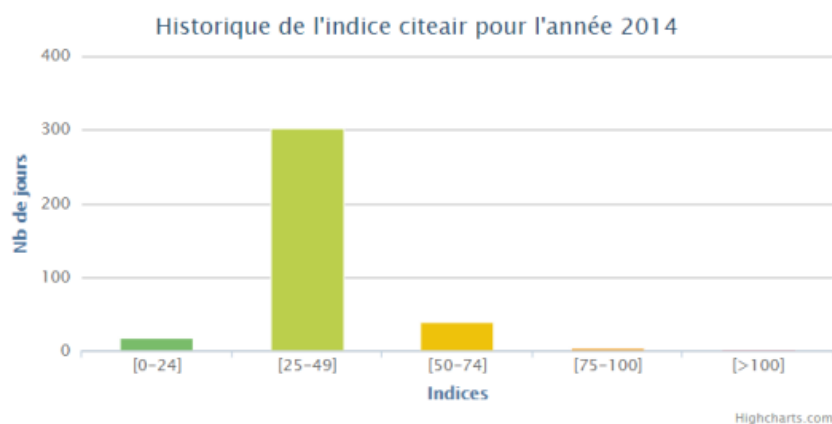
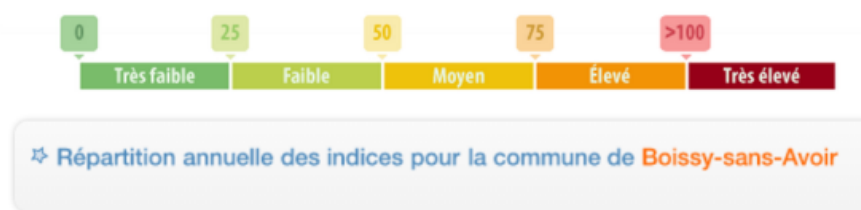
- le dioxyde de soufre (SO₂), indicateur de pollution liée aux combustions des activités de production d'électricité et de chauffage,
- les particules en suspension (PS) produites par des activités humaines (usure des chaussées et des pneus, poussières de chantier...) et naturelles (poussières, pollens, bactéries...),
- les oxydes d'azote (Nox) : polluant indicateur des activités de transport dont la formation est étroitement liée à la présence d'ozone dans l'air,
- l'ozone (O₃), résultant des activités humaines, également produit par photochimie : oxydes d'azotes et hydrocarbures combinés à un fort ensoleillement produisent de l'ozone en été, (moindre mesure des installations fixes de combustion),
- les composés organiques volatiles (COV), en milieu urbain, les COV émis dans l'atmosphère proviennent des gaz d'échappement des véhicules, de l'évaporation des carburants automobiles mais aussi des combustibles liquides (gaz naturel, carburants industriels...) d'activités industrielles (solvants...). Le plus connu et le plus mesuré est le benzène.

L'indice de qualité de l'air ATMO caractérise la qualité de l'air globale pour l'ensemble de l'agglomération parisienne, comprise entre 1 et 10 (de très bon à très mauvais).

1.6.2. Un air de bonne qualité

En dehors des épisodes de pollution, la qualité de l'air de l'agglomération parisienne est globalement bonne. Son régime climatique océanique dominant, accompagné de vents assez forts et de précipitations abondantes contribue à un brassage et à un lessivage de l'atmosphère, et le relief favorise ou non l'effet dispersif des vents.

Les niveaux fluctuent cependant selon le polluant, la saison et même d'un jour à l'autre selon les conditions météorologiques. Périodiquement on observe des conditions anticycloniques défavorables à la dispersion de la pollution, durant ces périodes, les niveaux de pollution peuvent atteindre des valeurs 5 à 10 fois supérieures à la moyenne.



Indice Citeair	Nombre de jours	% du nombre de jours
[0-24]	18	4.95
[25-49]	302	82.97
[50-74]	39	10.71
[75-100]	4	1.1
[>100]	1	0.27

L'historique de l'indice Citeair de qualité de l'air fait apparaître à Boissy-sans-Avoir, pour l'année 2014 :

- 291 jours d'indice compris entre 0-49 : faible à très faible, soit plus de 80% de l'année,
- 37 jours d'indice compris entre 50-74 : moyen,
- 4 Jours d'indice compris entre 75-100 : élevé,
- 1 Jour d'indice supérieur à 100 : très élevé.

La qualité de l'air sur la commune est bonne, malgré quelques jours de mauvaise qualité.

La situation dans la commune est meilleure que celle du département des Yvelines et également que celle de l'agglomération parisienne.

Historique Citeair des Yvelines, 2014

Indice Citeair	Nombre de jours	% du nombre de jours
[0-24]	0	0
[25-49]	272	74.52
[50-74]	79	21.64
[75-100]	13	3.56
[>100]	1	0.27

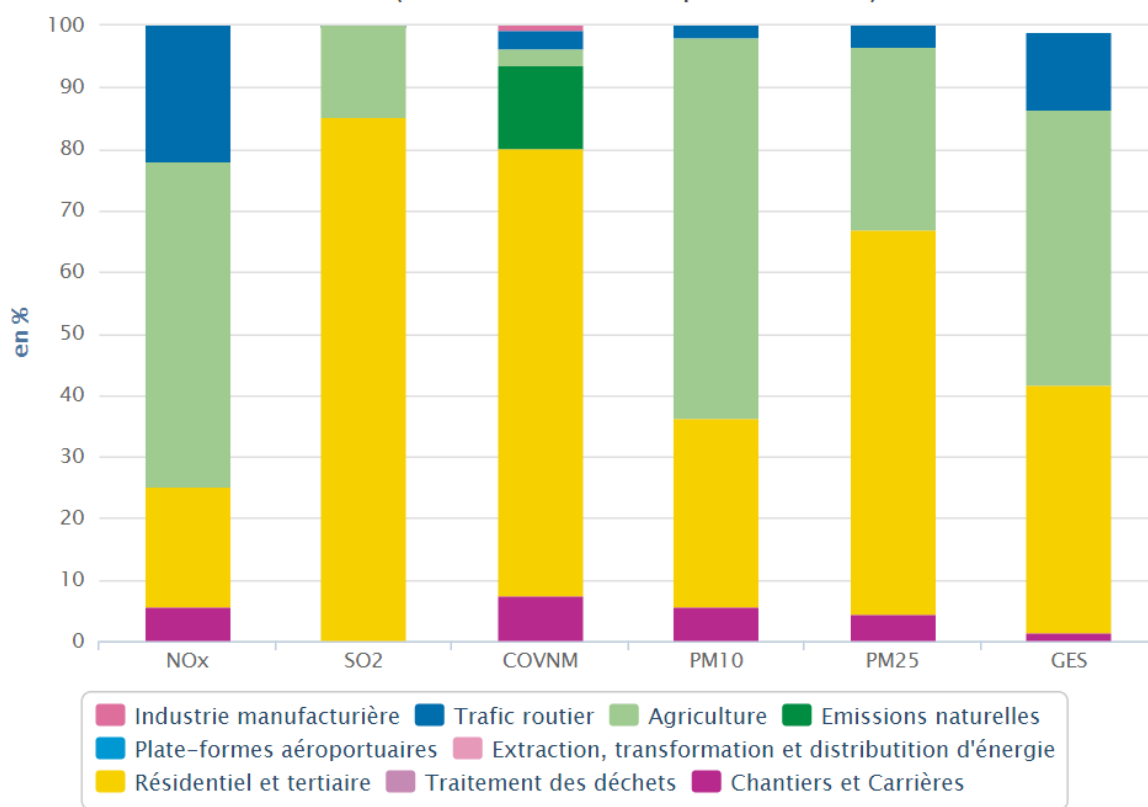
1.6.3. Facteurs de pollution

Les mesures effectuées par Airparif pour Boissy-sans-Avoir montrent que les **principales sources** de pollution sont le **résidentiel**, suivi par l'agriculture puis le trafic routier.

Les émanations d'origine résidentielle sont les premières sources d'émission de soufre (SO₂) avec près de 85% des émissions, d'émission de Composés Organiques Volatiles Non Méthaniques (COVNM) avec plus de 70% des émissions et d'émission de particules en suspension (PM25) avec plus de 60% des émissions. De plus elles sont responsables de 40% des émissions de GES (Gaz à Effet de Serre).

L'agriculture constitue près des deux tiers des émissions de particules en suspension (PM10), de la moitié des émissions d'oxydes d'azote (NOx), et 45% des émissions de GES (Gaz à Effet de Serre).

Contribution en % des différents secteurs d'activités aux émissions de polluants pour la commune de : Boissy-sans-Avoir (estimations faites en 2014 pour l'année 2012)



Highcharts.com

La France a pris plusieurs engagements dans la lutte contre le changement climatique, elle a notamment ratifié le Protocole de Kyoto et s'est fixé comme objectif de diminuer de 75% des émissions des GES pour 2050.

Le plan national de lutte contre le changement climatique de janvier 2000 a été renouvelé en 2004. Il prévoit d'intensifier les actions afin de stabiliser les émissions, en 2010, à leur niveau de 1990. Cependant, le premier bilan annuel, réalisé en 2005, montre que les tendances des consommations énergétiques restent inquiétantes, notamment dans les secteurs des transports et du bâtiment, et nécessitent une mobilisation plus forte de tous.

1.6.4. Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)

Le plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA) a été introduit par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 et précisé par le décret 98-362 du 6 mai 1998. Il consiste à fixer les orientations à moyen et long terme permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique afin d'atteindre les objectifs de la qualité de l'air définis dans ce même plan.

Le PRQA d'Ile-de-France, approuvé le 31 mai 2000, fixe comme priorités :

- Le développement des transports en commun afin de permettre d'accroître la diminution déjà prévue des émissions liées au trafic. Ces orientations et leurs liens avec l'urbanisme ou les politiques de stationnement sont déclinés dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF).
- Favoriser la maîtrise de l'énergie et le recours aux sources d'énergies renouvelables dans l'habitat et les activités.

1.6.5. Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

Le Plan de Protection de l'Atmosphère est mis en place pour les agglomérations de plus de 225 000 habitants. Il doit permettre de ramener les niveaux de concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites, au sein de l'agglomération.

La révision du PPA francilien de 2006 a été approuvée en mars 2013. Il couvre l'ensemble de la région et contient neuf mesures réglementaires.

1.6.6. Le Plan Climat - Energie territorial des Yvelines

20 % de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) d'ici à 2020 et adaptation du territoire aux changements climatiques : tel est le double objectif du plan.

Depuis plusieurs années, le conseil départemental des Yvelines a entrepris une démarche ambitieuse en matière d'environnement à travers sa politique « Eco-département ».

La réalisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre et le Plan Climat Energie territorial s'inscrivent directement dans cette politique

Le bilan du conseil départemental se divise en deux parties :

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement du conseil départemental, dont les 2/3 sont imputables au fonctionnement des collèges. Ce bilan représente 1 % des émissions du territoire yvelinois.

En complément, un bilan des émissions de gaz à effet de serre liées aux principales activités sur le territoire yvelinois, représentant 1,5 % des émissions françaises.

Les émissions de gaz à effet de serre des Yvelines représentent 7,6 millions de tonnes équivalentes CO₂ par an, soit environ 1,5 % des émissions annuelles françaises. Ces émissions proviennent à 44 % des transports (voyageurs et marchandises), à 37 % des bâtiments (résidentiels et tertiaires), à 15 % de l'industrie et à 2 % de l'agriculture.

Le conseil départemental a également réalisé un bilan des émissions liées à son propre fonctionnement. Il émet ainsi chaque année 75 000 tonnes équivalent CO₂, soit environ 1 % des émissions totales du territoire yvelinois. Les émissions du conseil départemental se répartissent principalement entre les bâtiments (34 %), les déplacements (27 %) et la restauration (24 %).

1.6.7. Le Schéma Régional du Climat Air et Energie (SRCAE)

Le SRCAE doit permettre de garantir la performance des politiques publiques au regard de leur impact sur l'énergie, le climat et l'air, et plus largement, sur l'environnement. Pour cela, elle doit être à la fois ambitieuse et cohérente avec les finalités du développement durable.

C'est ainsi que la stratégie régionale s'organise autour :

- D'orientations sectorielles avec des objectifs quantifiés mesurables. Elles concernent tous les domaines prioritaires d'actions visant à une plus grande sobriété et une plus grande efficacité, que ce soit dans le domaine de l'aménagement (bâtiments, transports, urbanisme), dans les différents secteurs d'activité, et de développement des énergies renouvelables, en cohérence avec les potentialités, mais aussi avec les contraintes des territoires (réseaux de chaleur, biomasse, géothermie, éolien...),
- D'orientations transversales qui concernent l'ensemble des secteurs, par exemple, l'adaptation aux conséquences du changement climatique, la qualité de l'air, les modes de consommation durable ou encore la maîtrise des consommations électriques,
- D'orientations structurantes (mise en œuvre et suivi) qui fondent la stratégie d'action territoriale sur des principes de gouvernance collégiale, de changement de comportements et de mise en place de mesures et d'outils pour une région moins consommatrice d'énergie.

Le SRCAE contient des objectifs chiffrés spécifiques à chaque secteur pour atteindre les objectifs du 3x20 et positionner la région dans une dynamique d'atteinte du Facteur 4. Les principaux objectifs du SRCAE à 2020 sont les suivants :

Bâtiments

- Améliorer la qualité des rénovations pour atteindre 25 % de réhabilitations de type BBC (Bâtiment Basse Consommation),
- Réhabiliter 125 000 logements par an soit une multiplication par 3 du rythme actuel,
- Réhabiliter 7 millions de mètres carré de surfaces tertiaires par an soit une multiplication par 2 du rythme actuel,

- Raccorder 450 000 logements supplémentaires au chauffage urbain (soit + 40 % par rapport à aujourd'hui),
- Réduire progressivement le fioul, le GPL et le charbon avec une mise en place de solutions alternatives performantes pour les énergies de chauffage,
- Réduire de 5 % les consommations énergétiques par des comportements plus sobres.

Energies renouvelables et de récupération

- Augmenter de 30 % à 50 % la part de la chaleur distribuée par les réseaux de chaleur à partir d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) : usine d'incinération d'ordures ménagères, géothermie, biomasse...,
- Augmenter la production par pompes à chaleur de 50 %,
- Multiplier par 7 la production de biogaz valorisé sous forme de chaleur, d'électricité ou par injection directe sur le réseau gaz de ville,
- Installer 100 à 180 éoliennes,
- Equiper 10 % des logements existants en solaire thermique,
- Passer de 15 à 520 MWe pour le solaire photovoltaïque,
- Stabiliser les consommations de bois individuelles grâce à l'utilisation d'équipements plus performants,
- Stabiliser la production d'agrocarburants.

Transports

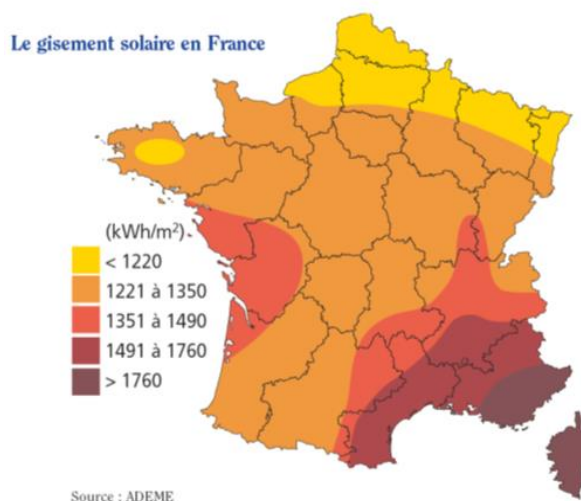
- Réduire de 2 % les trajets en voiture particulière et en deux-roues motorisés,
- Augmenter de 20 % les trajets en transports en commun,
- Augmenter de 10 % les trajets en modes de déplacement actifs (marche, vélo...),

Passer à 400 000 véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

1.7. LES RESSOURCES NATURELLES

1.7.1. Potentiel solaire

Le gisement solaire en région Ile-de-France est compris entre 1220 et 1350 kWh/m²/an.



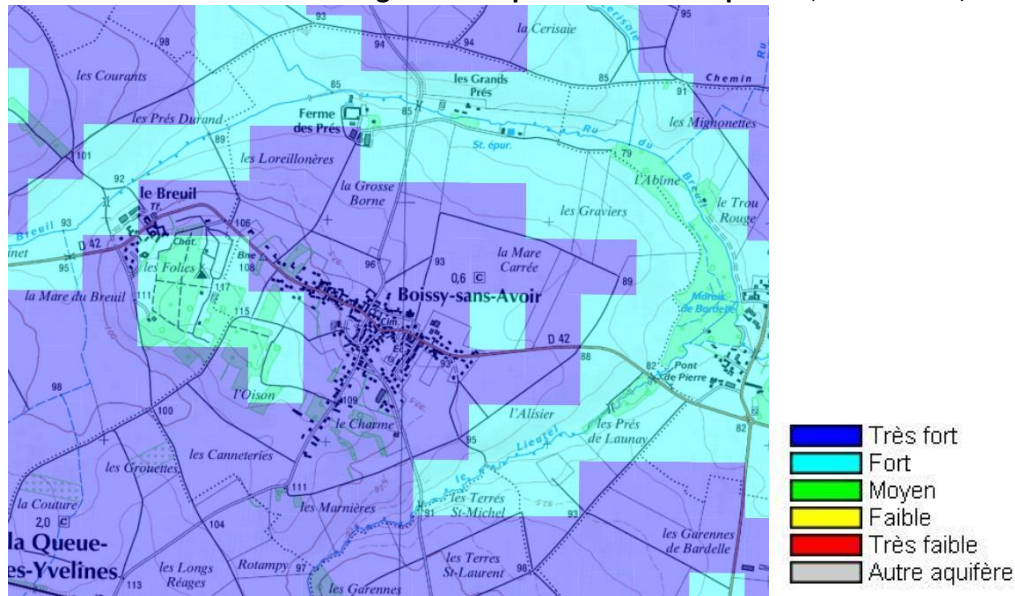
« L'Ile-de-France, première région française en terme de population, présente probablement le plus grand potentiel régional en matière de solaire avec 10 % du parc national de maisons individuelles et plus de 25 % des logements collectifs équipés de chauffage central. », selon l'Arene IdF.

1.7.2. Géothermie

La géothermie est une énergie qui consiste à se servir de la chaleur produite par les sous-sols de la Terre qui joue le rôle de chaudière naturelle.

La commune de Boissy-sans-Avoir dispose d'un potentiel géothermique exploitable des aquifères non négligeable. L'entièreté du village (centre urbain de la commune) possède un potentiel géothermique très fort, soit le niveau de potentiel répertorié le plus élevé.

Potentiel géothermique du meilleur aquifère (Source : BRGM)



Cette ressource est majoritairement utilisée dans les grandes entités urbaines pour le chauffage urbain. A Boissy-sans-Avoir, où la maison particulière tient une place prédominante, cette énergie renouvelable pourrait être utilisée pour le chauffage par les particuliers désireux d'agir en faveur de l'environnement, suivant la profondeur de la source et donc le coût de mise en œuvre.

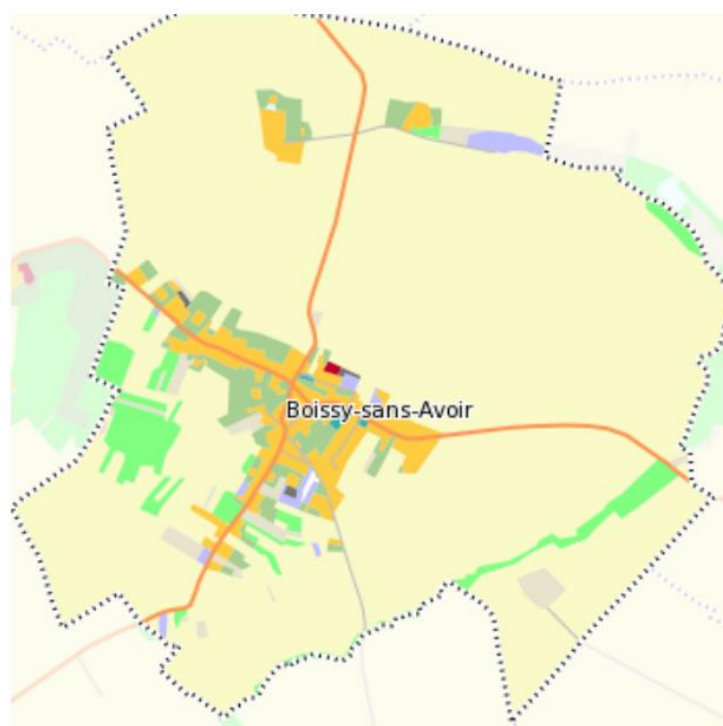
2. PATRIMOINE NATUREL

2.1. Grand paysage naturel

La commune de Boissy-sans-Avoir se caractérise par son caractère rural. Son territoire est en effet occupé à **84% par des zones agricoles** consacrées essentiellement à la grande culture céréalière et de colza, à 4% par des secteurs boisés et à 3,5% par des espaces ouverts artificialisés.

Les secteurs urbanisés, correspondant essentiellement à de l'habitat individuel, représentent environ 5,4% du territoire. La densité végétale des jardins privés participent également au caractère paysager de la commune.

Mode d'occupation (source : IAURIF 2012)



Occupation du sol en hectares		Espaces ouverts artificialisés	
1	Forêts	6	Habitat individuel
2	Milieux semi-naturels	7	Habitat collectif
3	Espaces agricoles	8	Activités
4	Eau	9	Equipements
Espaces agricoles, forestiers et naturels		10	Transports
5	Espaces ouverts artificialisés	11	Carrières, décharges et chantiers

La commune de Boissy-sans-Avoir se caractérise donc par de vastes étendues agricoles qui appartiennent à la plaine de Neauphle, ponctuées de quelques boisements.

Les espaces agricoles et boisés constituent de véritables continuités biologiques dont la protection sera assurée.

2.2. Espaces boisés

La surface boisée de la commune de Boissy-sans-Avoir représente environ **4% de sa superficie totale**. Ces espaces boisés sont majoritairement présents au Sud-ouest de la commune. Les massifs les plus importants s'insèrent dans le paysage agricole et sont donc peu en contact avec le tissu résidentiel. Ils sont essentiellement composés de taillis. Le massif le plus important de la commune s'étend sur plus de 5 hectares d'un seul tenant.

Ponctuellement, quelques petits espaces boisés sont présents au sein même du tissu villageois.

On retrouve aussi un patrimoine végétal intéressant le long des rues du Lieutel et du Breuil.

Principaux espaces boisés de la commune de Boissy-sans-Avoir



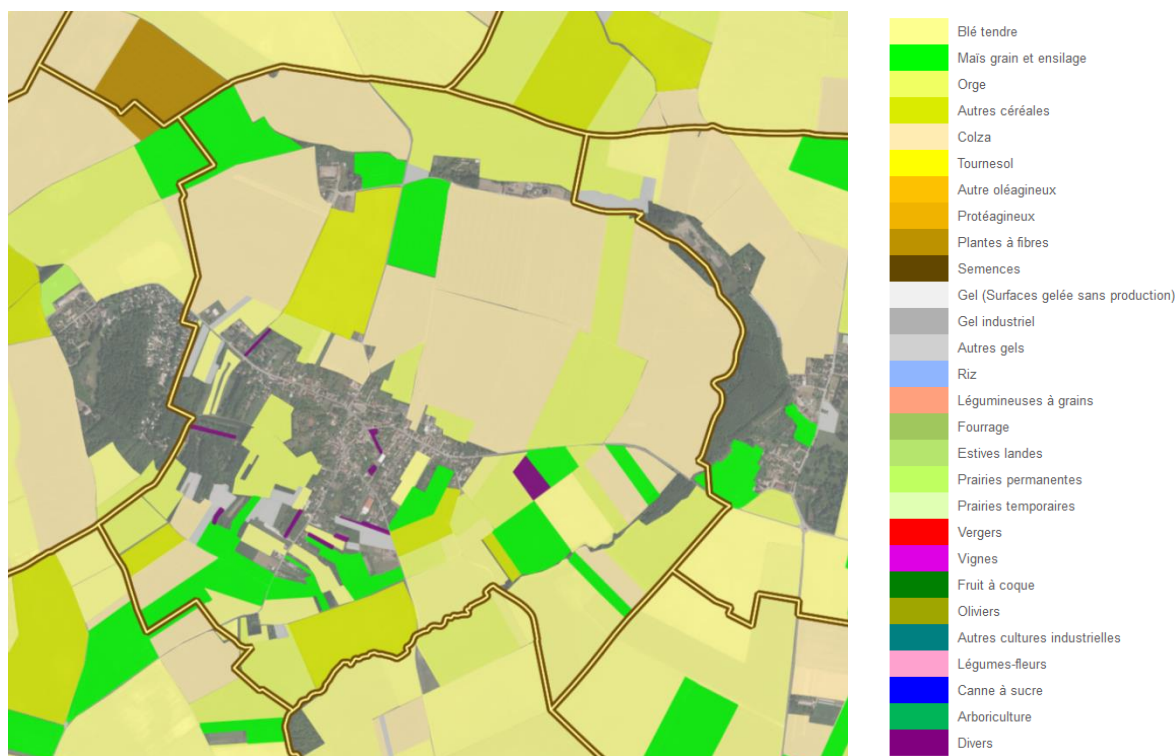
2.3. Espaces agricoles

Les espaces agricoles à Boissy-sans-Avoir couvrent selon l'IAURIF environ 342,55 hectares, ce qui représente 84% de la superficie de la communale. Ces surfaces sont exploitées par 12 exploitants dont 4 ont leur siège d'exploitation sur la commune.

Comme le montre la carte des zones de cultures déclarées par les exploitants en 2012, sur la commune les cultures sont essentiellement céréalières au sud du bourg : blé, maïs, orge,... Ces cultures diversifiées constituent une mosaïque agricole intéressante en termes de paysage.

Au nord du village, de grands ilots de culture sont dédiés au colza.

Ilots de culture RPG 2012 (source : géoportail)



La carte ci-dessus met également en exergue les principales zones de contact entre l'écosystème urbain et l'agrosystème rural. Il s'agit d'écotones (zones de séparation entre deux écosystèmes), où les populations des différents milieux cohabitent.

Ces zones sont particulièrement sensibles à la fois d'un point de vue paysager et au regard des continuités écologiques. Sur la commune, la transition entre ces éco systèmes est bien traitée. Le tissu villageois se fond dans une végétation assez dense.

Vue du village depuis la route de l'Eglise, au cœur de la plaine agricole

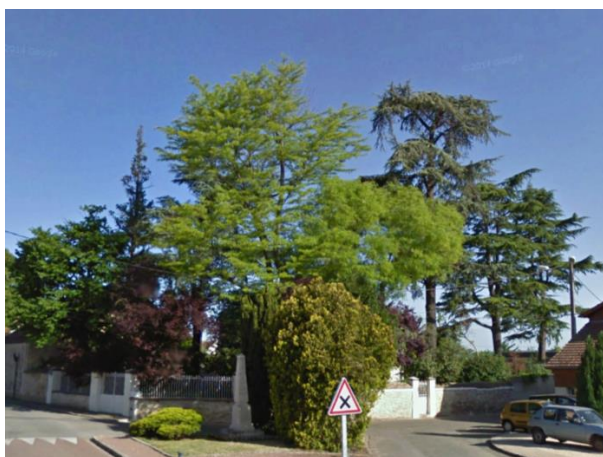


2.4. Les arbres remarquables

Des enquêtes de terrain ont permis de recenser des arbres et des ensembles paysagers remarquables, situés soit sur le domaine public, soit sur le domaine privé et visibles depuis la rue, contribuant à l'image paysagère de la commune.

Tous ces éléments pourraient faire l'objet d'une protection au titre de l'article L.151-23 du Code l'Urbanisme. Ce classement moins contraignant que les EBC permet que tous travaux ayant pour effet de les modifier ou les supprimer doivent faire l'objet d'une déclaration préalable en application de l'article R.421-23 h du Code de l'Urbanisme.

Arbres ou ensemble d'arbres remarquables (Source : Synthèse Architecture)





2.5. Trame verte et bleue et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

La trame verte et bleue est un réseau écologique, formé de continuités écologiques terrestres (composante verte) et aquatiques (composante bleue).

On peut la définir à l'aide du schéma suivant :

Trame Verte et Bleue

- = Réservoirs de biodiversité (zones vitales, riches en biodiversité, où les individus peuvent réaliser l'ensemble de leur cycle de vie) +
- = Corridors écologiques (voies de déplacements empruntées par la faune et la flore qui relient les réservoirs de biodiversité)
- = Ensemble de continuités écologiques (forestière, littorale, aquatique, bocagère, prairiale...)

« **Les réservoirs de biodiversité** sont des espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, menacée ou non menacée, est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos) et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante. Ce sont des espaces pouvant abriter des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent, ou susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations. »
(Source : Document cadre - Orientations nationales - version 2011)

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables aux déplacements nécessaires à l'accomplissement de leur cycle de vie. Ces lieux de passage d'un réservoir à l'autre peuvent s'appuyer sur les milieux de plus grand intérêt écologique, les milieux les plus faciles à traverser, des éléments du paysage utilisés par les espèces pour se déplacer à couvert, des éléments linéaires du paysage servant de guide, etc.

(Source : La Trame verte et bleue dans les Plans locaux d'urbanisme - Guide méthodologique, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Midi-Pyrénées, Juin 2012)

La Trame verte et bleue vise à la fois à conserver et à améliorer la fonctionnalité des milieux, à garantir la libre circulation des espèces et à adapter la biodiversité aux évolutions du climat. Elle trouve sa traduction en Île-de-France dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

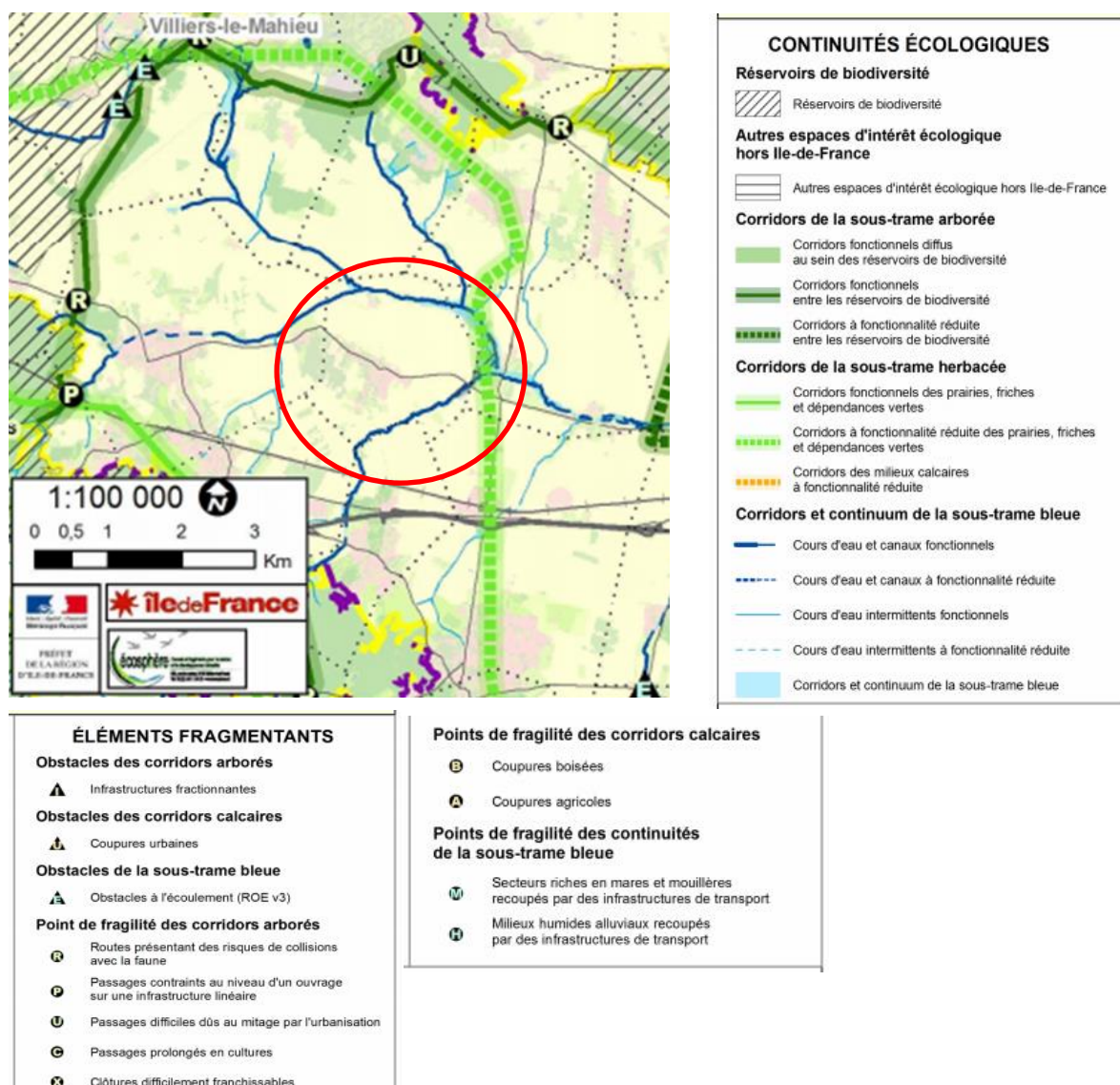
Fixé par les lois Grenelle I et II, ce document cadre régional est co-élaboré par l'Etat et le Conseil régional, en association avec un Comité Régional « Trames verte et bleue » et l'ensemble des partenaires régionaux concernés par le schéma et sa mise en œuvre.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la Région Ile de France a été approuvé par délibération CR 71-13 du Conseil Régional du 26 septembre 2013 et adopté par arrêté n° 2013294-0001 du préfet de la région Ile de France le 21 septembre 2013.

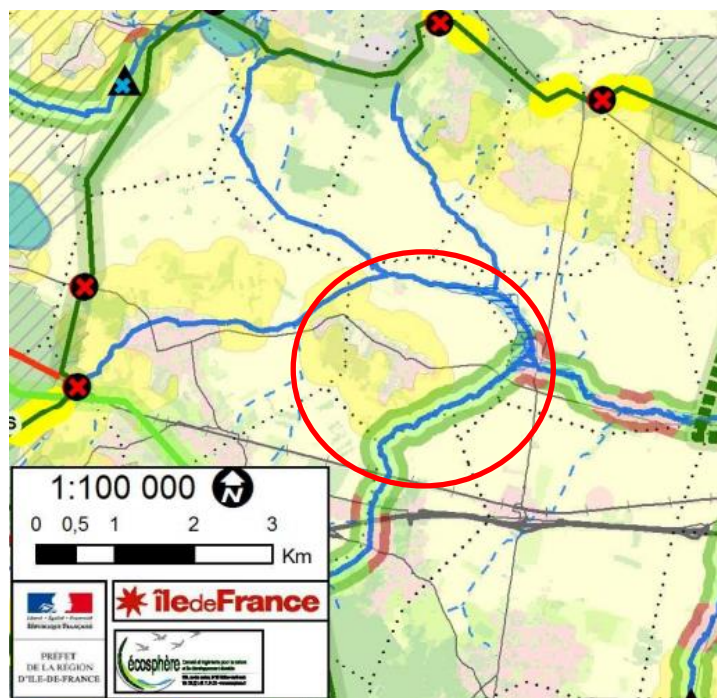
L'élaboration du SRCE a conduit à la cartographie des composantes et objectifs de la trame verte et bleue.

La carte des composantes de la trame verte et bleue du SRCE révèle les éléments suivants sur le territoire de Boissy-sans-Avoir :

- L'absence de réservoirs de biodiversité,
- Les ruisseaux du Lieutel, du Breuil et de la Coquerie, corridors de la sous-trame bleue,
- Un corridor fonctionnel de prairies, friches et dépendances vertes à proximité de la limite Est de la commune (sur le territoire de Vicq).



La carte des objectifs met en avant les objectifs de préservation et de restauration de la trame verte et bleue, en particulier la préservation et/ou la restauration des ruisseaux notamment du Lieutel et du Breuil et des corridors alluviaux et zones humides associées. La carte repère également la mosaïque agricole autour du village comme un élément d'intérêt majeur pour le fonctionnement des continuités écologiques.



CORRIDORS À PRÉSERVER OU RESTAURER

Principaux corridors à préserver

- Corridors de la sous-trame arborée
- Corridors de la sous-trame herbacée

Corridors alluviaux multitrames

- Le long des fleuves et rivières
- Le long des canaux

Principaux corridors à restaurer

- Corridors de la sous-trame arborée
- Corridors des milieux calcaires

Corridors alluviaux multitrames en contexte urbain

- Le long des fleuves et rivières
- Le long des canaux

Réseau hydrographique

- Cours d'eau à préserver et/ou à restaurer
- Autres cours d'eau intermittents à préserver et/ou à restaurer

Connexions multitrames

- Connexions entre les forêts et les corridors alluviaux
- Autres connexions multitrames

ÉLÉMENTS À PRÉSERVER

- Réservoirs de biodiversité
- Milieux humides

ÉLÉMENTS FRAGMENTANTS À TRAITER PRIORITAIREMENT

Obstacles et points de fragilité de la sous-trame arborée

- Coupures des réservoirs de biodiversité par les infrastructures majeures ou importantes
- Principaux obstacles
- Points de fragilité des corridors arborés

Obstacles et points de fragilité de la sous-trame bleue

- Cours d'eau souterrains susceptibles de faire l'objet d'opérations de réouverture
- Obstacles à traiter d'ici 2017 (L. 214-17 du code de l'environnement)
- Obstacles sur les cours d'eau
- Secteurs riches en mares et mouillères recoupés par des infrastructures de transport
- Milieux humides alluviaux recoupés par des infrastructures de transport

AUTRES ÉLÉMENTS D'INTÉRÊT MAJEUR pour le fonctionnement des continuités écologiques

- Secteurs de concentration de mares et mouillères
- Mosaïques agricoles
- Lisières agricoles des boisements de plus de 100 ha situés sur les principaux corridors arborés

2.5. Les protections du patrimoine paysager

2.5.1. Les documents ou protections existantes

2.5.1.1. Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN)

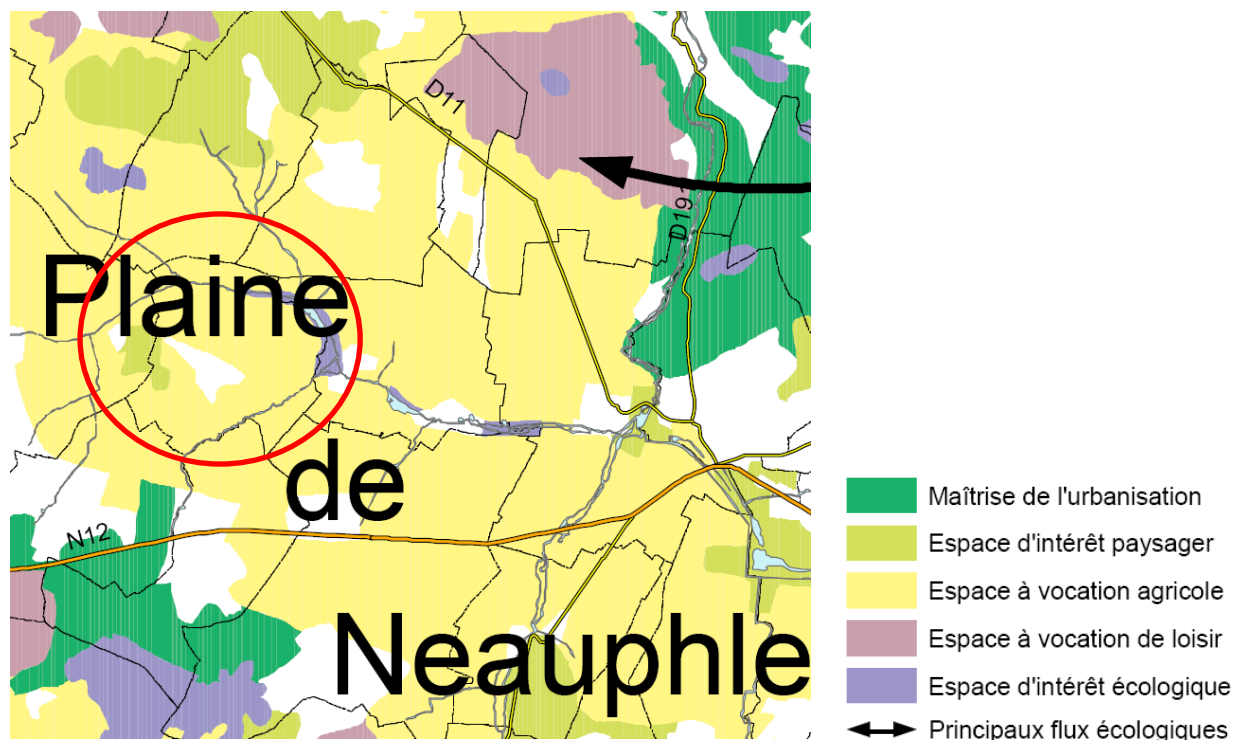
Pour favoriser le maintien de la qualité des paysages, qui affirme l'identité yvelinoise et pour organiser les trames paysagères, le département s'est doté d'un Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN).

Ce schéma est une carte du département où la fonction paysagère s'applique à l'ensemble des grands espaces ouverts forestiers, naturels ou agricoles et propose ainsi la protection d'un certain nombre de sites paysagers. Cette cartographie permet d'orienter les actions du conseil départemental en matière de paysages, d'identifier et de caractériser les paysages yvelinois et de définir des objectifs de qualité paysagère sur l'ensemble des paysages naturels du département.

Le Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN) des Yvelines, adopté en juin 1994 et modifié en avril 1999, préconise de prendre toutes dispositions utiles notamment réglementaires, visant à assurer la protection et la mise en valeur des espaces naturels par l'affirmation des secteurs stratégiques suivants sur le territoire de Boissy-sans-Avoir :

- ❖ Un espace à vocation agricole sur la quasi-totalité du territoire,
- ❖ Un petit espace d'intérêt paysager à l'Ouest de la commune commun à la commune de Garancière,
- ❖ Un espace d'intérêt écologique autour du ru du Breuil au Nord-est de la commune et le long du ru du Lieutel.

Carte des secteurs stratégiques du SDEN



2.5.1.2. Z.N.I.E.F.F. (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique)

Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Il existe deux types de ZNIEFF.

- les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ; - les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

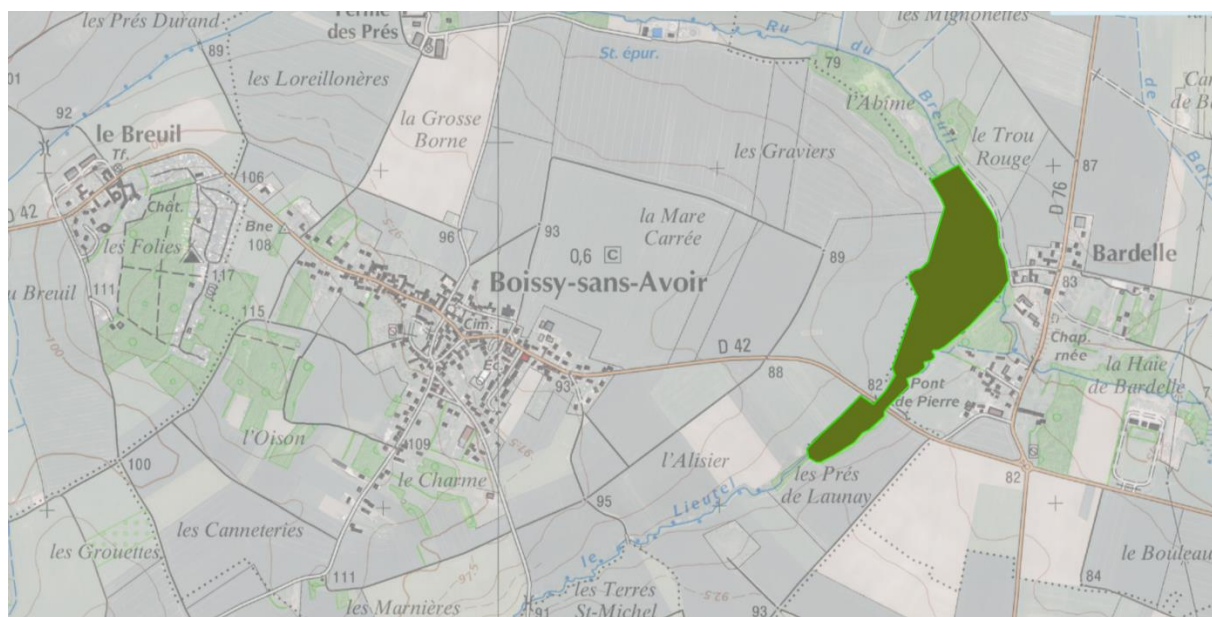
L'inventaire ZNIEFF concerne progressivement l'ensemble du territoire français (Métropole, près de 15 000 zones : 12 915 de type I et 1 921 de type II, Outre-Mer, milieu terrestre et marin).

Une modernisation nationale (mise à jour et harmonisation de la méthode de réalisation de cet inventaire) a été lancée en 1996 afin d'améliorer l'état des connaissances, d'homogénéiser les critères d'identification des ZNIEFF et de faciliter la diffusion de leur contenu.

Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, création d'espaces protégés, élaboration de schémas départementaux de carrière....).

Il est à noter que **Le marais de Bardelle**, présent sur la commune de Vicq mais directement frontalier à celle de Boissy-sans-Avoir est protégé par la Z.N.I.E.F.F. de type I n° 110020342.

Localisation de la ZNIEFF Le marais de Bardelle



Cette zone protégée s'étend sur environ 13 hectares. Elle se compose d'une zone humide en partie alimentée par des résurgences. Ces eaux acides oligotrophes déterminent le développement d'aunaies marécageuses caractérisées par la présence de trois espèces protégées : le Piment royal, l'Osmonde royale et la Fougère des marais.

Cette zone est menacée par l'eutrophisation consécutive aux traitements des cultures périphériques.

2.5.1.3. Les autres protections supra-communales

La commune de Boissy-sans-Avoir n'est pas concernée par :

- le « classement forêt de protection » de la forêt de Rambouillet,
- le principe d'inconstructibilité des lisières forestières au droit de la forêt,
- le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse,
- un site classé ou un site inscrit,
- un site Natura 2000,
- un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB),
- une Réserve Naturelle Nationale (RNN),
- une Réserve Naturelle Régionale (RNV),
- une Réserve Naturelle de Chasse et Faune Sauvage (RNCFS),
- une Zone Importante de Conservation des Oiseaux (ZICO),
- une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP).

2.6. Evolution des espaces naturels, forestiers et agricoles au cours des dernières années

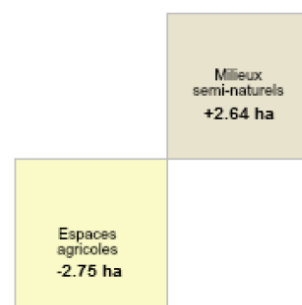
La commune de Boissy-sans-Avoir reste très largement composée d'espaces agricoles, naturels et forestiers. La préservation de ces espaces est un enjeu majeur pour la commune.

Au cours des dernières années, le développement de la commune s'est majoritairement fait par comblement des dents creuses au sein du tissu villageois et parfois par des constructions en second rang. Ainsi selon l'IAURIF, entre 2008 et 2012, les nouvelles constructions ont accru les espaces construits artificialisés de 1.07 hectares, essentiellement par consommation des espaces ouverts artificialisés (-0.87 hectares).

L'analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2008 et 2012 révèle une très faible consommation de ces espaces : 0.20 hectares en 4 ans. Il est à noter cependant la transformation d'environ 2.7 hectares d'espace agricoles en espaces semi-naturels.

Evolution du mode d'occupation des sols entre 2008 et 2012 (source : IAURIF)

Occupation du sol en hectares	Surface 2008	Disparition	Apparition	Surface 2012	Bilan	2008-2012 : principales mutations
1 Forêts	16,90	-0,10	0,00	16,80	-0,10	
2 Milieux semi-naturels	4,40	-0,48	3,12	7,05	2,64	
3 Espaces agricoles	345,29	-3,41	0,66	342,55	-2,75	
4 Eau	0,06	0,00	0,00	0,06	0,00	
Espaces agricoles, forestiers et naturels	366,66	-1,34	1,14	366,45	-0,20	
5 Espaces ouverts artificialisés	15,01	-0,87	0,00	14,15	-0,87	
Espaces ouverts artificialisés	15,01	-0,87	0,00	14,15	-0,87	
6 Habitat individuel	22,14	-0,09	0,27	22,32	0,18	
7 Habitat collectif	0,00	0,00	0,18	0,18	0,18	
8 Activités	2,94	-0,49	0,83	3,28	0,34	
9 Equipements	0,49	0,00	0,00	0,49	0,00	
10 Transports	0,18	0,00	0,00	0,18	0,00	
11 Carrières, décharges et chantiers	0,00	0,00	0,38	0,38	0,38	
Espaces construits artificialisés	25,75	-0,45	1,52	26,82	1,07	
Total	407,42	-2,66	2,66	407,42	0	



L'analyse des constructions réalisées entre début 2013 et début 2016 montrent que les espaces d'habitat ont progressé d'environ 6000 m² depuis le recensement IAURIF, par consommation essentiellement d'espace ouverts artificialisés et marginalement d'espaces agricoles.

Ainsi entre 2008 et 2016, 0,24 hectare d'espaces ouverts, naturels, agricoles ou forestiers ont été consommés par an pour accueillir du logement.

2.6. Le traitement des entrées communales



Entrée Est depuis Vicq – RD42



L'entrée Est est marquée par le paysage de la région. Des bois, dont le marais de Bardelle, masquent l'horizon. Ils laissent entrevoir un traitement paysager des franges agricoles au contact de l'espace boisé préservé autour du ru du Lieutel.

Entrée Ouest depuis Garancières – RD42

L'entrée Ouest, bien qu'inscrite dans le cadre agricole de la commune, est marquée par le tissu pavillonnaire diffus de la périphérie. Les haies et jardins paysagers des propriétés encadrent le champ visuel.



Entrée Sud-Est depuis Galluis – Rue du Lieutel

L'entrée Sud-est témoigne l'identité agricole de la commune. Les premières maisons du village sont visibles dans la continuité directe du tissu agricole. Les clôtures sont végétalisées assurant ainsi une transition douce entre espace naturel et tissu résidentiel.



Entrée Sud- Ouest depuis la Queue-lez-Yvelines – Rue des Moulins

L'entrée Sud-Ouest est empreinte de l'ambiance agricole de la commune. Quelques bois éparses sont visibles au loin dans le paysage.



Entrée Nord depuis Antouillet – Route de Boissy-sans-Avoir

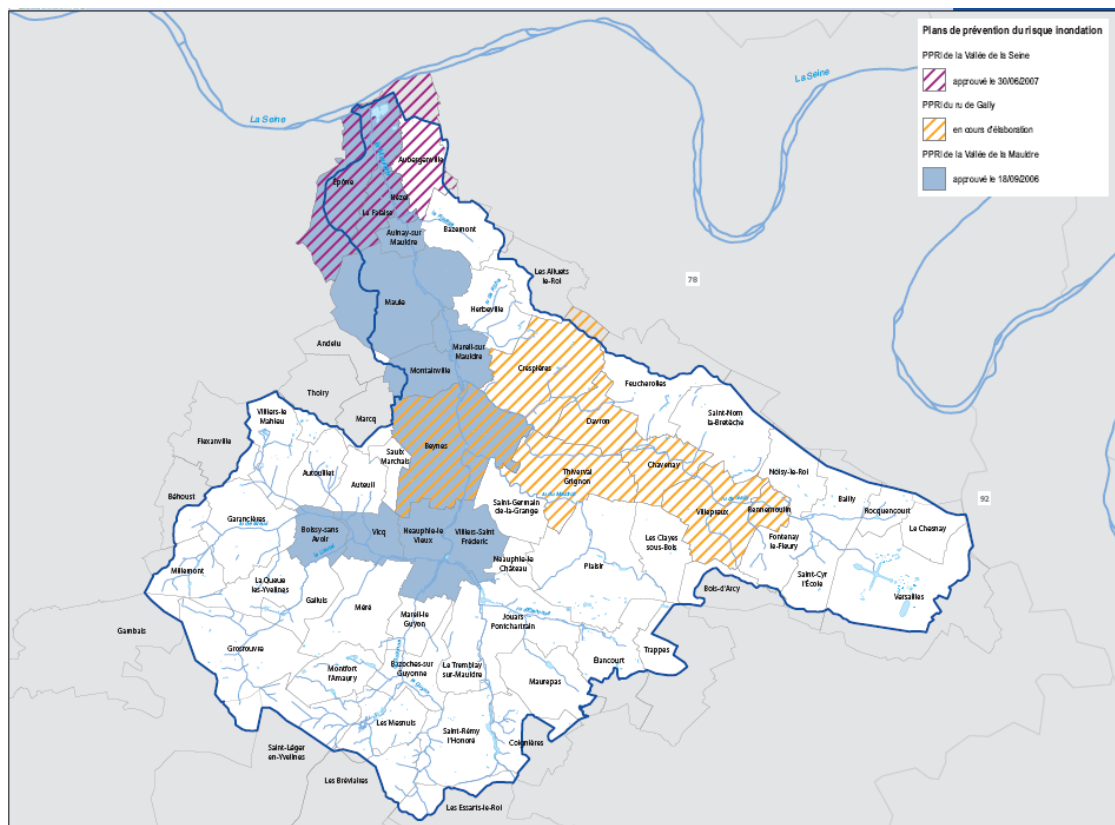
L'entrée Nord est résolument marquée par le cadre agricole de la commune. Les quelques arbres le long du ru du Breuil sont visibles à l'horizon.



- Eviter les variations localisées d'humidité et éloigner les arbres : en évitant les infiltrations d'eaux pluviales à proximité des fondations ; en assurant l'étanchéité des canalisations enterrées, en évitant les pompes à usage domestique, en envisageant la mise en place d'un dispositif assurant l'étanchéité autour des fondations, en évitant de planter des arbres avides d'eau à proximité de l'habitation ou prévoir la mise en place d'écrans anti-racines, en procédant à un élagage régulier des plantations existantes, en attendant le retour à l'équilibre hydrique du sol avant de construire sur un terrain récemment défriché.

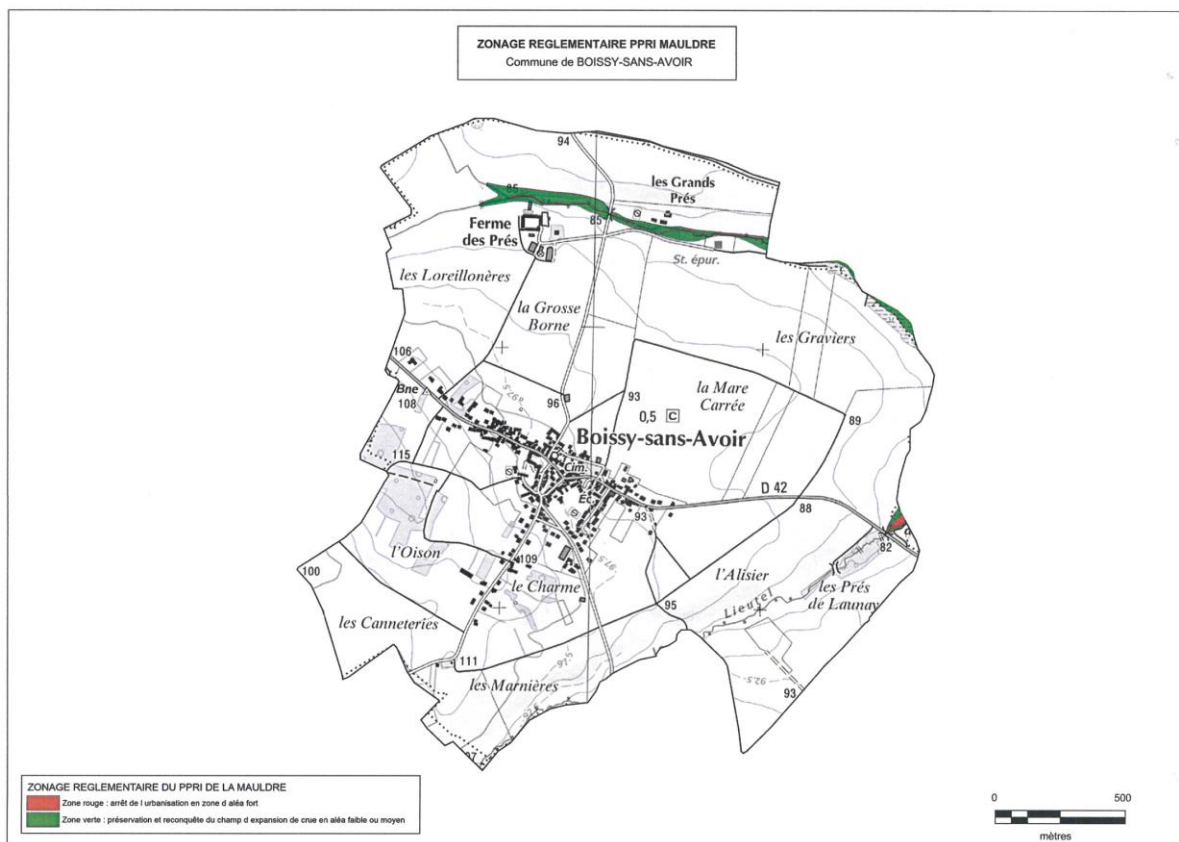
La commune de Boissy-sans-Avoir est l'une des douze communes concernées par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du bassin de la Mauldre, approuvé le 18 juin 2006.

Plans de prévention du risque inondation (source : SAGE de la Mauldre)



Le PPRI vaut Servitude d'Utilité Publique en application de l'article L.562-4 du Code de l'environnement. Il est annexé aux plans d'occupation des sols ou aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

PPRI Boissy-sans-Avoir, 2006



La commune de Boissy-sans-Avoir est concernée réglementairement par la **zone verte**. Elle recouvre des secteurs inondables essentiellement non bâtis ou au bâti dispersé. Les objectifs de cette zone reposent sur la préservation et la reconquête du champ d'expansion de crue de la Mauldre.

Ce zonage contraint l'urbanisation :

- **Les nouvelles constructions** sont interdites en zone verte pour préserver le champ d'expansion de crue et le fonctionnement hydraulique de la rivière.
- **Les extensions des constructions existantes** sont interdites en zone verte.
- **Les démolitions-reconstructions** suite à un sinistre sont autorisées (sans augmentation de l'emprise au sol) dans les zones vertes à condition que le premier plancher du nouveau bâtiment soit à une cote supérieure à la cote de la crue de référence plus 0,20 m.
- **Le changement de destination** de surfaces de planchers existants à destination de nouvelles habitations (hors extensions d'un logement existant), à l'hébergement hôtelier et aux établissements sanitaires ou médicosociaux de type ERP sont interdits en zone verte.

Une petite partie du territoire à l'Est est également concernée par une zone réglementaire rouge.

3.1.3. Zones humides et milieux aquatiques

La commune de Boissy-sans-Avoir est concernée par des zones humides, globalement localisées au niveau des rus.

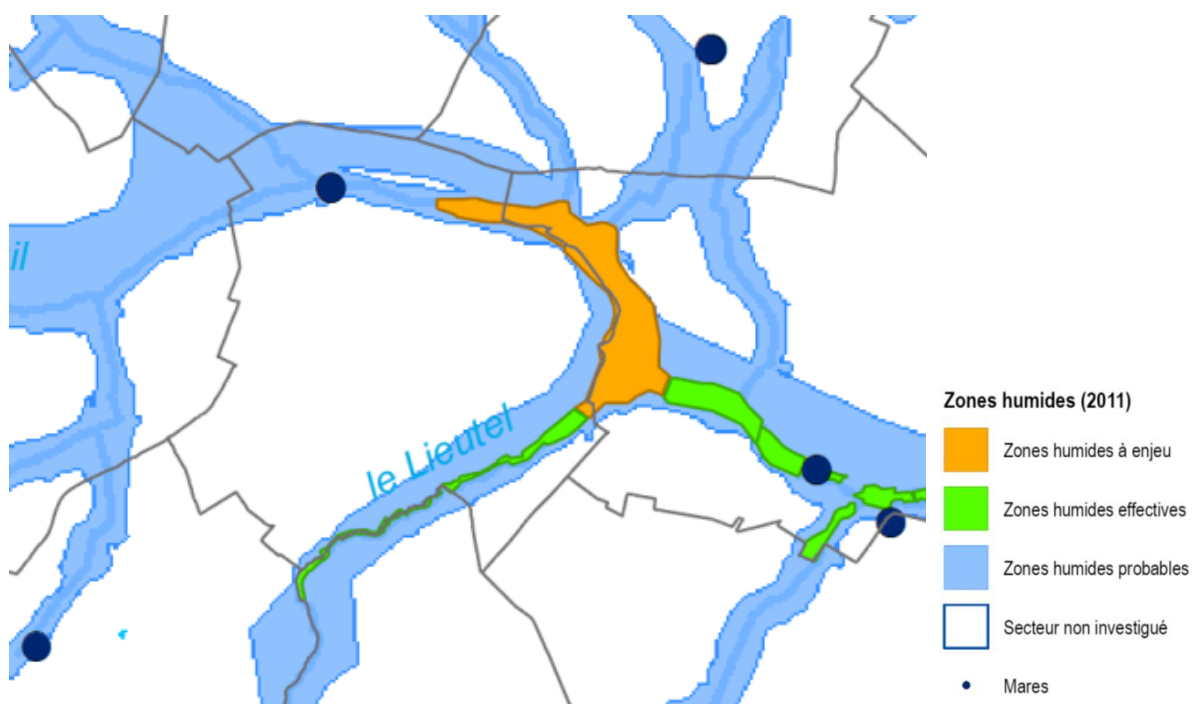
Au titre du SAGE, il est recommandé de classer les zones humides et milieux aquatiques identifiés en zones naturelles afin d'éviter leur dégradation voire leur disparition. Ainsi, les projets impactant les zones humides peuvent se voir interdits, ou exiger des mesures réductives ou compensatoires qui nécessitent des réserves foncières.

Dans le cadre de la révision du SAGE de la Mauldre, l'EPTB Mauldre-COBAMA a réalisé en 2011 un inventaire non exhaustif et une caractérisation des zones humides. L'analyse des enjeux des zones humides a permis de distinguer les « zones humides effectives » des « zones humides effectives à enjeu » pour l'application du règlement.

Les secteurs de fond de vallée du territoire communal sont concernés par l'enveloppe zones humides de classe 3. Ce zonage (classe 3) correspond à des secteurs pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence de zones humides, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser.

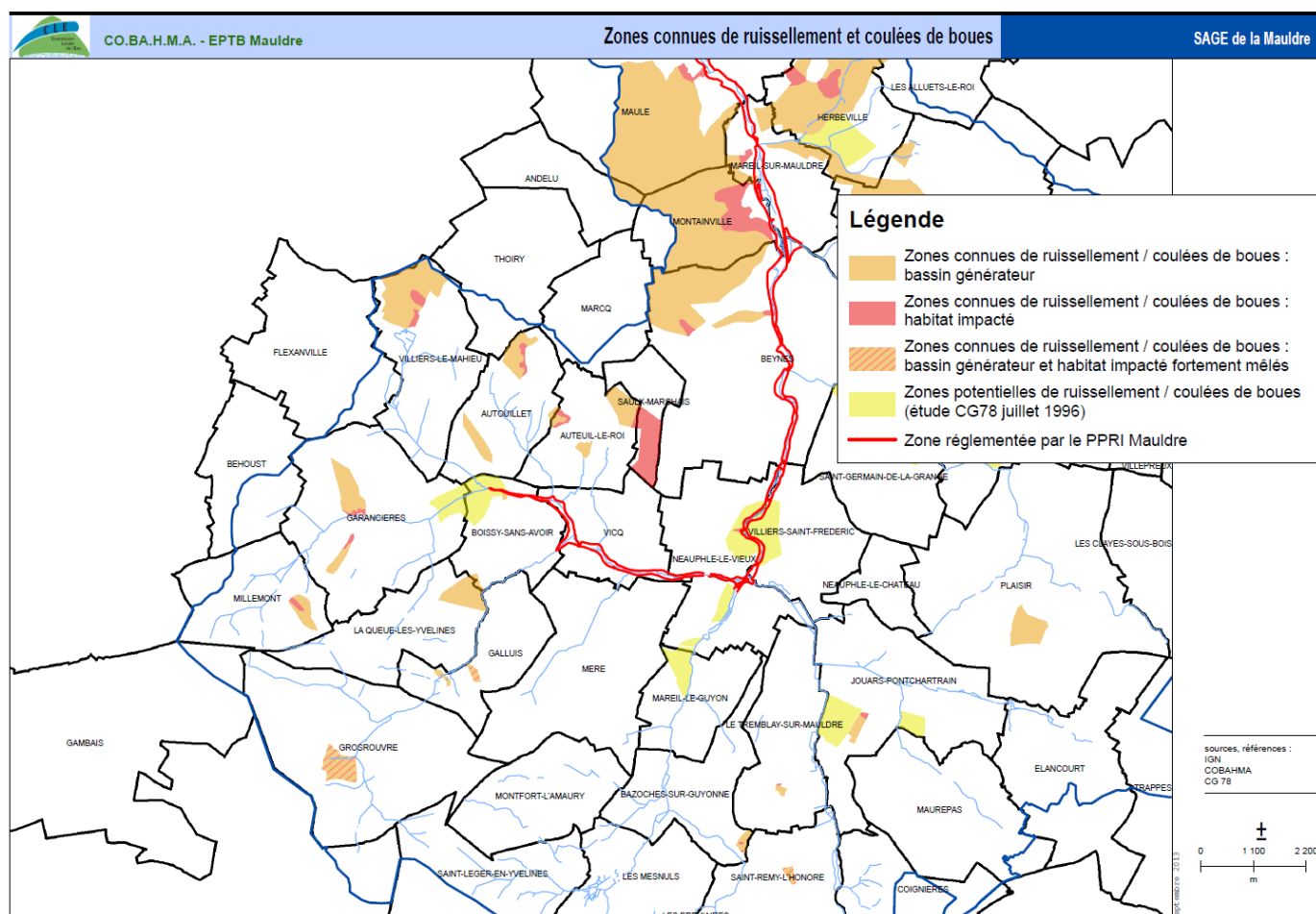
Les « zones humides effectives à enjeu » sont soumises à l'article 2 du règlement du SAGE.

Extrait du SAGE de la Mauldre, recensement des zones humides été 2011 (Source : gesteau.eaufrance.fr)



3.1.4. Zones de ruissellement et coulées de boues

La carte ci-dessous montre que la partie Nord-Ouest de la commune de Boissy-sans-Avoir pourrait être concernée par des zones potentielles de ruissellement/coulées de boue.



3.1.5. Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)

C'est un document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie, initié par une Directive européenne, dite « Directive Inondation » dont les objectifs ont été repris dans la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle II).

Cette politique repose sur plusieurs niveaux :

- au niveau national :

La stratégie nationale de gestion des risques d'inondation approuvée en octobre 2014

- au niveau du bassin Seine-Normandie :

1. l'évaluation préliminaire du risque d'inondation (EPRI) : diagnostic qui éclaire sur les enjeux des risques passés, actuels et futurs - élaborée en 2011
2. l'identification de territoires à risques importants d'inondation (TRI) - réalisée en 2012
3. la cartographie des surfaces inondables et des risques à l'échelle de ces TRI – réalisée de 2013 à 2014
4. le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) – adoption en décembre 2015 au niveau intercommunal : les Stratégies Locales de gestion des risques d'inondation déclinent les objectifs du PGRI pour réduire les impacts des inondations sur les territoires à risques importants d'inondation.

- au niveau intercommunal :

Les Stratégies Locales de gestion des risques d'inondation déclinent les objectifs du PGRI pour réduire les impacts des inondations sur les territoires à risques importants d'inondation.

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2016-2021 du bassin Seine Normandie a été arrêté le 7 décembre 2015 par le préfet coordonnateur du bassin. Son application est entrée en vigueur le 23 décembre 2015 au lendemain de sa date de publication au Journal Officiel.

Il fixe pour six ans les 4 grands objectifs à atteindre sur le bassin Seine-Normandie pour réduire les conséquences des inondations sur la vie et la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie. Les 63 dispositions associées sont autant d'actions pour l'État et les autres acteurs du territoire : élus, associations, syndicats de bassin versant, établissements publics, socio-professionnels, aménageurs, assureurs,....

3.1.6. Cavités souterraines

La commune est concernée par la présence de cavités souterraines.

Dans ces zones, l'inspection générale des carrières peut être consultée sur les projets d'aménagement ou les demandes d'autorisation d'urbanisme.

Périmètre de risque lié à la présence de cavités souterraines (source : *Inspection générale des carrières*)



3.1.7. Autres risques

D'après le site « prim.net », la commune de Boissy-sans-Avoir a fait l'objet des arrêtés de catastrophe naturelle suivants :

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/05/1989	31/12/1992	06/09/1993	19/09/1993
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/1993	31/12/1996	08/07/1997	19/07/1997
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2009	30/09/2009	13/12/2010	13/01/2011
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2011	30/06/2011	11/07/2012	17/07/2012

3.2. Les risques technologiques

3.2.1. Lutte contre le saturnisme

L'ensemble du département des Yvelines a été défini comme zone à risque d'exposition au plomb par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000.

Le décret du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme impose la réalisation d'un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) en cas de vente de tout ou partie d'immeuble à usage d'habitation construit avant le 1^{er} janvier 1949, sur tout le territoire français.

3.2.2. Les risques liés à l'amiante

La protection de la population contre les risques liés à l'amiante au titre de l'article L. 1334-7 du code de Santé Publique et son décret d'application n°2002-839 du 3 mai 2002 impose aux bâtiments dont le permis de construire est antérieur au 1^{er} juillet 1997 de faire l'objet d'un constat de présence ou d'absence d'amiante.

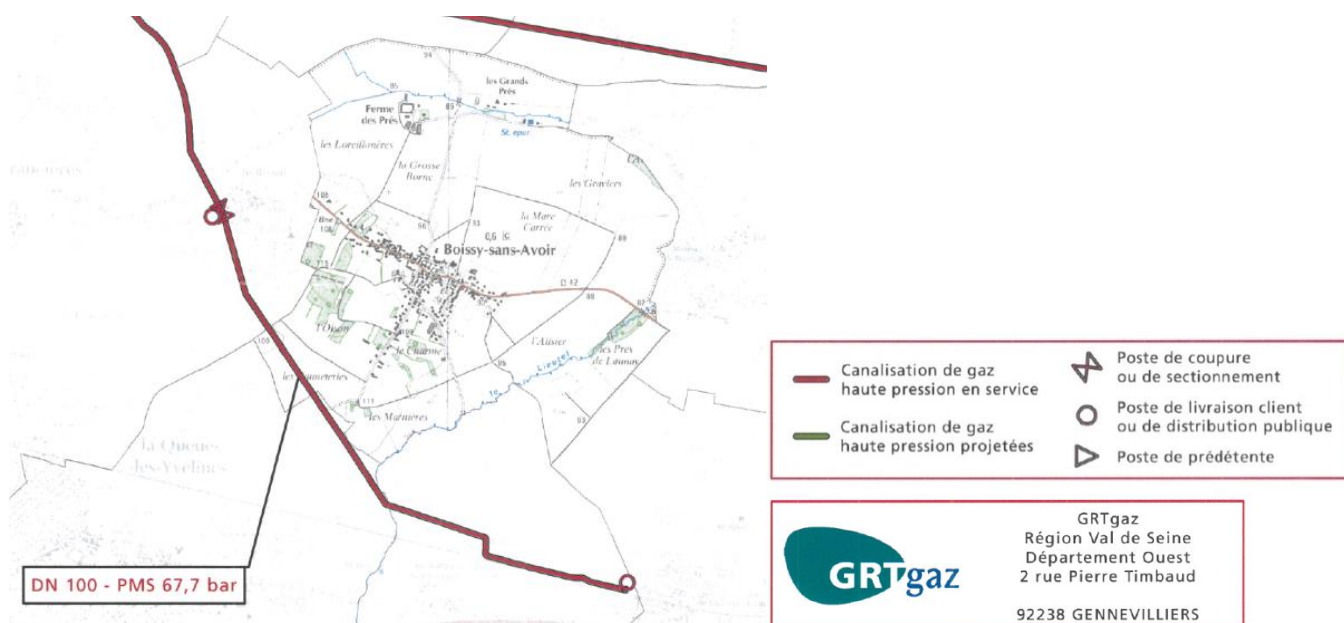
3.2.3. La pollution des sols

Les inventaires BASIAS (Banque de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Services), ne répertorient pas d'anciens sites industriels et activités de services sur la commune de Boissy-sans-Avoir.

La base de données BASOL (base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif ne recense aucun site pollué sur la commune de Boissy-sans-Avoir.

3.2.4. Le transport de matières dangereuses

La commune est traversée par une canalisation de gaz haute pression.



La commune est également concernée par la Pipeline Ø 500 ELF ANTAR France LE HAVRE-NANGIS, transportant des hydrocarbures liquides à haute pression.

3.3. Les nuisances acoustiques

D'après la carte de Bruitparif, il n'y a pas de nuisances acoustiques notables sur la commune de Boissy-sans-Avoir.

4. DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX, SERVITUDES ET CONTRAINTES

4.1. Le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF)

Le Schéma Directeur de la Région Île-de-France constitue un document d'orientations générales qui a pour principal objectif, dans le cadre d'une croissance maîtrisée de l'Île-de-France, de rééquilibrer l'espace régional.

Le SDRIF approuvé du 26 avril 1994 a fait l'objet d'une révision et un nouveau SDRIF a été approuvé par l'Etat par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013.

La révision du SDRIF a été structurée autour de l'intégration des projets Grand Paris Express, de la modification des objectifs de construction annuelle de logements en les passant de 60 000 à 70 000, de l'intégration des différents documents et plans "Grenelle" adoptés depuis 2008 (Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), Plan Climat,...) et enfin de la prise en compte des projets déjà achevés ou lancés.

Ce schéma détermine notamment la destination générale des différentes parties du territoire, les moyens de protection et de mise en valeur de l'environnement, la localisation des grandes infrastructures de transport et des grands équipements. Il détermine également la localisation préférentielle des extensions urbaines, ainsi que des activités industrielles, artisanales, agricoles, forestières et touristiques.»

Cette approche spatiale de l'aménagement s'inscrit dans une approche plus stratégique du développement francilien.

La base de réflexion spatiale a également évolué : la notion de bassin de vie prend de l'importance apportant une vision multipolaire de la Région.

14 Territoires d'Intérêt Métropolitain (TIM) sont ainsi définis et chacun fait l'objet d'un chapitre spécifique au SDRIF.

Trois enjeux prioritaires irriguent le texte :

- La métropole connectée (transports, numérique, réseau logistique),
- Polarisation et Equilibres (densification, maîtrise de l'étalement urbain, présence des services publics sur tout le territoire y compris rural,...),
- Valorisation et préservation (environnement, biodiversité, trame verte et bleue, agriculture, ressources énergétique, patrimoine naturel et culturel).

Sur la commune de Boissy-sans-Avoir, la carte de destination générale du SDRIF fait apparaître la préservation et la valorisation des espaces agricoles.

Cette carte montre également :

- que la partie agglomérée du village apparaît en « espace urbanisé à optimiser ». Les orientations sur ce secteur sont en matière de logements une augmentation de l'ordre de 10% de la densité moyenne des espaces d'habitat à l'échelle communale.



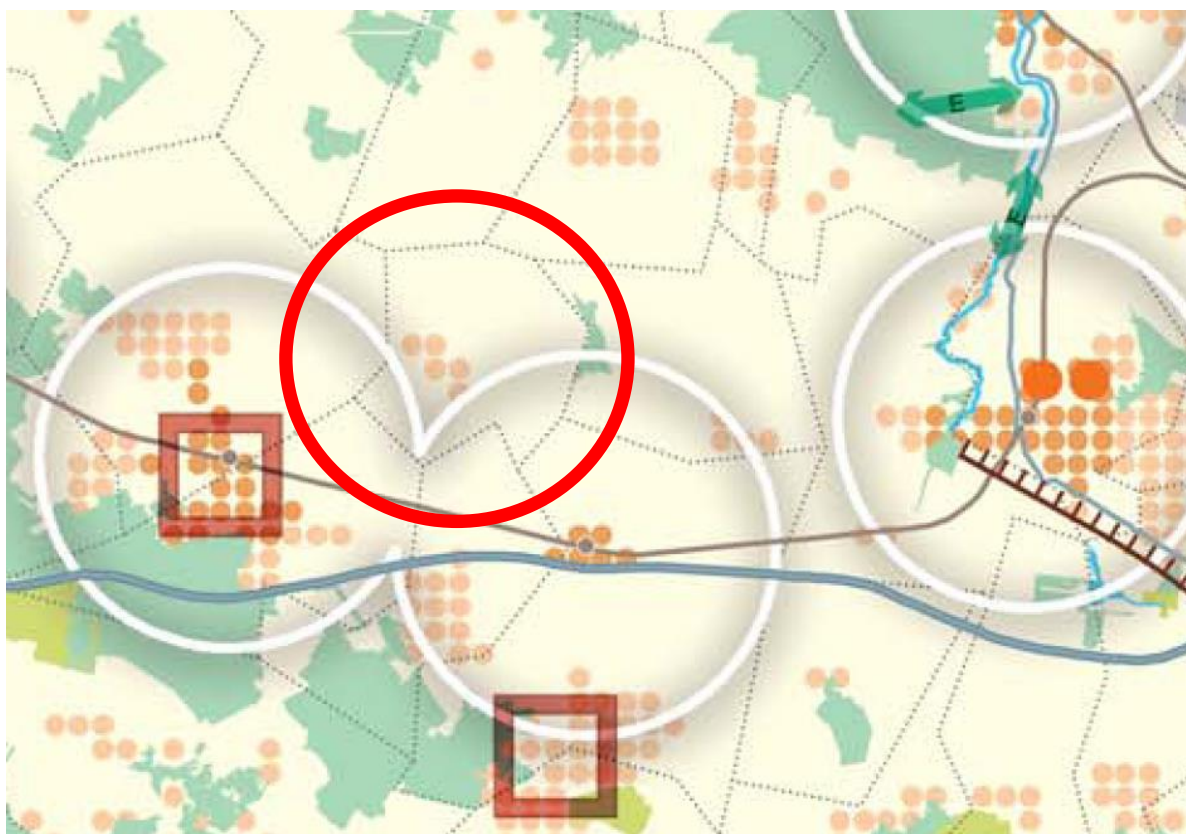
- que la partie Sud de la commune apparaît en « limite de la mobilisation du potentiel d'urbanisation au titre des secteurs de développement à proximité des gares ».

Sont concernés les secteurs situés dans un rayon de l'ordre de 2 kilomètres autour d'une gare.






Il est possible sur ces secteurs une extension de l'urbanisation de l'ordre de 5% de la superficie de l'espace urbanisé communal. Ces extensions doivent être en continuité de l'espace urbanisé existant au sein duquel la gare est implantée.

Carte de destination générale du SDRIF





Polariser et équilibrer

Les espaces urbanisés

-  Espace urbanisé à optimiser
-  Quartier à densifier à proximité d'une gare
-  Secteur à fort potentiel de densification

Les nouveaux espaces d'urbanisation

-  Secteur d'urbanisation préférentielle
-  Secteur d'urbanisation conditionnelle



Limite de la mobilisation du potentiel d'urbanisation offert au titre des secteurs de développement à proximité des gares



Pôle de centralité à conforter

Préserver et valoriser



Les fronts urbains d'intérêt régional



Les espaces agricoles



Les espaces boisés et les espaces naturels



Les espaces verts et les espaces de loisirs



Les espaces verts et les espaces de loisirs d'intérêt régional à créer



Les continuités

Espace de respiration (R), liaison agricole et forestière (A), continuité écologique (E), liaison verte (V)



Le fleuve et les espaces en eau

4.2. Le Schéma Départemental d'Aménagement pour un Développement Équilibré des Yvelines (SDADEY)

A l'issue d'un débat et d'une large concertation engagée auprès des élus locaux, des acteurs économiques et des habitants, le conseil départemental a adopté, par délibération du 15 juillet 2006, la version actualisée du Schéma départemental d'aménagement pour un développement équilibré des Yvelines initialement approuvé en novembre 2002.

Le Schéma départemental actualisé qui a été adressé à Monsieur le Préfet des Yvelines le 11 septembre 2006, constitue le document de référence stratégique privilégié pour la mise en œuvre des différentes politiques du conseil départemental concourant à l'aménagement et au développement des territoires.

A ce titre, il offre en direction des communes et de leurs groupements un cadre, d'une part, pour la prise en compte des enjeux de développement territorial, notamment dans leurs démarches d'élaboration des documents d'urbanisme locaux (PLU, SCOT), et, d'autre part, pour la conduite des partenariats contractuels à travers la mise en œuvre des politiques départementales.

Le SDADEY s'articule autour de quatre grandes orientations :

- Renforcer les territoires de développement d'envergure régionale (Saint-Quentin-en-Yvelines – Velizy – Versailles et Poissy – Seine-Aval) et conforter les dynamiques locales à partir des atouts et des potentialités des territoires pour assurer un meilleur équilibre économique, social et urbain des Yvelines ;
- Améliorer et compléter le maillage des Yvelines par l'achèvement des grandes liaisons régionales, routières et de transports en commun, nécessaires à l'amélioration de l'accessibilité des territoires et le renforcement de leur attractivité économique et résidentielle ;
- Valoriser l'environnement comme élément constitutif du cadre de vie et facteur d'attractivité des territoires ;
- Polariser l'urbanisation sur un réseau de villes et de bourgs afin de maîtriser l'étalement urbain et de mieux endiguer le phénomène de mitage des espaces naturels.

A l'échelle du territoire du Centre-Yvelines dans lequel s'inscrit la commune, le Schéma départemental poursuit plus précisément les orientations suivantes :

- Le confortement de pôles d'appui aux franges des zones agglomérées de la vallée de la Seine et de Saint-Quentin-En-Yvelines (Maule, Beynes, Montfort l'Amaury – Méré et la Queue-Lez-Yvelines) qui ont vocation à accueillir les activités économiques de leur territoire rural et à permettre le renforcement de l'offre d'habitat afin d'améliorer localement les équilibres habitat-emploi et de faciliter les parcours résidentiels des habitants ;
- La maîtrise du développement des bourgs et villages, s'accompagnant d'une revitalisation du commerce et de l'artisanat local (maintien des commerces de proximité, développement des activités liées au tourisme rural, ...) ;
- La valorisation des espaces ouverts qui fondent l'identité paysagère de ce territoire (plateau agricole du Mantois, vallée de la Mauldre, ...) en veillant tout particulièrement à maîtriser l'urbanisation, notamment le long des grands axes de communication, et en assurant la pérennité des espaces agricoles.

Le principe de développement polarisé et hiérarchisé auquel se réfère le SDADEY doit permettre d'assurer une meilleure maîtrise de l'urbanisation et de garantir un développement équilibré respectueux des atouts et du cadre de vie des territoires.

4.3. Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN)

Voir Paragraphe précédent « 2.5 Les protections du patrimoine »

4.4. Le PDUIF (le Plan de Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France)

En application de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996, le Plan de Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France (PDUIF), a été approuvé le 15 décembre 2000 par arrêté inter préfectoral n°2000-2880.

Une révision du PDUIF a été lancée par le Conseil du STIF en décembre 2007. Mis à jour pour tenir compte du réseau de transport public du Grand Paris, qui n'avait pu être intégralement pris en compte par le STIF, le PDUIF a été approuvé en juin 2014 par le Conseil Régional.

Le document propose une stratégie autour de 9 grands défis, déclinés en 34 actions, qui permettront de répondre aux besoins de déplacements à l'horizon 2020, tout en réduisant de 20% les émissions de gaz à effet de serre.

- Construire une ville plus favorable aux déplacements à pied, à vélo et en transports collectifs,
- Rendre les transports collectifs plus attractifs,
- Redonner à la marche de l'importance dans la chaîne de déplacements,

- Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo,
- Agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés,
- Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacements,
- Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser l'usage de la voie d'eau et du train
- Construire le système de gouvernance responsabilisant les acteurs dans la mise en œuvre du nouveau PDUIF,
- Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements.

Afin d'assurer une cohérence indispensable entre les objectifs d'aménagement et de déplacement (amélioration des lignes de bus, politique locale du stationnement, valorisation des circulations douces, des zones 30, maîtrise de l'usage automobile, du transport de marchandises et des livraisons en ville...) conformément à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme devra être compatible avec le PDUIF. Il prendra en compte ses prescriptions, ses recommandations et ses propositions.

4.5. Servitudes d'utilité publique

4.5.1. Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine (A4)

PATRIMOINE NATUREL

Servitudes s'appliquant aux terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau, instituées par la loi du 8 avril 1898, la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964, le décret n°59-96 du 7 janvier 1959, complété par celui n°60-419 du 25 avril 1960.

Ouvrage concerné :

Les arrêtés préfectoraux en date du 20 octobre 1852 et du 26 mars 1857 ont institué une servitude de passage de 1,50 m le long des rus de Millemont et du Breuil.

Service gestionnaire :

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
3 rue de Fontenay – R.P. 754
78007 VERSAILLES CEDEX

4.5.2. Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements (I1)

ENERGIE

Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de pipelines d'intérêt général destiné au transport d'hydrocarbures liquides, instituées par la loi de Finances n°58-336 du 29 mars 1958, le décret n°59-645 du 16 mai 1959 (article 15) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 11 de la loi précitée.

Ouvrage concerné :

Pipeline Ø 500 ELF ANTAR France LE HAVRE-NANGIS, transportant des hydrocarbures liquides à haute pression.

Cet ouvrage a été déclaré d'utilité publique le 17 février 1966.

Service gestionnaire :

ELF ANTAR France
B.P. 15
78440 GARGENVILLE

4.5.3. Les servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz (I3)

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz, instituées par la loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée, la loi n°46-628 du 8 avril 1946 modifiée, le décret n°67-886 du 6 octobre 1967, le décret n°85-1108 du 15 octobre 1985 et le décret n°70-492 du 11 juin 1970 modifié.

Ouvrage concerné :

Canalisation GARANCIERES – GALLUIS (Ø 100)

Service gestionnaire :

GAZ DE France – Direction Production Transport
Région Ile de France
26 Rue de Calais
75436 PARIS CEDEX 09

4.5.4. Les servitudes de protection relatives au stockage souterrain de gaz combustible dans les formations naturelles (I7)

Servitudes de protection relatives au stockage souterrain de gaz combustible dans les formations naturelles, instituées par l'Ordonnance n°58-1132 du 25 novembre 1958, le décret n°62-1296 du 6

novembre 1962, complété par le décret n°77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976, le décret n°88-220 du 7 mars 1988 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 et modifiant le décret du 6 novembre 1962.

Ouvrage concerné :

Le territoire de la commune est totalement inclus dans le périmètre de protection de stockage souterrain de BEYNES.

Service gestionnaire :

GAZ DE France – Direction Production Transport
Région Ile de France
26 Rue de Calais
75436 PARIS CEDEX 09

4.5.5. Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques

SECURITE PUBLIQUE

Le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, pris en application des lois du 22 juillet 1987 (prévention des risques majeurs), du 2 février 1995 (protection de l'environnement) et du 3 janvier 1992 (relative à l'eau), précise notamment que les **plans de surfaces submersibles** établis en application des articles 48 à 54 du Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation et les **périmètres de risques** institués en application de l'article R 111-3 du Code de l'Urbanisme, valent **plans de prévention des risques naturels prévisibles**.

Les Plans de Prévention Naturels Prévisibles sont des Servitudes d'Utilité Publique.

Servitudes en zones submersibles des cours d'eau non domaniaux instituées par l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1992 qui a pour objet la sauvegarde du libre écoulement des eaux.

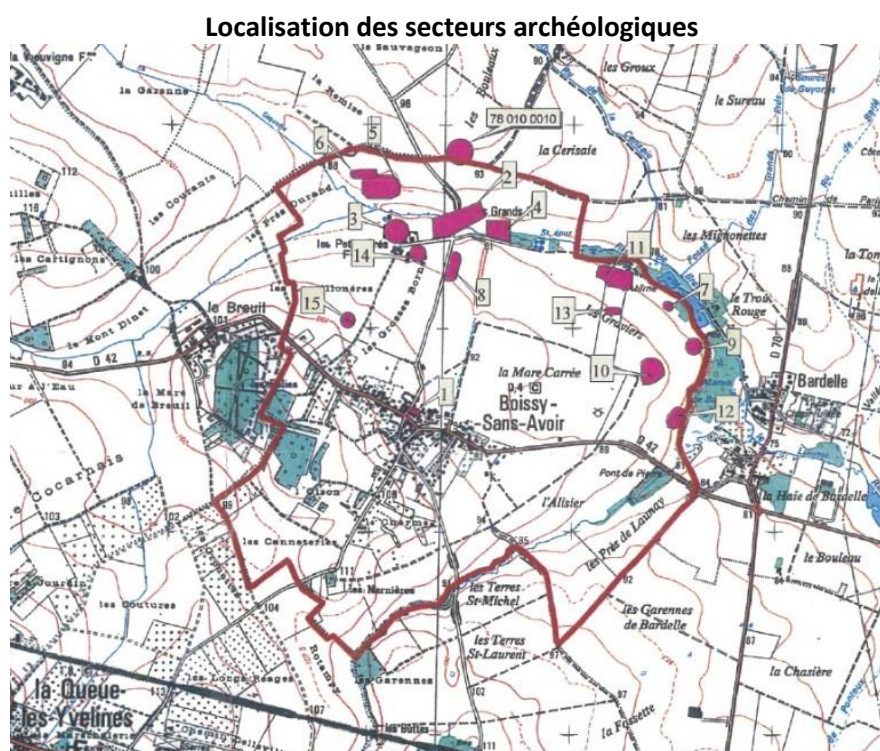
Cours d'eau concerné : Ru du Breuil

Service gestionnaire :

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
3 rue de Fontenay – R.P. 754
78007 VERSAILLES CEDEX

4.5.5. Autres prescriptions : secteurs archéologiques

SECTEURS ARCHEOLOGIQUES



La présence de vestiges archéologiques sur le territoire de la commune est connue.

Les textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du patrimoine archéologique en France sont les suivants : articles 1, 9 et 14 de la loi du 27 septembre 1941, l'article 257-1 de la loi du 15 juillet 1980, l'article R 111-3-2 du Code de l'Urbanisme et le décret 86-192 du 5 février 1986).

Localisation des secteurs archéologiques :

-n°78 15 084 001 AH : Eglise Saint-Sébastien attestée en 1124 en tant que chapelle. Erigée en paroisse en 1292. L'église actuelle fut consacrée en 1545, mais une partie de la nef paraît pourtant plus ancienne (peut-être romane). Site médiéval.

-n°78 15 084 002 AH : « Au Nord de la Ferme des Petits Près ». Site antique.

Ces secteurs seront reportés sur le plan de zonage afin de permettre la consultation obligatoire instituée par le décret du 5 février 1986. Cette consultation est applicable à l'ensemble des procédures d'autorisation d'occuper le sol.

Service gestionnaire :

Service Régional des Affaires Culturelles d'Ile de France

Ministère de la Culture – Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile de France

Service Régional de l'Archéologie

6 rue de Strasbourg

93200 SAINT DENIS